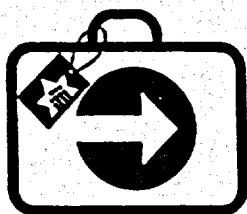




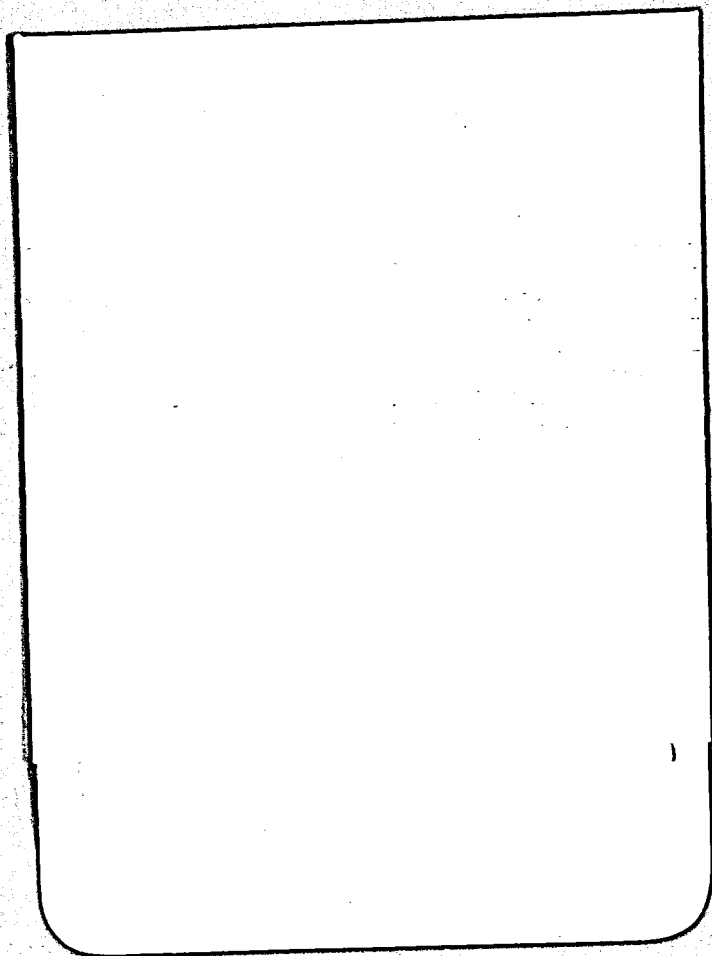
Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada


# **RAPPORT SUR LES POSSIBILITÉS D'EMPLOI À L'ÉTRANGER POUR LES CONJOINTS ET LES PERSONNES À CHARGE DES EMPLOYÉS DU SERVICE EXTÉRIEUR**



**CENTRE DES SERVICES À L'AFFECTATION (ABC)  
AFFAIRES EXTÉRIEURES ET COMMERCE EXTÉRIEUR  
CANADA**



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20013874 4

**RAPPORT SUR LES POSSIBILITÉS  
D'EMPLOI À L'ÉTRANGER POUR LES  
CONJOINTS ET LES PERSONNES À  
CHARGE DES EMPLOYÉS DU  
SERVICE EXTÉRIEUR**

**CENTRE DES SERVICES À L'AFFECTATION (ABC)  
AFFAIRES EXTÉRIEURES ET COMMERCE EXTÉRIEUR  
CANADA**

**MARS 1990**

# TABLE DES MATIÈRES

1. OBJET DU RAPPORT .....	1
2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....	1
3. ACCORDS DE RÉCIPROCITÉ CONCERNANT L'EMPLOI AU MOIS DE JANVIER 1990 .....	4
4. POSSIBILITÉS D'EMPLOI POUR LES CONJOINTS: PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE .....	5
<b>AFRIQUE: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI .....</b>	<b>5</b>
Afrique du Sud .....	6
Algérie .....	6
Cameroun .....	7
Côte-d'Ivoire .....	8
Égypte .....	9
Éthiopie .....	9
Gabon .....	10
Ghana .....	10
Kenya .....	11
Mali .....	12
Maroc .....	12
Nigéria .....	13
Sénégal .....	13
Tanzanie .....	14
Tunisie .....	16
Zaire .....	17
Zambie .....	17
Zimbabwe .....	19
<b>MOYEN-ORIENT: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI .....</b>	<b>19</b>
Arabie Saoudite .....	19
Irak .....	20
Israël .....	21
Jordanie .....	21
Koweït .....	22
Syrie .....	22
<b>ASIE ET PACIFIQUE: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI .....</b>	<b>23</b>
Australie .....	23
Canberra .....	24
Sydney .....	24
Bangladesh .....	25
Chine .....	25
Pékin .....	25
Shanghai .....	27

Corée . . . . .	27
Hong Kong . . . . .	28
Inde . . . . .	29
Indonésie . . . . .	31
Japon . . . . .	32
Osaka . . . . .	32
Tokyo . . . . .	33
Nouvelle-Zélande . . . . .	33
Pakistan . . . . .	33
Philippines . . . . .	35
Sri Lanka . . . . .	36
Thaïlande . . . . .	36
<b>EUROPE DE L'EST: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI . . . . .</b>	<b>36</b>
Hongrie . . . . .	37
Pologne . . . . .	37
Roumanie . . . . .	37
Tchécoslovaquie . . . . .	38
URSS . . . . .	39
Yougoslavie . . . . .	40
<b>EUROPE DE L'OUEST: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI . . . . .</b>	<b>40</b>
Allemagne . . . . .	41
Berlin . . . . .	42
Bonn . . . . .	42
Francfort . . . . .	44
Munich . . . . .	44
Autriche . . . . .	45
Belgique . . . . .	45
Danemark . . . . .	46
Espagne . . . . .	47
Finlande . . . . .	48
France . . . . .	48
Grande-Bretagne . . . . .	49
Grèce . . . . .	49
Irlande . . . . .	50
Italie . . . . .	50
Milan . . . . .	51
Rome . . . . .	52
Norvège . . . . .	52
Pays-Bas . . . . .	53
Portugal . . . . .	54
Suède . . . . .	54
Suisse . . . . .	56
Berne . . . . .	56
Genève . . . . .	58
Turquie . . . . .	58
<b>AMÉRIQUE LATINE: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI . . . . .</b>	<b>59</b>
Argentine . . . . .	60

Brésil .....	60
Brasilia .....	61
Sao Paulo .....	61
Chili .....	62
Colombie .....	62
Costa Rica .....	63
Guatemala .....	63
Mexique .....	64
Pérou .....	64
Venezuela .....	65
ANTILLES: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI .....	66
Barbade .....	66
Cuba .....	67
Guyana .....	67
Haïti .....	68
Jamaïque .....	68
Trinité et Tobago .....	69
ÉTATS-UNIS: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI .....	69
Atlanta .....	70
Boston .....	70
Buffalo .....	70
Chicago .....	71
Cleveland .....	71
Dallas .....	71
Detroit .....	71
Los Angeles .....	72
Minneapolis .....	72
New York .....	72
San Francisco .....	73
Seattle .....	73
Washington .....	73

# RAPPORT SUR LES POSSIBILITÉS D'EMPLOI À L'ÉTRANGER POUR LES CONJOINTS ET LES PERSONNES À CHARGE DES EMPLOYÉS DU SERVICE EXTÉRIEUR

## 1. OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport réunit les renseignements fournis par les missions canadiennes sur les possibilités d'emploi qui s'offrent à l'étranger aux conjoints et aux personnes à la charge des employés du service extérieur. Le fonctionnement des accords de réciprocité concernant l'emploi (ARE) y est débattu, le cas échéant. Des indications y sont données sur le travail que les missions procurent généralement aux conjoints, y compris celui de coordonnateur communautaire et d'infirmière diplômée engagés à contrat. Y figure aussi le nombre approximatif de conjoints embauchés en un an dans chacune des missions, à titre d'employés recrutés sur place. Les lois et règlements locaux en matière d'emploi sont exposés, et des avis sont donnés à propos de la formation linguistique et des compétences requises notamment. Une liste des employeurs éventuels est ajoutée dans la mesure du possible.

## 2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Ni l'administration centrale, ni les missions ne peuvent faire office d'agence de placement. Toutefois, le Ministère encouragera et aidera autant que possible les conjoints et les personnes à charge qui cherchent du travail. Malheureusement, il n'est pas facile de trouver à l'étranger un emploi bien rémunéré, en particulier dans le secteur des professions libérales. Dans bien des pays du monde, il existe des obstacles d'ordre linguistique, juridique et économique à l'emploi des non-nationaux. Par conséquent, seule une partie des personnes qui cherchent un emploi à l'étranger sont en mesure de trouver un poste qui répond à leurs attentes. Beaucoup adoptent un compromis et décident de faire du bénévolat ou des études dans un domaine lié à leurs intérêts professionnels. Nous espérons que les renseignements et conseils ci-dessous seront utiles aux membres de la famille du personnel du service extérieur que pourrait intéresser un emploi à l'étranger.

### — Le conseiller en emploi (conjoints) du Centre des services à l'affectation

Toute personne qui désire se renseigner concernant les possibilités d'emploi dans les diverses missions ou obtenir de l'aide pour rédiger un curriculum vitae peut s'adresser au conseiller en emploi (conjoints), au Centre des services à l'affectation (ABC), immeuble Lester B. Pearson. Celui-ci lui remettra des documents de référence: modèles de curriculum vitae, questions types d'entrevue

d'emploi, adresses et ouvrages utiles, et brochures sur l'emploi au Canada et à l'étranger. Sitôt l'affectation confirmée, le conseiller pourra envoyer à la mission un télégramme indiquant les intérêts professionnels, l'expérience, et les titres et qualités de l'intéressé. Si les chances d'obtenir un emploi à la mission sont bonnes et qu'une cote de sécurité est exigée, le conseiller fournira les formulaires nécessaires de façon qu'ils puissent être transmis à la mission lorsque celle-ci en fera la demande.

Le Centre des services à l'affectation organise également à l'intention des conjoints, des ateliers sur les sujets suivants: rédaction d'un curriculum vitae et entrevue d'emploi, planification de la carrière et de la vie, techniques de recherche d'emploi, carrières transférables, bénévolat, entrepreneuriat, introduction au traitement des demandes de passeport et aux services consulaires.

Il est bon d'emporter avec soi à la mission ses relevés de notes, titres professionnels, lettres de référence, échantillons de travaux ainsi qu'un bon curriculum vitae.

Les conjoints de retour à l'administration centrale souhaitent peut-être assister à certains ateliers sur l'emploi au Canada au Centre des services à l'affectation, ou mettre au point avec l'agent compétent une technique de recherche d'emploi. Ils pourront déposer un curriculum vitae à jour qui sera versé dans les dossiers et remplir une formule d'emploi de conjoint. Les renseignements figurant sur cette dernière seront entrés dans la banque de données. Il arrive que nous répondions à des demandes de candidats à partir de nos dossiers. Dans la plupart des cas toutefois, c'est à la personne intéressée qu'il incombe de rechercher des possibilités d'emploi précises. Le conseiller en emploi pourra cependant l'aider dans divers domaines: présentation du curriculum vitae, endroits où s'adresser pour chercher un emploi, relations avec la Commission de la Fonction publique si elle souhaite travailler à la fonction publique.

Que l'on se trouve à l'étranger ou à Ottawa, on veillera à envoyer son adresse courante au Centre des services à l'affectation pour continuer à recevoir les envois de «Communication directe avec les conjoints» ainsi que le magazine Liaison.

#### - **Conjoints occupant un emploi au moment de l'affectation: le congé sans traitement**

Les conjoints qui travaillent à la fonction publique ont intérêt à se renseigner sur les possibilités d'emploi à la mission ou sur l'obtention d'un congé sans traitement, de façon à faciliter leur réinsertion à leur retour. En vertu d'un accord conclu entre le Conseil du Trésor et l'Alliance de la Fonction publique du Canada, à la demande d'un employé, un congé non payé d'une durée maximale de cinq ans est accordé à l'employé dont le conjoint est déplacé temporairement. Les cotisations au régime de retraite doivent être payées pour la durée du congé sans traitement. Ces cotisations sont obligatoires et sont équivalentes au double du montant que le cotisant aurait payé s'il n'avait pas été absent, car celui-ci doit payer à la fois sa propre part de la cotisation et celle de l'État.



A son retour en fonction, les cotisations au régime de retraite seront payées:

- a) soit en un seul montant forfaitaire, dans les trente jours suivant le retour au travail de l'employé;
- b) par retenues égales sur le traitement de l'employé, à partir de son retour en fonction et pour une durée équivalente à celle de son congé sans traitement.

S'ils le désirent, les conjoints employés à l'extérieur de la fonction publique peuvent tenter d'organiser leur retour au travail à la fin de l'affectation, quoique cela s'avère souvent difficile.

Les militaires doivent consulter leur propre agent du personnel concernant les règlements internes en matière de congé.

Il est intéressant de noter qu'en vertu d'une entente spéciale conclue avec les États-Unis, toute personne qui accompagne son conjoint en affectation dans ce pays peut bénéficier des prestations de l'assurance-chômage comme si elle était demeurée au Canada. Malheureusement, c'est le seul pays avec lequel le Canada a une telle entente.

#### **- Pays avec lesquels le Canada n'a pas conclu d'accord de réciprocité concernant l'emploi**

Dans les pays où il n'y a pas d'ARE, il peut cependant être possible de trouver un emploi à la mission en tant qu'employé recruté sur place, de remplacer un employé en vacances, d'enseigner l'anglais ou le français à du personnel canadien ou de remplir les fonctions de coordonnateur communautaire. (Une cinquantaine de missions canadiennes engagent à contrat un coordonnateur communautaire pour accueillir les nouveaux venus, diriger un bulletin pour la communauté, organiser des activités communautaires et publier un bulletin pour la communauté. Les candidats au poste doivent soumettre une proposition à la mission et avoir vécu au moins six mois à la mission). Il est aussi possible de travailler dans des organismes internationaux ou d'autres ambassades (quoique celles-ci accordent généralement la préférence aux conjoints de leurs propres employés).

#### **- Directives sur le service extérieur n° 17**

Tout conjoint d'un employé en affectation, qui a exercé sa profession jusqu'à six mois avant son départ, a intérêt à consulter la directive sur le service extérieur n° 17 concernant le remboursement des cotisations versées à des associations professionnelles durant une affectation à l'étranger et le recyclage lors du retour au Canada. La directive est administrée par le Centre des services à l'affectation. Aux fins de remboursement, il y a lieu de fournir au Centre: la preuve de l'emploi dans la profession en cause jusqu'à au moins six mois avant le début de l'affectation, la preuve de l'affiliation antérieure à l'association, une lettre de l'association professionnelle attestant de la cotisation à payer, et le reçu

original du paiement de la cotisation. Au cours des années suivantes de l'affectation, il suffira de fournir le reçu. Seuls les reçus originaux sont acceptés.

#### - À l'arrivée à la mission

À la mission, le coordonnateur communautaire ou l'agent d'administration fera des suggestions aux intéressés concernant l'emploi et leur donnera des précisions sur les restrictions et les formalités administratives. Il leur sera aussi utile de s'informer des possibilités d'emploi auprès de leurs nouvelles relations et des collègues de travail, et de demander des renseignements aux organismes locaux. Les personnes ayant des compétences transférables pourront exercer un travail autonome (cours particuliers, photographie, écriture, traitement de textes, services de traiteur, etc.).

### 3. ACCORDS DE RÉCIPROCITÉ CONCERNANT L'EMPLOI AU MOIS DE JANVIER 1990

Des ARE existent à ce jour dans 26 pays et sont «réputés exister» dans un certain nombre d'autres, touchant ainsi 52 missions et 47 pour cent des conjoints du personnel canadien.

Les accords permettent, sur une base de réciprocité, aux conjoints et aux enfants des employés des missions canadiennes d'entrer sur le marché du travail local, sur un pied d'égalité avec la population de l'endroit. Toutes les restrictions à l'emploi sont levées, à l'exception de celles qui concernent l'obtention d'une cote de sécurité et la possession de compétences particulières à l'exercice de certaines professions. Les conjoints et(ou) les personnes à charge qui obtiennent un emploi en vertu des dispositions d'un ARE perdent normalement leur immunité de juridiction civile et administrative à l'égard de toute question découlant dudit emploi. De plus, tous les revenus tirés de cet emploi sont imposables au Canada. (Les impôts payés à l'étranger peuvent être déduits des impôts dûs au Canada. La question sera soumise à Revenu Canada au moment de la présentation de la déclaration de l'impôt sur le revenu.)

#### ACCORDS CONCLUS

Australie  
Barbade  
Brésil  
Grande-Bretagne  
Colombie  
Danemark  
Espagne  
Finlande  
France  
Ghana  
Guyana  
Haïti

#### ACCORDS RÉPUTÉS CONCLUS

Hong Kong  
Irlande  
Côte d'Ivoire

Inde  
Israël  
Jamaïque  
Maroc  
Nouvelle-Zélande  
Norvège  
Pérou  
Philippines  
Suède  
États-Unis  
Zambia

## 4. POSSIBILITÉS D'EMPLOI POUR LES CONJOINTS: PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

### AFRIQUE: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI

Il existe des possibilités d'emploi dans presque toutes les missions d'Afrique, surtout dans les domaines de l'enseignement et de la médecine. Comme c'est souvent le cas, au moment de l'embauche, la préférence est accordée aux nationaux. Certains pays possèdent un énorme marché de chômeurs locaux hautement qualifiés; d'autres pays ont besoin d'expatriés pour occuper des emplois exigeant une formation spécialisée. Les salaires sont bas et souvent payés en devises locales, qu'il est difficile de convertir en devises fortes.

Contrairement à l'Europe, l'employé éventuel qui ne parle qu'anglais et(ou) français a de bonnes chances d'être engagé. L'aptitude à travailler dans la langue locale n'est nécessaire que dans quelques pays.

Il est vivement conseillé aux personnes possédant des compétences professionnelles de se munir de tous les documents pertinents, y compris les originaux. De nombreux pays ne semblent pas appliquer les règlements habituels en matière de licence, car le besoin de personnel qualifié, en particulier dans le domaine de la médecine, y est extrêmement grand.

Les secrétaires et les commis ont de bonnes chances de trouver un emploi dans d'autres missions, dans les organismes internationaux comme les Nations Unies, ou encore dans les multinationales car, dans la plupart des missions, ces employeurs sont exemptés des règlements locaux.

Les pays ont un grand besoin de bénévoles dans les secteurs de la médecine, de l'enseignement et de la nutrition notamment, et les possibilités sont nombreuses pour les personnes qui sont prêtes à travailler sans être rémunérées. Dans plusieurs pays, il est possible d'étudier diverses langues étrangères et d'acquérir de nouvelles compétences.

## AFRIQUE DU SUD (Pretoria)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les possibilités d'emploi pour les conjoints sont pratiquement nulles en Afrique du Sud, même pour ceux qui possèdent des compétences professionnelles ou techniques très recherchées (comme dans le domaine de la médecine). De plus, si le conjoint n'est pas bilingue (anglais et afrikaans), il n'a aucun espoir de trouver un travail.

Dans des cas tout à fait exceptionnels, le ministère des Affaires étrangères recommandera l'émission du permis de travail nécessaire. Mais alors, l'intéressé serait tenu de renoncer à l'immunité diplomatique à l'égard de toute question liée à son emploi. Notre mission n'accepterait pas ce genre de situation. Le permis de travail n'est pas nécessaire pour occuper des emplois dans les ambassades, mais ceux-ci sont rares.

Lorsqu'il y a des postes vacants à l'ambassade du Canada, on embauche de préférence comme membres permanents du personnel recruté sur place, puis les conjoints qualifiés.

Il existe d'innombrables possibilités d'activité pour les bénévoles, en particulier parmi les non-blancs.

## ALGÉRIE (Alger)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les nombreux étrangers qui travaillent en Algérie sont recrutés aux termes de contrats internationaux conclus par l'État ou l'une des sociétés d'État. Pour une personne se trouvant déjà dans le pays, les possibilités d'emploi sont extrêmement limitées. Les chances de trouver un emploi sont d'autant plus minces que le secteur étatisé est immense et n'embauche que des Algériens, politique qui anéantit tout espoir de pratiquer une profession ou un métier spécialisé dans des domaines tels que l'éducation, la médecine ou la gestion.

Il ne reste aux conjoints que la possibilité d'un emploi, à titre local, dans notre ambassade ou dans l'ambassade d'un pays ami, ou encore dans une société canadienne en secrétariat, traduction ou interprétation. Ces perspectives sont néanmoins assez limitées. Il se peut aussi que les autorités exigent un permis de travail, très difficile à obtenir.

La American School d'Alger, qui embauche à l'occasion des professeurs d'anglais et de français, offre la seule possibilité d'emploi dans le domaine de l'enseignement.

### **Employeurs éventuels**

Programme des Nations Unies pour le développement  
Ambassade des États-Unis  
Comstock-Fitzpatrick-Howe  
Vereinigte-Edelstahl-Werk (V.E.K.)  
Standard Electrica S.A. (S.E.S.A.)  
ITT-AME ITT Africa Middle East  
Ambassade d'Australie  
American School  
Lavalin International Inc.  
Northern Telecom Algérie

### **CAMEROUN (Yaoundé)**

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les possibilités d'emploi sont limitées pour les conjoints car l'État encourage les entreprises à embaucher, si possible, des nationaux camerounais dans tous les secteurs de l'économie. Malgré tout, la plupart des conjoints qui souhaitent travailler en dehors de leur domicile n'auront pas beaucoup de difficultés à trouver un emploi.

Les ambassades, les organismes internationaux, les hôpitaux, les écoles et certaines sociétés étrangères sont, dans l'ensemble, exemptés des règlements en matière d'emploi, et offrent donc parfois quelques emplois de bureau dans les domaines du secrétariat, de l'administration ou de la comptabilité. En règle générale, on trouve des emplois dans les professions où les compétences locales font défaut: celles de professeur, d'ingénieur, de scientifique, d'infirmière ou de médecin, par exemple.

### **Employeurs éventuels**

Ambassade des États-Unis  
De Havilland Air Craft  
Bombardier Locomotive  
Boston Bank Cameroon S.A.  
Bombardier Logistique  
Camron Pipe Division  
SCAC Transport Canada Inc.  
The International School of Yaounde  
Collavino Inc.

## CÔTE-D'IVOIRE (Abidjan)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : réputé exister

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les possibilités sont limitées en ce qui concerne l'emploi rémunéré. En théorie, il faut un permis de travail délivré par le ministère du Travail et, à l'heure actuelle, il n'existe pas d'accord entre la Côte-d'Ivoire et le Canada concernant l'octroi de ce permis. Les services publics ivoiriens comme les écoles, les hôpitaux et les ministères sont donc absolument fermés aux Canadiens. En revanche, on observe plus de souplesse dans le secteur privé. Des "contrats locaux" sont alloués, mais ce sont les agences ou les services qui choisissent les candidats.

Il est conseillé aux personnes qui cherchent un emploi d'en parler autour d'elles car les contacts personnels constituent le meilleur moyen de découvrir des postes vacants.

C'est dans le domaine du secrétariat qu'on trouve le plus de possibilités. Il est bon de contacter les ambassades, les multinationales et les agences de voyages, surtout en septembre et en octobre quand la plupart des gens s'en vont, mais aussi toute l'année, pour les remplacements temporaires. La mission française de coopération permanente annonce régulièrement sur un tableau d'affichage des postes vacants de secrétaire.

En ce moment, quatre des conjoints canadiens ont un emploi: trois sont secrétaires à l'ambassade du Canada, à l'ambassade des États-Unis et dans une agence de voyages; et le quatrième représente un cabinet d'experts-conseils canadiens.

Il ne doit pas être très difficile de trouver un emploi d'enseignant à Abidjan. Il faut faire parvenir son curriculum vitae à M. Maurel, de l'Association des écoles et collèges privés, dont les bureaux se trouvent dans la section administrative du Collège Mermoz. Les professeurs de sciences sont les plus demandés. L'association exige au minimum un diplôme décerné par un collège communautaire.

Pour enseigner dans les écoles primaires privées de Côte-d'Ivoire, il faut posséder au moins l'équivalent du diplôme de douzième année. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir de l'expérience. Les instituteurs démissionnent souvent en septembre et en octobre, juste avant la rentrée des classes. Il y a lieu de communiquer avec les directeurs des écoles durant cette période.

Le seul moyen de travailler dans les domaines des services sociaux, de la médecine, etc., c'est de faire du bénévolat. Il faut, à cette fin, se mettre en

rapport avec les paroisses et les missions catholiques (il n'est pas nécessaire d'être catholique). Les missions sont bien informées des besoins des divers secteurs: alphabétisation, dispensaires, aide sociale aux jeunes mères, et autres.

A leur arrivée à Abidjan, les personnes intéressées peuvent contacter CARITAS International, dont les bureaux sont situés au Plateau, au-dessus de la quincaillerie Peyrissac. Les bénévoles préparent les articles à distribuer dans les PVD et les dispensaires, et font des objets d'artisanat qui seront vendus.

### Employeurs éventuels

Ambassade de France/Centre culturel français  
Ambassade des États-Unis  
International Community School Abidjan  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF, CESEAO, PNUD)  
Délégation des Communautés européennes  
Banque africaine de développement (BAfD)  
Cegir  
Polyclinique internationale Sainte-Anne-Marie  
Compagnie Radio Maritime (C.R.M.)  
Benevolant Centre médical

### ÉGYPTE (Le Caire)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Les possibilités d'emploi pour les conjoints sont limitées en dehors de la communauté internationale. Les sociétés internationales offrent souvent des emplois à des professionnels expatriés (ingénieurs, géologues, etc.). Les professeurs qualifiés, notamment les professeurs d'anglais, langue seconde, et les infirmières sont très demandés dans les écoles et les sociétés internationales. Il y a lieu de se mettre dès que possible en rapport avec l'ambassade pour les questions d'emploi.

### ÉTHIOPIE (Addis Abéba)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Les possibilités d'emploi pour les conjoints se limitent aux organismes internationaux, aux ambassades ou aux écoles pour enfants étrangers. A moins d'être engagés comme employés expatriés (par les NU, par exemple), les

conjointes ont besoin d'un permis de travail. En général, ce permis n'est délivré que s'il a été démontré au gouvernement éthiopien qu'aucun national ne peut combler le poste en cause. Habituellement, cette condition n'est pas difficile à remplir si l'employeur est une école pour enfants étrangers ou un organisme international, mais elle réduit pratiquement à néant les possibilités d'emploi dans les entreprises privées ou les organismes publics.

En Éthiopie, le salaire mensuel oscille entre 400 \$CAN pour un poste de secrétaire et 800 \$CAN pour un poste de spécialiste (d'enseignant, par exemple). Il faut acquitter l'impôt sur le revenu éthiopien, qui équivaut à 10 à 25 pour cent du revenu, plus un supplément de 8 pour cent la première année d'emploi seulement.

### GABON (Libreville)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Le taux de chômage a fort augmenté depuis quelques années, donc les possibilités d'emploi sont très rares. Une secrétaire gagne de 1 200 à 1 600 \$ par mois au taux de change actuel.

On peut considérer comme employeurs éventuels quelques missions diplomatiques, comme les ambassades de France et des États-Unis, et les organisations internationales, comme la CEE et les Nations Unies. Il existe aussi quelques banques, compagnies aériennes et compagnies pétrolières multinationales. Avec un peu de chance enfin, il est parfois possible de trouver un emploi, à plein temps ou à temps partiel, dans les secteurs de la médecine ou de l'enseignement.

### GHANA (Accra)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

*[NOTA: Il est recommandé d'apporter au Ghana au moins 10 copies de diplômes, évaluations de rendement, etc. et des lettres de référence récentes. Il faut également se munir d'au moins 40 photos de passeport, nécessaires pour obtenir les visas et accompagner divers formulaires.]*

Le haut-commissariat tente d'aider les conjoints à se trouver un emploi, et les ressortissants canadiens ont la préférence lorsqu'il s'agit de combler un poste qui peut leur convenir au haut-commissariat. Sur le marché local, le Ghana cherche évidemment à donner d'abord du travail à ses propres citoyens.



Il existe des débouchés dans certains secteurs, notamment dans l'enseignement et les soins infirmiers: enseignement aux enfants de tous âges, garde d'enfants, bibliothèques et services auxiliaires en cliniques privées. Il y a une forte demande d'enseignants dans les écoles internationales. Les autres missions diplomatiques essaient d'embaucher autant que faire se peut leurs propres ressortissants. Il est possible de donner des leçons particulières d'anglais, de piano et de danse.

Les annonces de postes vacants ouverts aux étrangers se font de bouche à oreille. Toutes les entreprises ne peuvent embaucher qu'un nombre limité d'étrangers. Il est très difficile, voire impossible, de relever la limite; on observe plutôt une tendance à la baisse. Même à l'intérieur de cette limite, les entreprises doivent déposer une demande pour pouvoir combler les postes vacants et prouver qu'ils ne peuvent être occupés par des Ghanéens. Les candidats choisis sont en général hautement qualifiés.

Les entreprises doivent présenter leurs demandes à l'Immigration Quota Office du ministère de l'Intérieur. En ce qui concerne les personnes à la charge du personnel du haut-commissariat, dont le visa ne leur permet pas de travailler, elles doivent aussi obtenir une cote de sécurité du ministère des Affaires étrangères ainsi qu'un passeport ordinaire.

Sauf si l'on travaille dans une entreprise étrangère, les salaires sont payés en cédés, non convertibles en devises fortes. La rémunération est beaucoup plus faible qu'au Canada et se dépense facilement pour faire face au coût de la vie, très élevé à Accra.

Les personnes à charge qui le souhaitent peuvent s'inscrire à l'université ou suivre des cours de céramique, de macramé, de travaux d'aiguille, de peinture, etc. qu'offrent certaines femmes qualifiées.

### KENYA (Nairobi)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les possibilités d'emploi sont restreintes pour les étrangers à cause de la politique de "kenianisation" du gouvernement, appliquée déjà depuis un certain temps. Le gouvernement reconnaît toutefois qu'il est encore nécessaire d'embaucher des étrangers dans certaines catégories professionnelles, en particulier dans divers secteurs spécialisés et techniques. Les enseignants ayant les compétences voulues pourront obtenir un permis de travail pour enseigner dans les écoles privées, notamment à la International School of Kenya, qui relève de l'ambassade des États-Unis et du haut-commissariat.

Les personnes dont la formation et l'expérience ont trait au travail d'administration générale, de secrétariat et de bureau ont des possibilités d'emploi plus

restreintes, ne pouvant se placer que dans les missions diplomatiques et les organismes internationaux.

### **Employeurs éventuels**

Haut-commissariat du Canada  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Centre des Nations Unies pour les établissements humains  
Haut-commissariat d'Australie  
International School of Kenya  
UNICEF  
Haut-commissariat de Grande-Bretagne  
Programme des Nations Unies pour l'environnement  
École française de Nairobi  
Ambassade des États-Unis

### **MALI (Bamako)**

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Avec un peu de chance, il est parfois possible de trouver un emploi rémunéré, de secrétaire temporaire par exemple, en particulier à l'ambassade des États-Unis. Les salaires varient de 4 000 à 10 000 \$ par an pour un poste de secrétaire.

Les travailleurs bénévoles sont les bienvenus partout. L'Institut Marchoux, par exemple, accepte volontiers l'aide des étrangers.

### **Employeurs éventuels**

Programme des Nations Unies pour le développement  
Institut national des arts  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Programme alimentaire mondial  
Organisation mondiale de la santé  
Unité de santé - ambassade des États-Unis  
Pièces Imports Express  
Centre d'études et de coopération internationales  
MONITEC (consultants internationaux)  
Les Pichoums (garderies)

### **MAROC (Rabat)**

Accord de réciprocité concernant l'emploi : oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Les possibilités de trouver un emploi rémunéré sont très rares à Rabat pour les conjoints du personnel canadien.

Mis à part les postes d'infirmière et de coordonnateur communautaire à la mission, l'ACDI offre parfois des contrats à des conjoints possédant les compétences nécessaires.

Il est possible de trouver un emploi de professeur ou de suppléant à la American School, ou encore de surveillant ou d'enseignant suppléant aux écoles de la mission française. Certains conjoints donnent des cours particuliers à domicile (langues, calligraphie, couture, etc.).

Malgré la conclusion récente de l'accord de réciprocité concernant l'emploi, les bons postes demeurent difficiles à trouver.

### NIGÉRIA (Lagos)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Comme il est extrêmement coûteux d'engager et d'équiper du personnel étranger à Lagos, les personnes bénéficiant déjà des avantages sociaux de leur conjoint peuvent en général trouver du travail.

La gamme des employeurs éventuels est large; par conséquent, une liste ne donnerait pas une idée exacte du marché du travail de Lagos. Il existe parfois quelques possibilités (travail de secrétaire et de commis notamment) dans les missions diplomatiques, y compris la nôtre. Les écoles internationales engagent fréquemment des enseignants qualifiées dans des postes à temps partiel et de suppléance.

### SÉNÉGAL (Dakar)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Il est nécessaire de posséder un permis de travail pour obtenir un emploi au Sénégal. Les perspectives sont limitées pour les professionnels (médecins, enseignants, infirmières, etc.). Il était possible autrefois de trouver du travail comme secrétaire dans les organismes internationaux, les ambassades ou les

bureaux commerciaux, mais les salaires étaient moindres qu'au Canada. Cela s'avère toutefois de plus en plus difficile.

### Employeurs éventuels

Cegir Inc.

UNESCO

International School of Dakar

International Nursery School of Dakar

Institut sénégal-britannique

U.S. A.I.D.

Centre de recherche pour le développement international (C.R.D.I.)

Bureau C.A.T. Coopération canadien

### TANZANIE (Dar-es-Salaam)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Il existe des possibilités d'emploi à Dar es-Salaam, bien qu'elles soient limitées en raison de la préférence accordée à l'embauche des nationaux. Le choix est plus large pour les personnes qui sont prêtes à accepter un salaire tanzanien ou, du moins, un salaire inférieur à celui qu'elles pourraient espérer au Canada.

Les expatriés qui souhaitent travailler en Tanzanie ont besoin d'un permis. L'employeur aide en général à l'obtenir. Il est conseillé aux conjoints d'apporter un bon nombre de curriculum vitae et de photos de passeport, nécessaires au cours des longues modalités administratives qui précèdent l'emploi lui-même.

Les enseignants qualifiés ont de bonnes chances de trouver un poste à plein temps ou de suppléance à la International School, tant au niveau primaire qu'au niveau secondaire. Il y a lieu d'écrire bien à l'avance à l'adresse suivante: The Headmaster, International School, P.O. Box 265, Dar es-Salaam. Autre possibilité pour les anglophones: le Adult Education Centre (rue Lumumba), qui a besoin de temps à autre de professeurs à temps partiel dans diverses disciplines. Les intéressés doivent se mettre en rapport avec le Resident Tutor ou le Public Relations Officer.

Les personnes qui parlent couramment le français peuvent trouver un emploi d'enseignant à l'École française de Dar-es-Salaam. Elles écriront à: Directeur de l'École française, P.O. Box 2183, Dar-es-Salaam. Il y a aussi parfois des vacances à l'Alliance française.

Ceux qui désirent donner des cours particuliers peuvent s'adresser aux établissements ci-dessus.

Le Music Conservatoire of Tanzania a toujours besoin de personnes pour enseigner les instruments de musique, et en particulier de professeurs de chant. Il prépare aux examens de l'Associate Board of the Royal School of Music, de Londres (Angleterre).

A l'occasion, des postes d'enseignant sont ouverts à l'université, surtout dans les disciplines scientifiques et en rédaction anglaise. Pour des raisons politiques, les professeurs étrangers ne sont en général pas autorisés à enseigner les sciences sociales. Se faire embaucher peut prendre beaucoup de temps. Même si un département a besoin d'un professeur, il peut ne pas disposer des fonds nécessaires pour lui assurer un traitement. Et si le département est en mesure de verser un traitement, celui-ci sera beaucoup plus bas qu'au Canada. La rémunération ainsi que les chances de trouver un poste seront bien meilleures s'il s'agit d'un emploi offert par un gouvernement ou un établissement étranger. L'Université Carleton a établi, en théorie, un programme d'échange de professeurs avec l'Université de Dar es-Salaam, ce qui pourrait s'avérer un moyen de décrocher un poste d'enseignant à cette dernière. Pour obtenir des renseignements, on peut s'adresser au directeur du Centre Paterson, Université Carleton.

Les personnes possédant des compétences d'ordre médical comme les physiothérapeutes et les infirmières peuvent trouver de l'emploi aux hôpitaux Muhimbili et Aga Khan. Mais les conditions de travail sont difficiles, et les salaires peu élevés. Les infirmières ont des chances de trouver du travail dans les écoles et dans les organismes internationaux. La meilleure personne-ressource pour les emplois dans le secteur des soins de la santé est l'infirmière de la santé publique du haut-commissariat du Canada.

Il arrive que des postes de secrétaire et de commis soient vacants dans les ambassades et les organismes internationaux. La connaissance d'une deuxième langue est un atout. Pour travailler dans l'une des entreprises internationales de Dar es-Salaam, il faut dans la plupart des cas connaître le swahili. Les salaires sont très bas.

Les bibliothécaires qualifiés se renseigneront sur les postes vacants auprès du bibliothécaire en chef de la bibliothèque municipale, de la International School et du Gymkhana Club.

Vu l'auto-suffisance des Tanzaniens, il est difficile de faire du bénévolat au sens où on le comprend habituellement au Canada, bien qu'il y ait des moyens d'y parvenir. Les enseignants peuvent ainsi tenter d'apprendre l'anglais ou l'artisanat à des enfants handicapés à la Mgulani Salvation Army School. Il arrive que les nombreuses étrangères ayant installé une garderie privée à leur domicile aient besoin d'assistantes.

On peut accomplir un travail utile à titre bénévole dans le domaine des soins de la santé. Il est ainsi possible de travailler avec des enfants handicapés au Muhimbili Rehabilitation Centre: à l'heure actuelle, quelques personnes emmènent les enfants nager une fois par semaine au Yacht club. D'autres possibilités existent: travailler à la Family Planning Clinic, à la Well Baby Clinic de la

Croix-Rouge, qui emploie aussi bien du personnel non médical que du personnel spécialisé, et dans d'autres cliniques, notamment celles de soins prénataux.

Beaucoup de conjoints font indirectement du bénévolat en adhérant à l'un des nombreux groupements de femmes qui récoltent des fonds pour les nécessiteux.

Pour les conjoints qui désirent faire des études, le Adult Education Centre dispense des cours du soir dans des matières diverses: gestion du personnel, gestion de la production, comptabilité, marketing, économie, sténographie, anglais, swahili, français, arabe, dessin et peinture, lecture et rédaction, musique, droit et mathématiques. Tout le monde est admis. La langue d'enseignement est l'anglais.

L'Alliance française et le Goethe Institute offrent aussi des cours de langue, et le swahili est enseigné en privé et dans plusieurs instituts.

### Employeurs éventuels

Tanzania Industrial Studies & Consulting Organization (T.I.S.C.O.)  
International School of Tanzania  
Ambassade des États-Unis  
Caltex Oil Tanzania Ltd.  
G.T.Z. (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit)  
The Beauty Clinic  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Université de Dar es-Salaam  
Haut-commissariat de Grande-Bretagne  
Cooper & Lybrand

### TUNISIE (Tunis)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Il est très difficile, voire impossible, pour les conjoints de trouver un travail rémunéré en Tunisie, vu que le pays a pour politique de donner la préférence aux Tunisiens. Il n'y a plus de débouchés pour les enseignants à l'école primaire ou secondaire, étant donné que la Tunisie a maintenant ses propres professeurs et qu'elle en envoie même à l'étranger. Les salaires sont beaucoup plus bas qu'au Canada.

Les Canadiens peuvent trouver un emploi dans des organismes internationaux comme l'OMS, les Nations Unies, CARE, HOPE et la FAO, mais ils doivent remplir certaines formalités administratives auprès des autorités tunisiennes pour pouvoir y travailler légalement.

## Employeurs éventuels

Ambassade des États-Unis  
Equipol (société d'import-export)  
SNC (projet du barrage d'El Houareb)  
General Motors  
ESSO  
Banco de Brasil  
Hôtel Hilton de Tunis  
Polyclinique Taoufik  
Lycée français  
American Cooperative School of Tunis  
Programme des Nations Unies pour le développement  
U.S. A.I.D.

## ZAÏRE (Kinshasa)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 3  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Il est vivement conseillé aux conjoints de chercher du travail, même si ce n'est qu'à temps partiel ou comme bénévole. Il existe diverses possibilités d'emploi, en particulier dans les ambassades ou les sociétés étrangères où beaucoup d'expatriés sont embauchés. Il y a aussi quelques ouvertures pour les enseignants, les secrétaires et les comptables. Les traitements sont payés soit en devises étrangères, soit en monnaie locale, ou les deux.

Le Zaïre vient cependant de lancer une campagne contre l'embauche des expatriés, ce qui risque de réduire le nombre de postes disponibles. Tout employeur qui embauche un expatrié est tenu de former un suppléant zaïrois.

## Employeurs éventuels

U.T.A.  
Swiss Air  
American School of Kinshasa  
Zaire Travel Service  
La Banque mondiale

## ZAMBIE (Lusaka)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Les possibilités d'emploi sont limitées, mais pas inexistantes. Les règlements du pays permettent aux conjoints et personnes à charge de travailler dans d'autres missions, y compris celles des Nations Unies. Ceux-ci ne peuvent toutefois occuper un poste pour employé local que s'il n'y a pas de ressortissant zambien pour le remplir.

Il est nécessaire d'apporter les documents originaux (certificat de naissance, certificat de mariage prouvant l'union avec un employé du haut-commissariat, autres certificats, diplômes, attestations, etc.). Les copies, même certifiées, ne sont pas valables. Toute personne possédant des qualifications professionnelles (enseignant, infirmière, etc.) aura besoin de ces documents.

Dans l'ensemble, la Zambie manque d'enseignants qualifiés. Des postes de psychologues scolaires et de conseillers pédagogiques sont aussi parfois vacants. La International School of Lusaka offre les meilleurs salaires et avantages sociaux. Le salaire annuel se monte à 10 000 K environ, avec possibilité d'en toucher une partie en devises étrangères. Cet établissement accueille des élèves zambiens et étrangers, aux niveaux primaire et secondaire. La Lake Road School et la Nkhwazi School ont aussi souvent besoin d'enseignants, mais les salaires et avantages sociaux y sont inférieurs. Chacun de ces établissements admet automatiquement les enfants de ses enseignants. Les contrats d'emploi couvrent généralement une période de deux ans. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme et/ou avoir une expérience de l'enseignement.

Le Service universitaire canadien outre-mer (Suco) finance de temps à autre les traitements de coopérants recrutés sur place par des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux comme le YMCA. Mais les rémunérations offertes sont peu élevées.

Le Food and Nutrition Council a parfois besoin d'économistes spécialisés en alimentation ou de spécialistes de la nutrition, des sciences alimentaires ou de la santé publique. Des déplacements peuvent être à prévoir. Le salaire est bas, mais une subvention d'un organisme comme le Suco, par exemple, peut l'améliorer.

La MinBank Clinic et la Care for Business Clinic recrutent à l'occasion des infirmières. Toutes les candidates doivent être immatriculées auprès du General Nursing Council. C'est l'une des raisons pour lesquelles il faut se munir des documents originaux.

Il est parfois possible de trouver des emplois de secrétaire, d'agent d'administration ou de rédacteur dans des organismes comme l'UNICEF ou la Banque mondiale, ou dans des ambassades et des hauts-commissariats. Mais ces occasions se présentent rarement.

On peut également faire du bénévolat, surtout dans l'enseignement. Le YMCA, la Child Care and Adoption Society, les Girl Guides, la Cheshire Home for Handicapped Children et l'organisme Planned Parenthood ont besoin de bénévoles.



## Employeurs éventuels

Suco, P.O. Box 36812

Ambassade des États-Unis

Haut-commissariat de Grande-Bretagne

Nkhwazi School (Headmistress, P.O. Box 30721)

Lake Road School (Principal, P.O. Box 320042)

International School of Lusaka (Mr. Ambrosio Elio, Superintendent)

Care for Business Clinic (Chadwick House, P.O. Box 32119)

MinBank Medical Services

MinBank Clinic (P.O. Box 30209)

Food and Nutrition Council (Mr. A.P. Vamoer, Executive Director, P.O. Box 32669)

La Banque mondiale

## ZIMBABWE (Harare)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Le ministère des Affaires étrangères a prévenu toutes les missions que les conjoints de leurs employés étrangers ne peuvent occuper d'emploi au Zimbabwe sans son autorisation. En pratique, il est extrêmement difficile d'obtenir une autorisation spéciale. Comme le gouvernement du Zimbabwe a refusé de conclure un accord bilatéral de réciprocité permettant aux conjoints de travailler, il est probable que la situation ne changera pas.

## MOYEN-ORIENT: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI

La situation de l'emploi diffère considérablement d'un pays du Moyen-Orient à un autre. Il existe des possibilités pour certains professionnels, comme les enseignants. D'autres, comme les ingénieurs et les économistes, pourront aussi trouver un emploi, en particulier dans les multinationales. Quant aux secrétaires et aux commis, ils peuvent trouver du travail à l'ambassade du Canada ou dans d'autres ambassades, ou encore dans les multinationales; mais il est fréquent que la culture locale s'y oppose. La connaissance de l'arabe, ou de l'hébreu en Israël, est un gros atout dans la recherche d'un emploi.

## ARABIE SAOUDITE (Riyad)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Dans la société traditionaliste de Riyad, les restrictions à l'emploi des femmes sont de plus en plus nombreuses, ce qui signifie que le nombre d'emplois bien rémunérés offerts par les hôpitaux, les ambassades et les écoles internationales, soit les organismes autorisés à employer des femmes, est limité et que la concurrence entre les étrangères est vive.

Les entreprises privées emploient également des femmes (illégalement), étant donné la forte demande de personnes capables de travailler dans un bureau, mais il faut savoir que la police religieuse effectue parfois des raids qui peuvent se solder par des amendes pour les employeurs et par un certain harcèlement des employées.

Les conjoints intéressés à travailler ont intérêt à communiquer avec l'ambassade dès confirmation de l'affectation à Riyad.

### Employeurs éventuels

Saudi Arabia Internation School

### IRAK (Bagdad)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Les conjoints qualifiés qui possèdent des compétences spécialisées ont d'assez bonnes chances de trouver un emploi; les chances des généralistes sont un peu moins bonnes. L'ambassade s'efforce, avant de recruter des étrangers sur place, de confier deux postes à des conjoints d'employés canadiens: celui de secrétaire commerciale et celui d'agent consulaire et chargé des visas.

Les candidats qui connaissent la dactylographie trouveront un emploi comme secrétaire ou commis dans certaines missions diplomatiques ou sociétés étrangères. Il arrive aussi parfois que d'autres emplois y soient vacants: ceux d'agent consulaire et préposé aux visas, de commis à l'approvisionnement, de commis à l'entretien du matériel, etc. Mais ils sont moins nombreux et par conséquent, la concurrence est beaucoup plus vive.

Les écoles internationale, française et italienne de Bagdad ont un besoin constant d'enseignants qualifiés, de la maternelle à la douzième année. Les conjoints et personnes à charge qualifiés ont de très bonnes chances d'obtenir ces postes.

En revanche, les débouchés sont plus limités dans les professions spécialisées autres que l'enseignement. Les économistes, statisticiens, chercheurs et spécialistes en personnel ne peuvent espérer trouver un emploi que dans un organisme comme la CESEAO, le PNUD ou l'UNICEF.

La guerre entre l'Irak et l'Iran a eu une incidence sur le nombre d'emplois disponibles, dans la mesure où beaucoup de sociétés étrangères et certaines missions diplomatiques ont considérablement réduit leur personnel de bureau. Les salaires demeurent assez bons: par exemple, une secrétaire pleinement qualifiée peut espérer gagner de 400 à 450 dinars irakiens par mois (1 600 à 1 800 \$CAN). Certaines ambassades et sociétés étrangères ont établi des modalités permettant de payer les salaires des non-ressortissants irakiens à l'étranger, soit en dollars américains, soit en livres sterling. D'autres titulaires sont payés en dinars irakiens, dont la moitié peut être convertie par la Iraqi National Bank en chèques de voyage établis en dollars américains. Les opérations de paiement effectuées par la bureaucratie irakienne ne sont pas une sinécure, mais on en vient à bout.

### ISRAËL (Tel Aviv)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les possibilités d'emploi pour les conjoints des employés canadiens sont limitées. La connaissance de l'hébreu est essentielle pour presque tous les emplois et peut s'acquérir à l'arrivée en suivant un cours de cinq mois.

#### Employeurs éventuels

Tabeetha School  
Sightseeing Travel and Tours  
Ambassade d'Australie  
Forces et observateurs multinationaux  
Ambassade de Grande-Bretagne  
Hilton Hôtel  
American International School  
Herzliya Medical School  
Ambassade des États-Unis  
CP Air

### JORDANIE (Amman)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Le ministère du Travail de Jordanie a rejeté notre demande de privilèges réciproques concernant le travail; les possibilités d'emploi sur le marché ouvert s'en trouvent donc réduites. Restent des possibilités dans certaines conditions spéciales: travail dans une société étrangère n'exigeant pas la connaissances de

l'arabe, etc. On pourra également trouver de l'emploi dans certains domaines à l'une des trois universités ou dans le cadre de travaux de recherche. Les écoles privées locales sont parfois à la recherche d'enseignants qualifiés. Enfin, les personnes qui ont l'expérience des médias peuvent à l'occasion trouver du travail dans ce secteur.

En Jordanie, la semaine de travail est de six jours, du samedi au jeudi.

### KOWEÏT (Koweït)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les autorités koweïtiennes exigent que les conjoints et personnes à charge travaillant en dehors de l'ambassade perdent leur statut diplomatique. Par conséquent, les seules perspectives qui s'ouvrent à eux seraient d'occuper un poste d'employé recruté sur place.

### SYRIE (Damas)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les possibilités d'emploi sont limitées pour les conjoints qui ne parlent pas l'arabe. A l'heure actuelle, le seul conjoint qui travaille à l'extérieur est un ancien agent de communications australien qui a un emploi temporaire à l'ambassade d'Australie. La situation ne semble pas devoir s'améliorer, bien que des vacances puissent toujours survenir dans l'un des organismes affiliés aux Nations Unies pour des postes de spécialiste ou de secrétaire/commis bilingue (français/anglais).

Il existe quelques possibilités dans le cadre du programme d'anglais, langue seconde mis sur pied par l'USIS, pour des professeurs d'anglais (cours de conversation). Certains enseignants sont des professionnels recrutés aux termes d'un contrat aux États-Unis, mais d'autres sont engagés sur place. La formation est assurée par divers moyens: séminaires, vidéos et sur le tas. De plus, le Centre culturel français recrute des professeurs de français qualifiés si le nombre de ressortissants français est insuffisant. L'école française de Damas recrute la majorité de ses enseignants sur place.

## ASIE ET PACIFIQUE: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI

Les possibilités d'emploi se situent principalement dans les ambassades, y compris celle du Canada, les organismes internationaux, l'ACDI et les écoles internationales (pour les enseignants). La connaissance de la langue locale, quoiqu'utile pour l'obtention d'un emploi, n'est pas toujours obligatoire.

Le bénévolat est toujours une solution pour quiconque a une contribution à apporter.

### AUSTRALIE

A l'heure actuelle, les personnes à la charge des employés canadiens résidant en Australie peuvent chercher et accepter un emploi rémunéré à condition d'avoir obtenu l'autorisation officielle du ministère australien des Affaires étrangères (DFA) avant d'accepter un tel emploi. Cependant, si elles sont à la charge d'un membre du personnel diplomatique, elles doivent accepter de renoncer à l'immunité diplomatique si les circonstances l'exigent, et de verser à l'État australien l'impôt sur le revenu gagné en Australie. Le DFA accorde habituellement son autorisation, sauf pour les postes de la fonction publique australienne desquels sont exclues les personnes à la charge des diplomates. Il ne faut demander l'autorisation du ministère que dans les cas d'un emploi rémunéré à plein temps ou à "temps partiel permanent", c'est-à-dire d'un emploi à temps partiel d'une durée de plus de six mois; il n'est pas nécessaire de demander cette autorisation pour un emploi occasionnel, c'est-à-dire un emploi irrégulier ou à temps partiel de moins de six mois, comme celui de tondeur de gazon ou de gardienne d'enfants.

Les personnes qui sont à la charge des employés canadiens et qui occupent un emploi à plein temps sont tenues de remplir la déclaration d'impôt australienne (l'année d'imposition commence le 1er juillet et se termine le 30 juin). Mais aux termes des règlements de Revenu Canada, elles doivent également remplir une déclaration d'impôt canadienne pour les revenus qu'elles perçoivent en Australie, étant donné que les fonctionnaires canadiens et les membres des Forces canadiennes affectés à l'étranger ainsi que les personnes à leur charge sont, aux fins de l'imposition, "considérés comme des résidents du Canada, indépendamment du lieu où ils vivent" (cf.: Bulletin d'interprétation IT-221 de Revenu Canada, 26 mai 1975). Il faut joindre à la déclaration d'impôt canadienne un document officiel indiquant le total des revenus perçus en Australie ainsi que le montant de l'impôt versé à ce pays. Si l'impôt à payer en Australie est inférieur à l'impôt canadien qui devrait être perçu dans les mêmes circonstances, le contribuable doit verser la différence à Revenu Canada. Mais en ce qui concerne les emplois à plein temps qu'occupent généralement les personnes à charge en Australie, l'expérience montre que le taux d'imposition est habituellement plus élevé en Australie qu'au Canada; et dans ce cas, l'employé n'a aucun impôt à payer au gouvernement canadien. On peut obtenir des renseignements complémentaires sur la question de la double imposition en consultant les bulletins d'interprétation de Revenu Canada à la mission.

Le Bureau de l'administration du haut-commissariat doit remplir une demande d'autorisation officielle pour les conjoints et enfants à charge canadiens qui désirent travailler en Australie.

### Canberra

Accord de réciprocité concernant l'emploi : oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les restrictions à l'emploi dans la fonction publique dans une ville telle que Canberra, qui est essentiellement une "ville de fonctionnaires", limitent considérablement les perspectives d'emploi. A l'heure actuelle, le taux de chômage à Canberra est de 6,4 pour cent. Pour autant que la personne qui recherche un emploi possède une expérience et des compétences professionnelles pertinentes et soit persévérante, elle doit pouvoir arriver à ses fins.

Ces dernières années, les conjoints des employés canadiens de la mission ont trouvé de l'emploi à temps partiel comme enseignants, laborantins et adjoints à la recherche. Les personnes qualifiées trouveront aisément du travail de bureau et de dactylographie. Les enfants à charge ont trouvé des emplois occasionnels de gardiens d'enfants, de serveurs, de jardiniers, etc.

Pour un emploi à plein temps, les basses échelles de salaires sont généralement analogues, voire plus hautes, que les échelles canadiennes équivalentes; mais les échelles de salaires élevées sont habituellement inférieures en Australie. De plus, les prestations de congés annuels sont généralement plus élevées dans ce pays qu'au Canada pour des postes similaires.

### Employeurs éventuels

Canberra College of Advanced Education  
David Jones (Austr.) Pty Ltd.  
Transaustralia Airlines  
Westpac Banking Corporation  
Canberra International Motor Inn  
Royal Canberra Hospital  
A.C.T. School Authority  
Australian National Gallery  
Woden Valley Hospital  
Hewlett Packard

### Sydney

Accord de réciprocité concernant l'emploi : oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les possibilités d'emploi sont certes rares, mais pas inexistantes, et sont fonction des compétences particulières des personnes à la charge des diplomates. Les intéressés sont invités à écrire à la mission pour obtenir des renseignements complémentaires au sujet des postes vacants dans des professions particulières, car la préférence est généralement accordée aux Australiens. Actuellement, le taux de chômage s'élève à 9 pour cent environ.

## BANGLADESH (Dacca)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Les possibilités d'emploi pour les conjoints sont très limitées, à moins que ceux-ci ne parlent couramment le bengali. Même dans ce cas, des restrictions sont imposées à l'emploi d'étrangers dans les établissements autres que les missions diplomatiques et les organismes internationaux, où il est parfois possible de travailler comme secrétaire ou commis. A l'occasion, des postes, assortis parfois d'un niveau de salaires appréciable pour les étrangers, deviennent vacants dans l'un ou l'autre organisme international, dans certaines catégories professionnelles. Le salaire le plus élevé auquel peuvent s'attendre les personnes qui ont la chance de trouver un emploi dans une mission est d'environ 700 \$ par mois, mais en général, les salaires sont inférieurs.

Il est possible pour des enseignants qualifiés de travailler à la American International School. Certaines personnes à charge trouvent aussi parfois un emploi de chercheur à contrat dans les grands organismes de développement.

Les médecins et les infirmières peuvent habituellement trouver de l'emploi.

Il existe des possibilités pour le travail bénévole, soit auprès d'organismes internationaux non gouvernementaux, soit auprès de groupes bengalis mais, dans ce dernier cas, selon l'évolution des circonstances.

## CHINE

### Pékin

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 4

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

La Chine n'a pas conclu d'accord de réciprocité avec le Canada concernant l'emploi des conjoints. Elle a donc déclaré que les conjoints de diplomates, qui

détiennent un passeport diplomatique, ne peuvent pas travailler dans un service chinois ou dans une entreprise étrangère installée à Pékin. Ce règlement ne semble pas être appliqué à l'heure actuelle, mais la possibilité de perdre leur immunité diplomatique dissuade les conjoints de chercher de l'emploi dans le secteur privé. De plus, l'ambassade incite les conjoints à ne pas mettre à l'épreuve la détermination des Chinois à cet égard. Toutefois, de l'avis général, les conjoints peuvent continuer à travailler, avec une protection diplomatique, dans les ambassades d'autres pays.

L'ambassade du Canada applique un modeste "programme d'emploi des conjoints" qui consiste en une année-personne prélevée sur son personnel et pouvant être divisée en plusieurs segments pour fournir des emplois de secrétaire ou autre, à temps partiel ou à plein temps. L'ambassade est aussi en mesure d'offrir des emplois occasionnels à temps partiel pour accueillir des visiteurs à l'aéroport ou prendre part à d'autres fonctions administratives. Les adolescents ont parfois l'occasion de gagner de l'argent de poche en écrivant les cartes d'invitation aux grandes réceptions, par exemple.

En dehors de l'ambassade, les possibilités d'emploi pour les conjoints sont limitées à Pékin. L'enseignement en est une, soit à la International School, soit dans l'une des écoles des ambassades. Quelques très rares conjoints ont eu l'occasion d'enseigner l'anglais dans des établissements chinois.

Les bureaux d'entreprises occidentales, qui ont commencé à fleurir à Pékin dans les années 1979-1980, recherchent parfois des "super-secrétaires" pour aider à la bonne marche du bureau, répondre aux télex, faire les envois, taper à la machine, élaborer des programmes pour les visiteurs étrangers, etc. Ces emplois sont bien payés, mais peuvent être éprouvants et frustrants. Ils exigent aussi de plus en plus une connaissance suffisante du chinois.

Les ambassades des pays occidentaux emploient habituellement un certain nombre d'étrangers recrutés sur place, le plus souvent comme secrétaire ou commis. A l'heure actuelle (mais il n'en était pas de même il y a un an ou deux), les bons secrétaires et adjoints font défaut; par conséquent, ce type de compétences est très recherché.

Il existe parfois d'autres possibilités: travail d'infirmière, prestation de soins paramédicaux, assistance à l'un des quelques médecins de la communauté étrangère, travail dans une ambassade, leçons particulières à des élèves du niveau secondaire, aide dans l'une des coopératives. On peut aussi offrir ses services comme peintre ou bricoleur et, à condition que la qualité du travail soit à la hauteur, beaucoup d'ambassades retiendront volontiers ce genre de services de préférence à ceux des employés du BSD.

En avril 1987, les autorités chinoises ont annoncé que les conjoints du personnel des ambassades travaillant dans les établissements chinois, les écoles et les entreprises seraient tenus de payer les impôts locaux et de renoncer à leurs privilèges et immunité diplomatiques. Il semble qu'elles tentent d'appliquer les mêmes restrictions à l'emploi dans les autres ambassades. La question n'est pas



réglée, mais il est fort possible que les possibilités d'emploi pour les conjoints et les personnes à charge seront bientôt plus limitées.

### Employeurs éventuels

Ambassade d'Australie  
Ambassade de Nouvelle-Zélande  
Ambassade des États-Unis  
British Airways  
Banque de Montréal  
Radio-Canada  
International School of Beijing  
Hill and Knownton  
World University Service of Canada  
Banque impériale canadienne de commerce

### Shanghai

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

### CORÉE (Seoul)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Les domaines dans lesquels les conjoints de diplomates sont autorisés à travailler en Corée se limitent à l'éducation, aux médias, à la recherche et à la culture, mais les chances de trouver un emploi sont minces car les entreprises coréennes préfèrent recruter des ressortissants coréens que des étrangers. De plus, la langue constitue un obstacle majeur à l'emploi. Il existe cependant des circonstances dans lesquelles les étrangers ont l'avantage, en particulier s'ils sont anglophones.

Les écoles étrangères sont probablement les meilleurs employeurs. Il existe ainsi un bon nombre de maternelles auxquelles on peut s'adresser. Il est déjà arrivé que des conjoints obtiennent un permis pour occuper certains postes d'enseignant; par conséquent, cela ne devrait pas causer de difficultés.

Certaines écoles de langues étrangères privées s'occupent d'obtenir des permis pour les conjoints de diplomates. En général, elles exigent un diplôme universitaire de leurs enseignants. Les journaux anglais locaux, *The Korea Times* et *The Korea Herald*, annoncent parfois des vacances dans ces établissements.

Chacun de ces journaux emploie quatre personnes, en général des conjoints étrangers anglophones, pour faire de la correction d'épreuves et de la rédaction.

On trouve des débouchés dans les agences de publicités coréennes, recensées dans la version anglaise des "Pages jaunes" de Séoul. Toutefois, certaines hésitent à le faire savoir publiquement en répondant aux questionnaires, puisqu'elles n'ont pas de poste vacants actuellement et ne prévoient pas d'en avoir dans un proche avenir, et qu'elles ont éprouvé des difficultés dans le passé à obtenir un permis de travail pour les étrangers. Dans de nombreux cas, le gouvernement coréen a imposé des délais inutiles, a ignoré les demandes de permis, etc., se montrant donc peu coopératif. Il est à espérer que la situation va s'améliorer pour les personnes qui ont un statut diplomatique, pour autant qu'elles travaillent dans les secteurs d'emploi approuvés.

Les grands hôtels internationaux recrutent parfois des étrangers pour s'occuper des relations avec le public. En ce moment, une Canadienne, mariée avec un diplomate américain, travaille dans ce domaine au Sheraton Walker Hill Hotel. D'autres conjoints américains sont employés dans les grands hôtels et quand ils quittent la Corée, ils sont remplacés par leurs amis américains. La publicité pour les postes vacants se fait donc en grande partie de bouche à oreille.

## HONG KONG

Accord de réciprocité concernant l'emploi : réputé exister

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les personnes à la charge des employés canadiens étant admises à Hong Kong sans conditions, elles ne sont assujetties à aucune restriction juridique en ce qui concerne l'emploi. Elles doivent toutefois payer l'impôt sur le revenu local (qui équivaut à 15 pour cent du revenu environ). Il existe des possibilités dans les secteurs commercial et professionnel, qui varient selon les compétences, la formation et l'expérience.

Dans l'ensemble, les salaires sont plus bas qu'au Canada pour un travail équivalent, même si l'on tient compte de la différence des taux d'imposition. Deux facteurs tendent à limiter les possibilités d'emploi: la politique du gouvernement et des entreprises qui consiste à engager d'abord des citoyens de Hong Kong ou des nationaux, et la nécessité de parler l'anglais et le cantonais pour occuper certains postes. Toutefois, dans le domaine de l'éducation, il n'est pas nécessaire d'être bilingue; beaucoup de personnes à charge ont trouvé à enseigner l'anglais ou travaillent dans les bureaux d'administration des écoles.

Pour chercher du travail à Hong Kong, il faut adopter les mêmes techniques qu'ailleurs. La rubrique des offres d'emploi du South China Morning Post est le meilleur endroit pour trouver d'éventuels employeurs. La connaissance du cantonais est utile, mais il n'est pas trop difficile de trouver à s'employer si on ignore cette langue.

On peut consulter au Centre des services à l'affectation une intéressante brochure intitulée **Educational and Employment Opportunities in Hong Kong for Expatriate Women.**

A l'heure actuelle, les conjoints et personnes à charge qui habitent Hong Kong occupent divers emplois:

Hong Kong International School	Secrétaire
Brigade of Gurkas (armée britannique)	Professeur d'anglais, langue seconde
Starters School	Auxiliaire de pré-maternelle
Mitel	Directeur, Aide technique (ingénieur)
Price Waterhouse	Directeur, Service de l'audit (CA)
Boyden Associates	Directeur, Recherche de cadres
Consulat d'Égypte	Traducteur
Egyptian News	Correspondant indépendant
Oxford University Press	Rédacteur
German Consulting Company	Coordonnateur de foires commerciales et acheteur d'articles de mode
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Adjoint au programme (technicien comptable)
Commission du Canada	4 employés recrutés sur place
Enseignants (au primaire et au secondaire)	Professeurs de français à temps partiel

### Employeurs éventuels

Il faut ajouter les possibilités suivantes à celles énoncées ci-dessus:

Carl Zeiss Far East Ltd.	Hong Kong Hilton Hotel
Hong Kong Adventist Hospital	Canadian Pacific Airlines Ltd.
Banque royale du Canada	Hong Kong Polytechnic
Aberdeen Marina Club Ltd.	Nothwest Airlines Inc.
Citibank, N.A.	

### INDE (New Delhi)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 3  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

L'obtention d'un emploi rémunérateur satisfaisant pose de nombreux problèmes à New Delhi. Certaines ambassades et organisations, comme l'OMS et la Fondation Ford, ont pour politique de n'engager que des ressortissants indiens. Les traitements sont très modestes: une secrétaire, par exemple, ne gagne environ que 2 500 roupies par mois. Presque tous les emplois dans les secteurs public et privé exigent la connaissance de l'hindi. New Delhi possède un grand

nombre d'habitants, qui parlent tous l'hindi et sont prêts à accepter un salaire qu'un Canadien trouverait sans doute insuffisant. Comme la plupart des autres pays, l'Inde possède des organismes de réglementation qui établissent des normes à l'égard des diverses professions (droit, médecine, soins infirmiers, etc.) et exigent une licence pour leur pratique. Toutes les personnes qui trouvent un emploi au pays sont assujetties à l'impôt indien sur le revenu.

Les conjoints qui sont citoyens canadiens n'ont pas besoin d'un permis de travail pour travailler en Inde. Si le conjoint est d'une autre nationalité, le permis est nécessaire et, qui plus est, difficile à obtenir.

Malheureusement, les conjoints ont de plus en plus de difficultés à trouver un emploi valorisant et intéressant du point de vue financier. La plupart des emplois de bureau sont occupés par des Indiens, alors que les postes de professionnel sont attribués à des personnes venant des sièges sociaux de l'étranger. Il est vivement recommandé aux personnes possédant des compétences spécialisées de poser leur candidature auprès des sièges sociaux avant de partir pour la mission.

De temps à autre, le haut-commissariat offre quelques emplois aux termes d'un contrat de courte durée. Il s'agit généralement de postes de chowkidar (services de garde ou de sentinelle), de secrétaire du personnel canadien (à temps partiel), de coordonnateur communautaire ou d'agent (gestion immobilière). Certains conjoints ont travaillé dans d'autres ambassades, à la American Embassy School, à la British School et dans des organismes des NU.

Les personnes sans profession peuvent apprendre un hobby, qu'elles pourront par la suite enseigner ou approfondir. Il est possible, par exemple, de suivre, voire d'enseigner, des cours d'art, de gymnastique aérobique, de natation pour tous les âges, de bridge, de langues (d'anglais notamment) et de musique.

Pour ceux que cela intéresse, les possibilités de travail social bénévole ne manquent pas.

### **Employeurs éventuels**

Haut-commissariat de Nouvelle-Zélande  
Programme d'aide technique PNUD/NU  
UNICEF  
U.S. A.I.D.  
La Banque mondiale  
OMS  
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)  
American Embassy School  
Fondation Ford  
The British School

## INDONÉSIE (Djakarta)

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les perspectives d'emploi des conjoints désireux de poursuivre une carrière professionnelle sont certes limitées, mais on a constaté ces dernières années qu'ils ont de nombreuses possibilités d'emploi de nature générale. Dans l'ensemble, avec un peu de persévérance, certains conjoints ont pu se trouver un emploi dans des domaines assez variés.

C'est l'ACDI qui engage le plus grand nombre de conjoints des membres du personnel de l'ambassade, en vertu de contrats à long terme ou à court terme. Plusieurs conjoints travaillent en ce moment à titre de coordonnateurs de la mission ou d'adjoints aux programmes, pour seconder le personnel de l'ACDI qui travaille à l'ambassade. Les conjoints peuvent aussi parfois être recrutés dans le cadre de projets de l'ACDI, mais ces cas sont rares. Selon les exigences des postes, les titulaires sont recrutés soit sur place, soit au Canada. Les qualifications requises pour les postes de l'ACDI varient en fonction des exigences desdits postes. Les conjoints possédant des compétences particulières qui désirent s'informer des postes de l'ACDI en Indonésie sont invités à s'adresser au bureau de l'Indonésie de l'ACDI, à Hull, bien avant leur départ à la mission.

Dans le passé, certains conjoints ont trouvé un emploi à la Jakarta International School. L'école exige un haut niveau de compétences des enseignants qu'elle embauche sur une base régulière. Il existe aussi un certain nombre de postes d'assistant à l'enseignement, pour lesquels le niveau de compétences exigé n'est pas aussi élevé.

Il existe quelques possibilités d'emploi dans les autres ambassades, surtout pour des secrétaires ou des commis.

Les professeurs d'anglais sont très recherchés à Djakarta; par conséquent, les perspectives sont bonnes pour les conjoints qui possèdent un certificat d'enseignement de l'anglais, langue étrangère ou seconde (TEFL ou ESL). Jusqu'à présent, ce sont le British Council et le Australian Language Council qui ont procuré la plupart des postes d'enseignant de l'anglais, langue seconde. Toutefois, comme la participation de l'ACDI au programme de développement des ressources humaines va considérablement s'étendre dans les prochaines années, les possibilités de travailler dans le cadre de ce programme peuvent s'accroître pour les personnes qui possèdent un certificat TEFL ou ESL.

### Employeurs éventuels

Jakarta International School  
P.O. Box 79/JSK

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
Jalan H. Thamrim No. 14, 3rd Floor

Programme des Nations Unies pour le développement  
Section administrative  
Jalan H. Thamrim No. 14, 3rd Floor

Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Jalan Jend. Sudirman, Kav. 31  
Wisma Metropolitan II, 10th Floor

Organisation mondiale de la santé (OMS)  
Jalan H. Thamrim No. 14

L'école internationale française de Djakarta  
Australian Language Centre  
Hilton Hotel  
Ambassade des États-Unis  
Ambassade d'Australie  
Mobil Oil Indonesia Ltd.  
Hudbay Oil (Malacca Strait) Ltd.  
International Community Activity Centre

## JAPON

Il est, en principe, interdit à toute personne à charge d'un employé de l'ambassade ou du consulat général du Canada au Japon d'exercer une activité non conforme à son statut de résident. Toutefois, si elle désire exercer une activité à temps partiel qui sort du champ autorisé, elle en fera la demande au ministère de la Justice au moyen d'un note verbale adressée par notre ambassade à Tokyo au ministère des Affaires étrangères du Japon.

Les personnes qui exercent une activité non prévue aux termes de leur statut de résident peuvent perdre certains des privilèges et immunités accordés aux diplomates.

Les citoyens canadiens âgés de 18 à 25 ans qui ne résident pas au Japon peuvent présenter une demande de permis de travail d'été. Ce permis est valable pour une première période de six mois et ne peut être prolongé que pour une seconde période de six mois, sur présentation d'une demande aux services de l'immigration du Japon. Le permis initial doit faire l'objet d'une demande qui ne peut être déposée que dans une mission japonaise au Canada; lorsqu'il est délivré, il permet à son titulaire d'accepter un emploi à plein temps au Japon.

## Osaka

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les possibilités d'emploi pour les conjoints sont peu nombreuses dans la région du Kansai et se limitent essentiellement à des cours de conversation privés ou collectifs, donnés en langue anglaise ou dans quelques autres langues européennes.

### Tokyo

Accord de réciprocité concernant l'emploi : non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

### Employeurs éventuels

American School in Japan

The Japan Times

St. Mary's International School

Sophia University

Merrill Lynch Securities Co. Ltd.

Ambassade de Nouvelle-Zélande

Canadian Pacific Airlines

Banque Toronto-Dominion

Banque de Montréal

Dupont Japan

### NOUVELLE-ZÉLANDE (Wellington)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

L'accord de réciprocité concernant l'emploi semble donner satisfaction du point de vue canadien, compte tenu du nombre limité de demandes d'autorisation de travailler présentée, au nom de conjoints ou de personnes à la charge d'employés, au ministère des Affaires étrangères de Nouvelle-Zélande. L'autorisation a toujours été accordée rapidement et sans conditions.

### PAKISTAN (Islamabad)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Les conjoints ne sont pas officiellement autorisés à travailler dans les sociétés, établissements ou organismes locaux. En tout état de cause, les conditions de travail sont inférieures aux normes canadiennes et les salaires locaux sont très bas (de 150 à 250 \$ par mois environ).

Les possibilités d'emploi sont les plus nombreuses pour les enseignants et les secrétaires. Il arrive que des postes de secrétaire soient vacants dans les ambassades ou les organismes internationaux. Il s'agit quelquefois d'emplois à plein temps, mais le plus souvent d'emplois à temps partiel ou faisant l'objet d'un contrat. Le salaire se situe habituellement entre 72 000 et 75 000 PRs par an. L'ambassade du Canada engage, si possible, les conjoints canadiens comme secrétaire ou, en vertu de contrats spéciaux à court terme, comme coordonnateur communautaire ou comme professeur particulier d'anglais ou de français des employés recrutés sur place ou des personnes à la charge des employés canadiens.

Il existe souvent des possibilités d'emploi à la International School of Islamabad pour les enseignants, les enseignants suppléants, les assistants à l'enseignement et les secrétaires. Quoiqu'ils ne soient pas aussi élevés qu'au Canada ou aux États-Unis, les salaires (payés en devises américaines) sont généralement intéressants; plusieurs conjoints d'employés canadiens ont récemment travaillé à l'école. Les personnes intéressées sont invitées à se faire connaître le plus rapidement possible à la ISI, en précisant leurs titres et qualités.

La British School offre aussi, de temps à autre, des possibilités d'emploi. L'échelle de rémunérations y est toutefois inférieure à celle de la International School (105 PRs de l'heure). De plus, des postes sont parfois offerts à des francophones qualifiés à l'École française d'Islamabad. Il est aussi possible de donner des leçons particulières d'anglais à des étrangers (ne pas oublier d'apporter tout le matériel nécessaire). Qui plus est, un expatrié a toujours la possibilité de mettre sur pied une bonne garderie et d'y travailler. Les personnes qualifiées dans le domaine médical peuvent, à l'occasion, exercer les fonctions d'infirmière particulière.

De nombreuses organisations d'Islamabad recherchent sans cesse du personnel non rémunéré. Il existe ainsi, entre autres, une troupe de théâtre amateur très active et l'Asian Study Group qui ont besoin d'animateurs et de personnel, ainsi que le club F.R.E.D. (mis sur pied par le personnel de l'ambassade), le Meena Bazaar, la Friends of the All Pakistani Women's Association et le St. Joseph's Hospice. Les centres médicaux et hospices de bienfaisance réservent toujours bon accueil aux bénévoles.

### **Employeurs éventuels**

Challenger Limited  
Ambassade de Grande-Bretagne  
Ambassade des États-Unis  
International School of Islamabad  
The British School  
École française d'Islamabad



**PHILIPPINES (Manille)**

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les Philippines possèdent un système d'enseignement relativement bon qui produit chaque année plus de professionnels et de techniciens qualifiés que l'économie ne peut en absorber. Par conséquent, la main-d'oeuvre est excédentaire dans presque tous les secteurs professionnels, et chaque poste vacant est âprement disputé.

Bien que l'expérience et les compétences professionnelles acquises en Amérique du Nord soient généralement reconnues, les conditions de travail et salaires locaux ne sont, le plus souvent, guère attrayants aux yeux des conjoints canadiens. L'enseignement et le travail dans les bibliothèques constituent à peu près les seules possibilités d'emploi raisonnables. Les écoles pour expatriés accordent, selon le cas, un traitement de 500 à 1 000 \$CAN par mois. Une autre solution consisterait à obtenir à l'avance un emploi dans l'un des organismes internationaux installés à Manille, par exemple la BASD, le PNUD, l'UNICEF ou l'OMS.

A l'heure actuelle, aucun poste n'est vacant à l'ambassade du Canada; toutefois, il se peut qu'il y ait des possibilités à l'ACDI en raison de la décentralisation. Les vacances seront annoncées dès qu'elles seront connues, et tous les Canadiens qualifiés pourront concourir pour l'obtention des postes.

Les sociétés privées engagent la plupart du temps des Philippins formés dans le pays pour combler leurs postes vacants. Mais il arrive, à l'occasion, qu'elles recrutent un expert-conseil ou un directeur commercial parmi des étrangers qualifiés et compétents.

Un accord de réciprocité concernant l'emploi a été signé, mais il n'a pas beaucoup de signification dans la pratique.

**Employeurs éventuels**

A. Soriano Corporation  
OMS

Ambassade d'Australie  
International School

Peninsular Hotel

Ayala Corporation

Banque asiatique de développement

Banque de la Nouvelle-Écosse

Makati Medical Centre

### SRI LANKA (Colombo)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Comme il n'existe pas d'accord de réciprocité, les conjoints et personnes à charge des employés canadiens ne peuvent trouver un emploi rémunéré qu'à l'ACDI ou dans le service diplomatique.

A la Overseas Children's School, quelques possibilités d'emploi peuvent s'offrir aux enseignants qualifiés. Il s'agit certes d'une activité professionnelle, mais qui est assez mal payée. A part cela, les conjoints n'ont pratiquement aucune autre possibilité d'emploi rémunéré. Il leur est cependant possible de faire du bénévolat dans les organismes de bienfaisance.

### THAÏLANDE (Bangkok)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Bien que des discussions soient engagées entre les gouvernements canadien et thaïlandais, aucun accord de réciprocité concernant l'emploi n'a été conclu. La difficulté de la langue thaïe, en particulier sous sa forme écrite, constitue un obstacle à l'emploi.

Il y a cependant à l'occasion des possibilités pour les enseignants dans les écoles pour enfants expatriés, ou encore à l'ACDI et dans les ambassades.

### EUROPE DE L'EST: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI

Bien que le Canada n'ait pas conclu d'accords de réciprocité concernant l'emploi avec les pays d'Europe de l'Est et que les possibilités d'emploi dans les économies locales soient inexistantes, les chances d'obtenir un emploi sont aussi bonnes, voire meilleures, dans ces pays qu'en Europe occidentale. Toutes les missions de l'Europe de l'Est emploient un coordonnateur communautaire; quatre d'entre elles (celles de Hongrie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie) emploient une infirmière diplômée à contrat à l'ambassade du Canada, et dans plusieurs, il existe des possibilités d'emploi pour les infirmières diplômées dans les ambassades étrangères. Toutes les missions indiquent que des postes d'enseignant et autres sont souvent vacants dans les écoles internationales. Les ambassades étrangères recrutent parfois des commis et des secrétaires, et des

possibilités d'emploi se présentent à l'occasion dans les sociétés internationales. En outre, il est aisé de s'installer comme indépendant, par exemple comme professeur d'anglais ou de français dans la communauté internationale. La connaissance de la langue du pays rehausse les perspectives d'emploi mais n'est pas nécessaire pour la plupart des postes susmentionnés.

### HONGRIE (Budapest)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

### POLOGNE (Varsovie)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Des postes d'enseignant à temps partiel, d'assistant à l'enseignement, d'infirmière et de secrétaire sont offerts à l'ambassade du Canada et dans les ambassades des pays amis, ainsi que dans les écoles internationales de Varsovie. Toutefois, la demande dépasse presque toujours l'offre.

### ROUMANIE (Bucarest)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

L'économie roumaine n'offre aucune possibilité d'emploi aux conjoints de diplomates. Il arrive toutefois que ceux-ci puissent se trouver un emploi dans une ambassade ou une société étrangère installée dans le pays. Des postes d'enseignant deviennent parfois vacants dans les écoles française, américaine ou japonaise de la ville. Plusieurs conjoints d'employés canadiens ont profité de ces occasions. Des possibilités de travail à temps partiel existent pour les infirmières (à l'ambassade du Canada et à l'ambassade des États-Unis) et pour les personnes qui désirent exercer un travail indépendant (cuisine de l'ambassade, coiffure, enseignement des langues, garderies, etc.).

Les bénévoles trouvent à s'occuper et reçoivent bon accueil à la International Women's Association, organisme qui met sur pied et coordonne des cours, des activités récréatives, des excursions et des activités sociales à l'intention de la communauté étrangère.

## **Employeurs éventuels**

Phillip Brothers  
Manufacturers Hannover Trust Co.  
Société générale (banque)  
British Aerospace  
L'école japonaise de Bucarest  
L'école française de Bucarest  
Bibliothèque américaine  
Ambassade des États-Unis  
American School of Bucarest

## **TCHÉCOSLOVAQUIE (Prague)**

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

A Prague, les possibilités d'emploi pour les conjoints de diplomates sont extrêmement limitées. Ceux-ci ne sont pas autorisés à travailler dans les entreprises tchèques mais, vu le caractère de la société et la difficulté de la langue, même s'ils l'étaient, ils ne le pourraient pas. La principale source d'emploi à plein temps ou à temps partiel est la International School of Prague, à condition qu'il y ait des postes vacants. De plus, les infirmières diplômées canadiennes trouvent à s'employer à l'ambassade des États-Unis et à celle de Grande-Bretagne lorsqu'il n'y a pas de candidates américaines ou britanniques.

Certains conjoints ont eu l'occasion de donner des cours particuliers d'anglais ou de français à des diplomates et à leurs enfants. D'autres talents, comme l'enseignement du piano, de la danse et de la poterie, entre autres, peuvent trouver à s'employer dans les milieux internationaux.

## **Employeurs éventuels**

Ecole française de Prague  
International School of Prague  
Ambassade des États-Unis (cote de sécurité américaine exigée)  
Ambassade du Nigeria  
Ambassade de Grande-Bretagne  
Ambassade du Canada  
ICI (Export) Ltd.  
British Airways  
ICL International Computers Ltd.

## URSS (Moscou)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Il est impossible de prévoir avec certitude quelles seront les possibilités d'emploi pour les conjoints durant une période donnée. Il est évident que les personnes ayant les compétences appropriées pour exercer, par exemple, la profession d'enseignant ou d'infirmière trouveront plus aisément un emploi que les autres. Néanmoins, en règle générale, si un conjoint qui désire travailler ne se soucie pas trop du type d'emploi disponible, il peut, dans une certaine mesure, espérer trouver quelque chose à faire, parfois à plein temps, mais le plus souvent à temps partiel.

A Moscou, la gamme d'employeurs éventuels se limite aux ambassades, aux écoles internationales, aux compagnies aériennes et agences de voyages, et plus rarement, aux sociétés étrangères. Ainsi, deux conjoints d'employés de l'ambassade travaillent dans l'une des écoles internationales; une épouse occupe un poste d'hôtesse au sol dans une compagnie aérienne internationale; une autre, qui est infirmière diplômée, travaille à la clinique de l'une des ambassades.

A l'occasion, des emplois temporaires sont offerts aux conjoints à l'ambassade de Canada. Ces derniers temps, tous les conjoints et adolescents canadiens qui le souhaitaient ont été en mesure de trouver un emploi à l'ambassade des États-Unis et à la Anglo-American School. L'ambassade des États-Unis a récemment modifié sa politique en matière de personnel, et il est impossible de dire à l'heure actuelle si des emplois seront encore offerts à l'avenir. D'autres ambassades engagent à l'occasion des conjoints, mais il est difficile de prévoir combien d'emplois seront vacants à une date donnée. La plupart des emplois disponibles s'adressent à des secrétaires ou à des commis.

De temps à autre, la Anglo-American School engage des conjoints pour des postes d'enseignant ou autres. Les possibilités d'emploi y sont bonnes pour les personnes possédant de l'expérience dans les domaines de l'enseignement ou du travail de bureau. Celles qui souhaitent travailler à temps partiel peuvent être engagées comme professeur suppléant. Les demandes doivent être présentées au début de l'année car le recrutement a lieu en février et en mars. Les demandes de renseignements peuvent être envoyées par l'entremise de l'agent d'administration de l'ambassade du Canada. Il arrive que des postes deviennent vacants durant l'année scolaire; il est donc conseillé de demeurer en contact avec la direction de l'établissement une fois arrivé à Moscou.

De plus, il existe parfois des possibilités d'emploi, du moins à temps partiel, pour certains travailleurs spécialisés comme les infirmières, les techniciens dentaires et les bibliothécaires.

## YOUGOSLAVIE (Belgrade)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

La loi yougoslave interdit de travailler aux parents d'étrangers jouissant de privilèges diplomatiques. Les possibilités d'emploi sont très rares dans les secteurs qui ne sont pas soumis à la loi, comme les écoles internationales, les ambassades et les sociétés étrangères. Toutefois, pour travailler dans ces dernières, il faut connaître le serbo-croate. Il est possible de donner des cours d'anglais et de français à titre personnel.

Il arrive quelquefois que des vacances soient annoncées dans les diverses écoles internationales de Belgrade, dans les domaines de l'enseignement et du travail de bureau. Toutefois, la préférence est alors généralement accordée aux ressortissants des pays qui subventionnent ces établissements.

A la mission, les possibilités d'emploi pour les conjoints sont extrêmement rares et, dans la plupart des cas, se limitent à des contrats accordés par l'ambassade pour les postes de coordonnateur communautaire ou d'infirmière diplômée. Le premier fait généralement l'objet d'un concours annuel, le contrat couvrant une année financière, alors que le second ne fait l'objet d'un concours que lorsque la titulaire s'en va.

Tout conjoint qui désire travailler à Belgrade est invité à envoyer à l'avance son curriculum vitae à l'ambassade en précisant les secteurs professionnels qui l'intéressent.

## EUROPE DE L'OUEST: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI

En Europe de l'Ouest, les possibilités d'emploi dépendent d'un certain nombre de facteurs, dont le principal est la priorité accordée au moment du recrutement aux ressortissants du pays hôte puis aux ressortissants des pays de la Communauté européenne si celui-ci en fait partie. En outre, il est généralement obligatoire de connaître la langue de l'endroit; qui plus est, de nombreux postes qui pourraient intéresser les conjoints des employés canadiens exigent la connaissance de plusieurs langues. Dans certains pays comme l'Irlande, les possibilités sont limitées en raison du taux élevé de chômage qui, à toutes fins pratiques, écarte les étrangers du marché du travail, à moins qu'ils ne possèdent des compétences exceptionnelles.

Pour pouvoir occuper un emploi dans un pays, il faut détenir un permis de travail même si un accord de réciprocité concernant l'emploi est en vigueur. Le délai requis s'échelonne de trois semaines (en Suède) à deux ans (en Italie). Dans certains cas, il faut aussi posséder un permis pour pouvoir travailler dans la communauté internationale (ambassades, consulats et organismes internationaux).

## ALLEMAGNE (République fédérale d')

*[Prière de noter que les observations générales suivantes ne s'appliquent pas à Berlin. Pour Berlin, voir plus loin.]*

En Allemagne, les personnes à la charge des employés canadiens n'ont pas de très bonnes perspectives d'emploi, à moins qu'elles n'aient quelques solides connaissances de l'allemand. La plupart des missions étrangères et des entreprises internationales mettent aussi l'accent sur cette exigence linguistique. Les salaires sont supérieurs à ceux qu'on gagne au Canada pour des emplois équivalents.

Les personnes à la charge des employés canadiens de l'ambassade et qui désirent accepter un emploi rémunéré en RFA doivent obtenir au préalable l'autorisation du chef de la mission et se conformer à plusieurs lois et règlements locaux. La RFA n'a pu répondre à la demande du Canada visant la conclusion d'un accord de réciprocité, mais le ministère des Affaires étrangères a offert d'aider les personnes à la charge des employés canadiens à obtenir les permis de travail nécessaires. Cette offre n'a pas encore été mise à l'épreuve.

Voici les règlements qui régissent actuellement l'emploi en Allemagne du personnel des consulats et des ambassades et des personnes à leur charge.

"En ce qui concerne les emplois rémunérés à caractère privé, les personnes à la charge d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire sont traitées comme toutes les autres personnes étrangères.

Les personnes à la charge d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire qui occupent un emploi rémunéré à titre privé sont tenues de retourner la carte d'identité (Ausweis) que leur a délivrée le ministère des Affaires étrangères ou l'une des chancelleries de l'État. Les personnes à la charge d'un membre d'une mission diplomatique qui ont un emploi rémunéré à caractère privé ne bénéficieront pas de l'immunité et des privilèges diplomatiques dans l'exercice de leurs fonctions; elles conserveront néanmoins leurs immunité et privilèges dans les domaines de la vie qui touchent à leur statut de personne à la charge d'un membre d'une mission diplomatique. Les personnes à la charge d'un membre d'une mission consulaire cesseront de jouir de toute immunité et de tous privilèges en acceptant ce genre d'emploi.

Les revenus d'un emploi à caractère privé seront assujettis aux déductions ordinaires (par exemple, à l'impôt).

L'interdiction d'accepter un emploi rémunéré à titre privé ne s'applique qu'aux diplomates et agents consulaires professionnels, et non aux autres membres des missions diplomatiques et consulaires ou aux personnes à la charge des membres des missions diplomatiques et consulaires."

Les règlements qui régissent l'emploi sont complexes, en particulier en ce qui concerne les professionnels. Tout Canadien qui souhaite travailler en RFA doit obtenir un permis de travail. Jusqu'ici, il a été impossible de se procurer ce

document avant d'arriver dans le pays. Le permis ne sera délivré qu'à condition que la personne intéressée ait un emploi en vue et que le service du personnel compétent accepte officiellement de confier le poste à une personne qui n'est pas un ressortissant de l'un des pays de la CEE. Il est conseillé à toute personne à la charge d'un employé canadien et qui envisage de travailler en Allemagne de s'informer auprès de l'ambassade ou du consulat de RFA le plus proche des conditions à remplir avant de pouvoir chercher un emploi.

L'ambassade a découvert qu'il était relativement facile d'obtenir l'autorisation de travailler dans les domaines où les Allemands manquent d'expertise, par exemple en informatique. En revanche, un docteur en médecine n'aura pratiquement aucune chance d'être autorisé à exercer. Avant de pouvoir obtenir un permis de travail, les personnes possédant des compétences professionnelles doivent faire reconnaître leurs titres et qualités par l'association appropriée.

Les règlements qui régissent l'emploi des nationaux des pays membres de la Communauté européenne sont relativement souples et par conséquent, pour protéger le marché du travail, les règlements concernant l'emploi des citoyens des pays non-membres de la CEE sont devenus très sévères. Les Canadiens qui sont aussi ressortissants d'un pays de la CEE n'ont pas besoin de permis de travail.

### Berlin

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les règlements qui régissent l'emploi à Berlin des membres des missions et des personnes à leur charge sont différents de ceux qui s'appliquent en RFA. La mission militaire de Berlin est accréditée auprès des gouvernements des pays alliés, mais pas auprès des autorités allemandes locales. Comme les membres de la mission et les personnes à leur charge ne reçoivent ni visa ni permis de séjour en dehors de la carte d'identité délivrée par les autorités de contrôle alliées, en ce qui concerne les autorités berlinoises, il n'y a pas de mission canadienne à Berlin. La délivrance d'un permis de travail à une personne qui n'est pas enregistrée à la ville devient donc assez problématique.

Il peut exister des possibilités d'emploi auprès de l'un des trois pays alliés, mais ceux-ci accordent manifestement la préférence à leurs propres ressortissants. Les perspectives d'emploi pour les conjoints semblent donc très minces.

### Bonn

Accord de réciprocité concernant l'emploi: réputé exister

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2



Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

L'ambassade des États-Unis, l'un des employeurs étrangers les plus importants de Bonn, a souvent besoin de personnel anglophone. Néanmoins, elle accorde la préférence aux personnes à la charge de ses propres employés et aux citoyens américains. Vu le grand nombre de missions diplomatiques installées à Bonn, il existe quelques possibilités d'emploi pour les Canadiens possédant des compétences spécialisées en travail de bureau et une bonne connaissance de base de l'allemand. Les vacances de postes qui n'exigent pas de connaissance de la langue allemande sont très rares.

Les personnes habilitées à enseigner pourront peut-être trouver un emploi à la British School. Mais il faut être américain pour obtenir fût-ce une suppléance au American Department of Defense School, et les intéressés ne sont autorisés à travailler que durant la première année de leur séjour à Bonn.

L'ambassade a pour politique de maximiser autant que faire se peut les possibilités d'emploi pour les conjoints de ses membres. Quelques postes administratifs ont été désignés postes pour conjoints. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae à l'agent du personnel. La connaissance de l'allemand est un atout.

#### Expérience professionnelle des personnes à la charge des employés canadiens, 1985 à 1988

Ambassade des États-Unis: 1 technicien de laboratoire  
1 personne assurant la formation sur machine de traitement de textes

Magasin américain: 1 commis, à temps partiel

Société de télécommunications, à Dusseldorf: l'employé était spécialiste en logiciels de télécommunications, parlait l'allemand et avait dû promettre d'être là pour une durée indéterminée. Il faisait trois heures de train chaque jour.

Cabinet de comptables, à Cologne: citoyen suisse parlant couramment l'allemand; emploi à temps partiel

American School: 1 enseignant paraprofessionnel d'anglais, langue seconde, à 6 \$ de l'heure

Ambassade du Canada: 2 commis à temps partiel, section consulaire  
1 poste de secrétaire  
travail temporaire de secrétariat et de bureau, à temps partiel  
coordonnateur communautaire à contrat, à temps partiel

## Employeurs éventuels

Ambassade des États-Unis

Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

Intitut fur Sprachvermittlung und Inter-Nationulery

Fulsuvaustrwscrlr

Intergovernmental Committee for Immigration (ICI)

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

OECEB - Centre de publications et de renseignements

Inter Nations E.V.

Lycée français

English Seminars den Universitat Bonn

Medizinische Einnch (University of Reinischen Friedrich W.)

### Francfort

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les forces armées américaines, l'un des employeurs étrangers les plus importants de Francfort, ont besoin d'employés anglophones mais donnent la préférence aux personnes à la charge de leur personnel et aux citoyens américains.

### Munich

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

A l'heure actuelle, l'économie est florissante à Munich. Le taux de chômage est de l'ordre de 5 pour cent et les entreprises cherchent du personnel supplémentaire. Toute personne en mesure de travailler dans un milieu germanophone trouvera quelques possibilités d'emploi. Les journaux publient des offres d'emploi dans les domaines suivants: secrétariat et dactylographie, travail de bureau, langues étrangères (surtout l'anglais et, dans une moindre mesure, l'italien, l'espagnol et le français), l'informatique et le traitement de textes (tous types de compétences), l'industrie du tourisme et de l'accueil (travail saisonnier et à temps partiel).

Il ne faut pas nourrir d'espoir en ce qui concerne l'enseignement et les autres professions qui exigent une licence, comme celles de médecin, d'avocat ou de dentiste. Le consulat n'offre de l'emploi que dans des circonstances exceptionnelles et ne doit pas être considéré comme un employeur éventuel.

Quelques sociétés canadiennes sont installées à Munich: Northern Telecom, Canadien International, Air Canada, AES; mais aucune n'accorde une attention particulière aux ressortissants canadiens.

### AUTRICHE (Vienne)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

En règle générale, les possibilités d'emploi se limitent aux organisations qui ne réclament pas de permis de travail, comme les Nations Unies, les écoles internationales et les autres ambassades. Toutefois, la plupart des missions diplomatiques, y compris la nôtre, exigent que les candidats soient capables de travailler en allemand.

#### Employeurs éventuels

Ambassade des États-Unis  
American International School

### BELGIQUE (Bruxelles)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 5  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

A Bruxelles, les possibilités d'emploi pour les conjoints et les personnes à la charge des employés canadiens sont rares. L'un des obstacles à l'emploi est d'ordre linguistique: les postes dont les titulaires sont en contact avec le public exigent généralement la connaissance des langues officielles, à savoir le français et le flamand.

Les conjoints des employés canadiens (diplomates ou non) de nos missions de Belgique peuvent présenter au Secrétariat international de l'OTAN ou au Grand quartier général des Alliés en Europe (S.H.A.P.E.) situé à Mons-Casteau, des demandes d'emploi pour des postes réservés aux civils, s'ils sont citoyens de l'un des pays membres de l'Organisation. Toutefois, les possibilités sont peu nombreuses, que ce soit dans les catégories A (agent) ou B et C (soutien), et il s'agit souvent de postes exigeant une expérience et des compétences particulières liées aux besoins de l'OTAN en matière de défense. En règle générale, les candidats aux postes de catégorie A sont appuyés par leurs gouvernements respectifs, et la concurrence est vive parmi les seize pays membres. La candidature des personnes ne bénéficiant pas de l'appui de leur gouvernement sera aussi étudiée mais n'aura pas le même poids.

Pour occuper un poste au Secrétariat international de l'OTAN, il faut posséder une cote de sécurité. Il est conseillé aux conjoints qui cherchent à obtenir un emploi au quartier général de l'OTAN d'obtenir leur cote de sécurité avant leur arrivée à la mission. L'agent de sécurité de la délégation du Canada auprès de l'OTAN les aidera à cet effet.

Les demandes d'emploi présentées à la Commission des Communautés européennes ne sont retenues qu'à condition d'émaner d'une personne détenant la nationalité ou la citoyenneté de l'un des douze pays membres de la Communauté. Les possibilités d'emploi dans les autres organismes installés en Belgique dépendent du statut de l'employeur, des modalités de l'accord bilatéral ou multilatéral conclu avec le pays hôte et des mesures de contrôle exercées par les autorités belges sur le personnel de l'organisme en cause. En règle générale, le futur employeur doit prouver que le poste offert à un Canadien ne peut être occupé par un Belge ou par un ressortissant de l'un des pays membres du Marché commun. La même règle s'applique aux emplois offerts par des sociétés privées. Il existe des cabinets d'experts-conseils spécialisés dans les questions concernant la CEE qui font office de groupes de pression dans certains domaines, et il arrive qu'ils aient besoin d'une expertise canadienne sur des sujets particuliers. Quelques sociétés canadiennes sont établies à Bruxelles, mais la situation de l'emploi y est précaire et les possibilités sont limitées.

#### DANEMARK (Copenhague)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Vu qu'il existe un accord de réciprocité concernant l'emploi, les conjoints des employés sont autorisés à chercher un emploi au Danemark. Lorsqu'une entreprise a fait une offre à un candidat, l'ambassade demande officiellement la permission de l'accepter à la Division du protocole du ministère des Affaires étrangères. Les seules restrictions concernent la possession d'une cote de sécurité et de compétences professionnelles propres au Danemark.

Toutefois, il ne suffit pas d'avoir l'autorisation de chercher un emploi pour en trouver un. En fait, les possibilités d'emploi pour les conjoints des employés canadiens sont très limitées parce que la plupart des postes exigent la connaissance de la langue danoise. Qui plus est, les entreprises et organismes de Copenhague sont fortement incités à n'engager que des Danois en raison de divers facteurs, dont le taux élevé de chômage. Ceux qui ont la chance de décrocher un emploi bénéficient de bons salaires.

Ces dernières années, la mission a fourni des emplois de commis administratifs à temps partiel à des conjoints canadiens ayant la cote de sécurité. De plus, les conjoints qui parlent deux des quatre langues de l'Organisation Mondiale de la Santé (anglais, français, allemand et russe) peuvent éventuellement travailler

comme secrétaire ou spécialiste des soins de santé préventifs au Bureau régional européen de l'OMS. Les secrétaires doivent connaître la sténographie.

A l'occasion, il est possible de trouver un emploi de secrétaire de langue étrangère ou un emploi spécialisé dans une grosse société ou banque danoise. Le corps enseignant de la Copenhagen International Junior School connaît un certain taux de roulement, mais les possibilités d'emploi sont très limitées dans les autres écoles internationales.

#### Employeurs éventuels

Chase-Manhattan Bank  
Rygaards School  
F.L. Smidth & Co. A/S Inc.  
Novo Industri A/S  
Peat-Marwick Mitchell & Co.  
Croix-Rouge danoise  
A.P. Moller Rederi  
Copenhagen International Junior School  
Organisation mondiale de la Santé

#### ESPAGNE (Madrid)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Il y a lieu de s'informer auprès de l'agent d'administration concernant les formalités actuellement en vigueur pour l'obtention d'un permis de travail.

Un conjoint pourra trouver du travail en Espagne, mais il rencontrera assez bien de difficultés. Le taux de chômage est élevé dans le pays et la préférence est toujours accordée aux Espagnols, à l'exception des emplois qui exigent la connaissance de langues étrangères. En règle générale, la connaissance du castillan est indispensable et celle du français, de l'anglais et d'une autre langue est un excellent atout, voire une exigence fondamentale.

Pour obtenir un emploi, il faut détenir un permis de travail. C'est l'employeur qui se charge des formalités nécessaires. La plupart des emplois ouverts aux étrangers sont des emplois de secrétaire multilingue dans les ambassades, les multinationales et les organismes internationaux notamment. Il existe aussi des postes d'enseignant dans les écoles de langues ou encore des emplois dans les agences de voyages ou les sociétés nationales, mais ils sont rares.

En résumé, les possibilités d'emploi pour les conjoints sont peu nombreuses, et les salaires ne sont guère élevés. Au taux de change actuel, une secrétaire gagne environ 14 000 \$CAN par an.

## **Employeurs éventuels**

American School of Madrid  
British American Hospital  
Citibank. N.A.  
Ambassade des États-Unis  
Guide Post Publications  
Institut français  
Best School of Languages. S.A.  
Organisation mondiale du tourisme  
Price Waterhouse. S.A.  
Banque royale du Canada

## **FINLANDE (Helsinki)**

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

En Finlande, le nombre d'emplois accessibles aux conjoints d'étrangers est actuellement limité en raison de divers facteurs, notamment un taux de chômage relativement élevé (6 pour cent) et la difficulté du finnois. Vu les taux extrêmement élevés des impôts sur le revenu, les salaires nets sont inférieurs aux salaires canadiens équivalents.

Le ministère de l'Intérieur peut délivrer un permis de travail aux personnes ayant des compétences particulières que les chômeurs finlandais ne possèdent pas. Pour les Canadiens, il s'agirait de postes exigeant la connaissance de l'anglais ou du français dans les domaines de l'import-export, du journalisme ou de l'enseignement universitaire, par exemple. Toutefois, les conjoints qui obtiennent un permis de travail peuvent être tenus de renoncer à l'immunité et aux privilèges diplomatiques et de payer des impôts sur le revenu au taux d'imposition finlandais.

## **FRANCE (Paris)**

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 11  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

## **Employeurs éventuels**

American College  
American Hospital  
Banque de l'union occidentale française/Cda  
CBS Disques

Librairie de tourisme de Paris  
O.I.P.C. - Interpol  
Banque royale du Canada  
Total Compagnie française de Pétroles  
O.C.D.É.

### GRANDE-BRETAGNE (Londres)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 17  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Le gouvernement du Royaume-Uni n'impose aucune restriction (permis de travail, quotas, etc.) à l'emploi des membres de la famille qui compose le ménage de tout membre d'une mission diplomatique d'un pays étranger, quelle que soit sa catégorie. Ces personnes bénéficient des mêmes avantages que les résidents du Royaume-Uni.

Toute personne à charge qui travaille en dehors de la mission continue de jouir des privilèges et de l'immunité de son conjoint, père ou mère, sauf en ce qui concerne les questions liées à son emploi. Du point de vue de la mission, les conjoints et personnes à charge doivent veiller, en choisissant un emploi, à la bonne réputation et à la sécurité de la mission.

Les conjoints et personnes à charge peuvent toutefois éprouver des difficultés à trouver un emploi en raison du taux élevé de chômage que connaît le Royaume-Uni.

#### Employeurs éventuels

A.E.S. Data (UK) Ltd.  
Stikeman Elliott & Associates  
Banque royale du Canada  
Lévesque Beaubien Inc.  
Ranger Oil (UK)  
Canadian Pacific Bulkshop Services Ltd.

### GRÈCE (Athènes)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les conjoints ne peuvent pas être employés sur le marché local. Ils ne seront autorisés à travailler que dans une autre mission diplomatique, mais les occasions sont peu nombreuses et les postes sont généralement accordés aux

nationaux de la mission en cause. Il arrive que des postes de secrétaire soient vacants dans des organismes internationaux, mais une connaissance de base du grec est généralement exigée.

Les conjoints de membres du personnel diplomatique et non diplomatique doivent obtenir une autorisation spéciale du ministère des Affaires étrangères avant d'accepter un emploi. Les personnes qui souhaitent travailler en Grèce sont invitées à se mettre en rapport avec l'ambassade bien à l'avance.

### IRLANDE (Dublin)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: réputé exister

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Vu qu'en Irlande le taux de chômage est supérieur à 20 pour cent, les conjoints des employés canadiens n'ont aucune chance de trouver un emploi, car les employeurs sont tenus d'accorder la priorité aux citoyens irlandais. Seule aurait des possibilités d'emploi une personne possédant des compétences très inhabituelles ou spécialisées, qui feraient défaut dans le pays.

### ITALIE

Aucun conjoint ne devrait partir pour l'Italie avec l'espoir d'y trouver du travail. Même s'il possède l'exigence de base, à savoir la connaissance de l'italien, il sera, plus que tout, tributaire de la chance dans la recherche d'un emploi. Sur le marché du travail local, le taux de chômage est élevé dans toutes les catégories professionnelles, et on constate en particulier une surabondance de jeunes diplômés à la recherche d'emplois de bureau. Les organismes et institutions de l'État ne recrutent que des ressortissants italiens. Les écoles privées (voir Milan) et les hôpitaux offrent des salaires peu élevés et de piètres conditions de travail selon les critères nord-américains. Les professions libérales (médecine, droit, architecture, etc.) sont virtuellement interdites aux Canadiens en raison des conditions d'admission très strictes imposées par les associations professionnelles. De plus, vu les problèmes d'obtention de licence, les étrangers ont beaucoup de difficultés à établir une entreprise.

Pour occuper un poste ailleurs que dans une autre mission ou dans un organisme international comme la FAO, il faut obtenir l'autorisation du ministère du Travail. En vertu des règlements, l'employeur doit prouver qu'il ne peut trouver un citoyen italien qualifié ou, à défaut, un ressortissant d'un autre pays de la Communauté européenne. Il s'ensuit une période au cours de laquelle le poste demeure vacant pour permettre au ministère d'envoyer d'autres candidats. Bien que la période prévue ne peut durer en principe que trente jours, elle tend à être plus longue. Rares sont les employeurs qui peuvent se permettre de tels délais. Les quelques emplois qui sont régulièrement approuvés sont, par exemple, ceux de réceptionniste dans un hôtel, qui exigent la connaissance de plusieurs langues étrangères, outre l'italien, et sont mal payés.



Il faut détenir un permis pour pouvoir travailler en Italie. Lorsqu'elle a trouvé un emploi, la personne intéressée doit prier son futur employeur de demander l'autorisation de l'engager au bureau des étrangers du commissariat de police (Questura), à la municipalité, au bureau de placement, et ainsi de suite. La Questura demande ensuite cette autorisation par écrit au ministère de l'Intérieur, au nom du candidat possédant un statut diplomatique ou consulaire. Il s'agit en général d'une simple formalité, mais qui prend souvent du temps.

Mis à part la difficulté de trouver un emploi approprié, d'autres contraintes peuvent empêcher de travailler. Ainsi, le chef de la mission peut être incapable de donner l'autorisation d'accepter un emploi, par exemple dans une autre mission. L'accord du ministère des Affaires étrangères d'Italie est en effet nécessaire dans tous les cas, et n'est donné, au mieux, qu'à contrecoeur. Ce ministère a fait savoir que les privilèges diplomatiques et autres seraient retirés à l'intéressé et remplacés par un statut en rapport avec le nouvel emploi, ce qui peut s'avérer un sérieux désavantage.

### Milan

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

La meilleure perspective d'emploi se situe dans l'enseignement de l'anglais ou du français dans une école de langues ou encore, pour les personnes qui connaissent très bien l'italien, en traduction et(ou) en interprétation dans une entreprise internationale comme secrétaire ou commis.

Une personne habilitée à enseigner pourrait envisager de poser sa candidature dans l'une des écoles anglaises ou françaises de Milan; toutefois, selon les responsables de la Sir James Henderson School, il leur est très difficile d'obtenir des autorités italiennes l'autorisation nécessaire à l'embauche, et le processus a déjà duré jusqu'à deux ans pour être mené à bien, notamment en raison du taux élevé de chômage. Ils jugent plus simple d'engager des nationaux des pays de la CEE, car les formalités administratives sont bien moindres dans ce cas.

La American Community School nous informe que la plupart de son personnel est composé d'Américains engagés aux États-Unis et qu'elle se charge de toutes les formalités, qui durent environ six mois. Les demandes d'emploi doivent être soumises aux alentours de la Noël pour le mois de septembre suivant, mais il y a quelquefois des postes vacants jusqu'à l'été. Le directeur de l'établissement se rend aux États-Unis chaque février pour recruter des enseignants.

Dans l'ensemble, les salaires accordés dans les écoles étrangères sont inférieurs aux salaires des enseignants canadiens, mais il existe maintenant dans certains établissements des syndicats qui ont introduit divers avantages sociaux

italiens, notamment les prestations de retraite, l'assurance-maladie et les indemnités de cessation d'emploi.

C'est dans le domaine de l'enseignement qu'il paraît le plus simple d'entrer, mais de grosses multinationales telles que IBM, Honeywell, Dun and Bradstreet et ITT, sont aussi en mesure de s'occuper des formalités administratives. Jusqu'ici, à la connaissance de la mission, elles n'auraient engagé aucun conjoint de membres du personnel consulaire. Dans le commerce et l'industrie, les salaires sont souvent comparables à ceux du Canada.

### Rome

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Le seul organisme international important de Rome est la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). De temps à autre, l'Organisation accepte des demandes d'emploi de bureau n'exigeant que la connaissance de l'anglais ou du français. Les salaires et conditions d'emploi sont assez analogues à ceux du Canada. Les personnes qui sont reçues aux épreuves et entrevues de la FAO sont engagées aux termes d'un contrat de courte durée. D'autres ambassades et consulats annoncent à l'occasion la vacance de postes de secrétaire, mais ils exigent d'habitude quelques connaissances de l'italien.

En résumé, les chances de se trouver un emploi en Italie sont minces. Qui plus est, pour un Canadien d'Ottawa, l'emploi qu'il pourra trouver ne sera sans doute guère valorisant. La perte de son statut spécial et les difficultés rencontrées pour obtenir les autorisations nécessaires risquent de ne pas valoir les avantages liés au travail. Si Rome est une mission agréable à bien des égards, ce n'est certes pas l'endroit idéal pour un conjoint qui désire faire carrière.

### NORVÈGE (Oslo)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les formalités à accomplir en vue de l'obtention du permis qui autorise un conjoint à travailler en Norvège sont souvent longues et difficiles. Une demande spéciale, accompagnée d'un certificat médical et de la carte d'identité délivrée par le ministère des Affaires étrangères, doit être déposée avant que la personne ne commence à travailler. Mais la demande ne peut être présentée que lorsque l'intéressé aura reçu une offre écrite d'emploi. En vertu de la loi, un employé ne peut commencer à travailler sans détenir un permis de travail, qui ne sera délivré qu'après de nombreuses semaines. L'un des facteurs qui entre en jeu est de

savoir si un Norvégien possédant des compétences similaires a posé sa candidature pour le poste vacant. Dans l'affirmative, l'employeur sera tenu de l'engager.

Une fois le permis de travail obtenu, l'employé étranger aura les mêmes droits et obligations qu'un employé norvégien, sauf qu'il conservera l'immunité diplomatique en matière pénale mais pourra néanmoins faire l'objet de poursuites liées à son emploi devant un tribunal civil. L'employé sera tenu de payer les impôts ordinaires allégés mais non les cotisations de sécurité sociale.

Pour un étranger, les perspectives sont sombres sur le marché du travail local, surtout parce que la connaissance du norvégien est exigée pratiquement partout, y compris dans la plupart des ambassades.

### Employeurs éventuels

Norsk Sykepleierforbund  
SAS Hotel  
Norsk Personal  
Frivndervisningen  
Aftenskolen  
DHL Woldwide Courier Services  
ESSO  
Ambassade des États-Unis  
Kontor Service A/S  
AfNorth (OTAN)

### PAYS-BAS (La Haye)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

L'ambassade tente depuis 1979 de négocier un accord de réciprocité concernant l'emploi avec le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Jusqu'ici, les responsables néerlandais se sont montrés très réticents à l'égard de la question et, à l'heure actuelle, un seul conjoint canadien a reçu l'autorisation de travailler, et ce, en raison de circonstances particulières. La décision le concernant a été prise sur des bases spéciales, et il n'existe pas encore de politique générale pour régir cet aspect de nos relations avec le pays.

Selon les dernières informations recueillies auprès du ministère néerlandais des Affaires étrangères, l'ensemble de la question est examiné dans le détail en ce moment, et il semblerait qu'on puisse espérer une décision favorable. L'une des principales difficultés concerne la renonciation à l'immunité diplomatique pour tout acte lié au travail du conjoint. De plus, on ignore si celui-ci serait considéré comme résident des Pays-Bas et, dès lors, assujéti aux impôts néerlandais.

Même si un accord était conclu, les possibilités d'emploi aux Pays-Bas seraient peu nombreuses. Dans certains cas, en raison de ses titres et qualités, une personne pourra obtenir un emploi dans une société étrangère. Mais elle devra parler couramment le néerlandais. Comme dans la plupart des pays d'Europe, beaucoup d'organismes et d'entreprises exigent la connaissance de plusieurs langues outre l'anglais et(ou) le français. Dans le passé, certains conjoints ont obtenu un emploi, mais ils constituaient l'exception plutôt que la règle.

### Employeurs éventuels

Institute of Social Studies  
British Petroleum Company  
Centre technique du S.H.A.P.E.  
Far East Trade Office  
The American School of The Hague  
Ambassade d'Australie  
Ambassade de Grande-Bretagne  
Cour internationale de Justice  
Ambassade des États-Unis  
Shell International

### PORTUGAL (Lisbonne)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Comme le taux de chômage s'élève à 8 pour cent au Portugal, les étrangers ont peu de chances de trouver un emploi. Un conjoint possédant des compétences spécialisées dont le pays a besoin pourra peut-être obtenir un permis de travail. L'une des écoles privées offre à l'occasion des emplois, mais les salaires sont généralement très bas.

### SUÈDE (Stockholm)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

En 1981, le Canada et la Suède ont conclu un accord de réciprocité concernant l'emploi des conjoints et des personnes à la charge des diplomates; les autorités suédoises ont par la suite étendu le champ d'application de l'accord aux conjoints et personnes à la charge de tous les membres du personnel canadien. Les personnes à charge sont ainsi en mesure de chercher un emploi sur le marché du travail sans être soumises à d'autres restrictions que celles qui

concernent les licences habituelles nécessaires à l'exercice des professions libérales (médecins, infirmières diplômées, etc.).

Tous les conjoints et personnes à la charge des employés de l'ambassade ont besoin d'un permis de travail pour accéder au marché du travail local, mais non pour accepter un emploi dans les autres ambassades. Le permis est d'ordinaire valide pour un an et facilement renouvelable, mais il faut souvent compter trois semaines pour l'obtenir. Les personnes à charge reçoivent un permis de travail général.

Les emplois accessibles aux étrangers sont le plus souvent liés à l'enseignement ou au secrétariat. Dans le domaine de l'enseignement, il existe deux possibilités: l'enseignement de l'anglais ou du français, langue seconde dans l'excellent système d'enseignement pour adultes que la Suède a mis sur pied, et l'enseignement à la British Primary School, à la International School et au Lycée français. Il n'est pas nécessaire de connaître le suédois pour obtenir un poste de ce type. En revanche, d'autres emplois techniques ou emplois de bureau sur le marché du travail ouvert ou dans les ambassades peuvent exiger une connaissance fondamentale de la langue.

Les conjoints qui exercent un emploi sur le marché du travail suédois sont assujettis à l'impôt. Par exemple, un conjoint qui a un revenu annuel de 2 000 \$CAN payera 30 à 35 pour cent d'impôt. Certaines déductions sont autorisées, mais les charges fiscales globales d'un conjoint gagnant un revenu annuel moyen pour la Suède (15 000 \$CAN environ) équivaldront à 50 à 55 pour cent de ce revenu.

En Suède, le régime de la sécurité sociale couvre les frais médicaux et les frais d'hospitalisation de chacun, ainsi que le salaire des employés en congé de maladie. Toutefois, bien qu'il soit assujéti à tous les impôts, le conjoint ou la personne à charge qui travaille en vertu de l'accord de réciprocité ne bénéficie pas des prestations de la sécurité sociale suédoise. Les prestations médicales et d'hospitalisation ne sont pas très importantes dans la mesure où l'intéressé est couvert par le système canadien, mais celui-ci n'aura pas droit à sa rémunération en cas de maladie. En outre, récemment, une personne à la charge d'un employé canadien, tombée malade, a non seulement dû renoncer à son salaire, mais a aussi été tenue de payer à son employeur les frais engagés pour la remplacer. L'ambassade des États-Unis a éprouvé des difficultés semblables, et une démarche commune est envisagée pour traiter du problème.

### Employeurs éventuels

Medborgarskolan  
ABF Stockholm  
Studieframjandet  
TBV  
Kursverksamheten  
International School of Stockholm  
British Primary School  
SAS "Scanarama"

## SUISSE

Les règlements de la Suisse concernant l'emploi des étrangers sont très sévères. Dans la plupart des cas, l'employeur éventuel rejettera la demande d'emploi d'un candidat qualifié qui ne possède pas de permis de travail suisse valide. Toutefois, il sera peut-être disposé à aider le candidat à en obtenir un si celui-ci possède des compétences particulières. Il est arrivé qu'un candidat ait pu commencer à travailler sans avoir reçu l'approbation du "Contrôle de l'habitant", étant entendu qu'il cesserait si la demande était rejetée.

Dans d'autres cas, l'employé éventuel ne peut commencer à travailler avant que l'approbation n'ait été obtenue en bonne et due forme et que le permis n'ait été délivré. Le délai requis (de trois à six mois) permet aux autorités de vérifier qu'aucun candidat suisse ne peut occuper le poste en cause.

Un permis de travail est lié à un poste en particulier et ne peut être transféré à un autre poste.

### Berne

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Bien qu'un conjoint de diplomate puisse assez aisément obtenir un permis de travail à Berne, il lui sera très difficile, voire impossible, de s'y trouver un emploi. Dans la plupart des cas, la catégorie du permis délivré au conjoint constitue un obstacle à l'obtention d'un emploi. Dans les organismes nationaux, la préférence est accordée aux Suisses. Comme la ville de Berne est située dans la partie allemande du pays, les candidats sont tenus de parler couramment le suisse allemand (ou au moins l'allemand), outre les autres langues officielles.

Il est impossible de trouver un poste à Berne ou dans les environs, sauf si l'on possède des compétences très recherchées. Quelques sociétés (entreprises canadiennes de haute technologie et écoles de langues) et ambassades étrangères se sont néanmoins déclarées prêtes à accepter des demandes d'emploi.

Certaines possibilités s'offrent aux conjoints intéressés par la recherche et l'étude.

Ainsi, plusieurs écoles de langues de Berne offrent durant la journée d'excellents cours d'apprentissage de la plupart des langues modernes, de l'arabe au serbo-croate. Le programme de formation linguistique du gouvernement canadien paie les droits d'inscription aux cours d'allemand, lesquels sont relativement élevés. Il existe des cours intensifs de dix semaines, pour débutants, à raison de deux heures par jour, ainsi que des cours donnés deux après-midi par

semaine. Il est en outre très facile de trouver des professeurs particuliers. La Migros School organise des cours du soir, moins chers que les cours donnés le jour dans les autres écoles.

Il existe un excellent Conservatoire de musique, célèbre pour l'enseignement du violon, mais où la plupart des instruments sont enseignés aux étudiants avancés. Berne possède un bassin presque illimité de professeurs particuliers très compétents et de nombreux magasins de musique qui vendent des partitions et des disques.

La ville abrite aussi une colonie très active d'artistes qui exposent leurs oeuvres en groupe ou à titre individuel dans les nombreuses galeries publiques et privées de Suisse. Elle réunit des sculpteurs, des graphistes et des peintres qui utilisent les styles et les moyens d'expression les plus divers. L'art graphique a toujours été d'excellente qualité dans le pays, et les possibilités de travailler dans ce domaine sont illimitées. Le musée des Beaux-arts de Berne (Kunstmuseum) rassemble la collection des oeuvres de Paul Klee la plus riche qui soit et la met volontiers à la disposition d'étudiants sérieux.

Comme le canton de Berne est germanophone, la plupart des ouvrages de référence contenus dans les bibliothèques sont en allemand. Il existe certes des documents en anglais ou en français, mais il est essentiel de connaître l'allemand si l'on veut entreprendre des travaux de recherche.

La Bibliothèque nationale de Suisse possède une importante collection de livres d'auteurs suisses, traitant de la Suisse ou de sujets concernant le pays. Aménagée dans un immeuble moderne disposant de salles de lecture et de consultation confortables et bien éclairées, elle regroupe plus d'un million d'ouvrages sur la Suisse et sur des sujets connexes, dont beaucoup sont en français et certains en anglais. La bibliothèque possède le système de catalogage le plus moderne qui soit, et son personnel aidera volontiers les visiteurs à mettre la main sur un ouvrage de référence ou, s'il se trouve dans une autre bibliothèque de Suisse, l'empruntera à leur intention par l'entremise du réseau de prêts-interbibliothèques. Comme la bibliothèque des Nations Unies de Genève fait partie du réseau de prêts, un vaste choix de livres en français et en anglais est donc à la disposition des chercheurs qui travaillent à Berne.

A la Bibliothèque cantonale et universitaire de Berne, la plupart des livres sont en allemand, mais les ouvrages de recherche et les manuels de base sont disponibles dans la langue d'origine qui, dans de nombreuses disciplines modernes comme la sociologie ou l'économie, est l'anglais.

Un centre de documentation sur le Canada s'est récemment ouvert à Soleure, à 40 km de Berne. Il reçoit annuellement une série de livres en anglais et en français.

La Migros School et la Cantonal Volkhoehschule donnent des cours de cuisine et d'artisanat en allemand et, souvent, en dialecte. Beaucoup de professeurs ont des notions de français et d'anglais et, s'il n'y a pas trop d'élèves, il

est possible de suivre les cours. Toutefois, il est presque indispensable de connaître l'allemand, du moins l'allemand écrit, pour y participer.

Les personnes qui parlent bien l'allemand peuvent suivre des cours dans n'importe quelle discipline à l'Université de Berne. De bons cours de littérature française classique et moderne se donnent en français, de même que de littérature anglaise, en anglais. Ce sont les seuls qui ne sont pas dispensés en allemand. Il est toutefois possible de suivre des cours crédités en français, dans diverses disciplines, à l'Université de Fribourg, à une demi-heure de route de Berne. Un certain nombre de conjoints de diplomates sont parvenus à assister à des cours dans cet établissement, non sans avoir dû résoudre quelques problèmes d'horaire. On se souviendra qu'en Suisse, les enfants qui vont à l'école rentrent déjeuner à la maison.

### Genève

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2

Les problèmes généraux d'emploi qu'on trouve en Suisse se rencontrent à Genève. Les multinationales installées dans la ville ont droit à un certain nombre de permis de travail pour expatriés qui, en ce moment, est en train d'être réduit.

Les missions diplomatiques et les organismes des Nations Unies sont exemptés des règlements qui régissent l'emploi des étrangers. Néanmoins, en raison des restrictions financières qui ont été imposées en 1986 et devraient se poursuivre au moins jusqu'en 1990, la plupart des organismes ont gelé l'embauche. Les possibilités d'emploi se résument donc essentiellement à des contrats à court terme. Les secteurs les plus prometteurs sont ceux du secrétariat, du travail de bureau, de la traduction et de l'interprétation.

Il y a eu des cas où des candidats, par ailleurs qualifiés pour un poste dans un organisme international, se sont vu refuser l'emploi en raison de conflits d'intérêts possibles attribuables au fait que leur conjoint représentait le Canada auprès de l'organisme en cause.

Pour travailler à Genève ou obtenir à la mission un poste d'employé recruté sur place, il est très utile d'avoir des connaissances de l'anglais et du français.

### TURQUIE (Ankara)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Pour les conjoints des membres du personnel de l'ambassade, les possibilités d'emploi sont rares à Ankara. Sauf en ce qui concerne certains postes peu susceptibles d'intéresser les Canadiens, aucun obstacle d'ordre juridique n'empê-



che cependant les étrangers de travailler en Turquie, pour autant qu'ils aient obtenu un permis de travail avant d'entrer dans le pays. Les conjoints des diplomates doivent néanmoins renoncer à leur immunité diplomatique pour être admissibles à un emploi sur le marché du travail turc. Les conjoints du personnel non diplomatique de l'ambassade ont un problème du même ordre car ils doivent, à cette fin, retourner leur passeport spécial. En outre, un taux d'imposition de 55 pour cent est appliqué sur leurs revenus. Ces conditions représentent un obstacle bien réel à l'emploi sur le marché du travail local.

Certains conjoints ont trouvé un emploi dans les "groupes d'étude" (écoles) de certaines ambassades; d'autres ont accru leurs revenus en donnant des leçons de piano. Des adolescents se sont fait de l'argent de poche en gardant de jeunes enfants.

La American Pre-School, qui accueille les enfants de 2 ans et demi à 5 ans, emploie des conjoints de diplomates et ne retire pas le passeport diplomatique. Elle est ouverte de 8 h à 4 h tous les jours, sauf les fins de semaine et les jours fériés. Il est préférable, mais pas indispensable, de posséder de l'expérience de l'enseignement, pour poser sa candidature.

### **Employeurs éventuels**

Seismograph Service Corporation  
White and Case (cabinet d'avocats)  
General Dynamics Corporation  
Shell Oil  
Ambassade d'Australie  
Ambassade de France  
Programme des Nations Unies pour le développement  
American Pre-School  
General Electric  
Turkish American Institute  
L'institut d'études françaises  
Ambassade de Grande-Bretagne  
Lukselis Koleji  
British Council  
Turkish Daily News (journal anglais)  
Turkish American Association  
British School  
Ankara College  
Turkish British Association  
Middle East Technical University

## **AMÉRIQUE LATINE: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI**

A l'exception de l'enseignement de l'anglais et(ou) du français, les possibilités d'emploi rémunéré sont limitées, même si le candidat parle couramment l'espagnol ou, au Brésil, le portugais. Il y a à l'occasion des postes vacants dans

les ambassades (celles du Canada notamment), et les personnes qualifiées peuvent trouver du travail dans certains organismes internationaux, parfois à contrat.

Tous les rapports mettent l'accent sur le bénévolat, en particulier dans les domaines de la médecine, des services sociaux et de l'enseignement.

### ARGENTINE (Buenos Aires)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

L'État argentin et la mission sont en train de négocier un accord de réciprocité qui en est à l'étape de la rédaction. Les deux parties devraient donner leur approbation définitive dans les prochains mois.

Quelques conjoints d'employés de l'ambassade ont réussi à prendre des arrangements spéciaux et, malgré des obstacles apparemment insurmontables, il est encore possible de trouver un emploi rémunéré à Buenos Aires. Les organismes internationaux, comme les Nations Unies, et les autres ambassades ne sont pas assujettis aux lois argentines sur l'emploi. L'emploi dépend néanmoins des compétences du conjoint et du besoin de l'employeur éventuel à leur égard. L'ambassade du Canada s'efforce d'embaucher les conjoints comme employé temporaire lorsque des vacances se présentent.

Il existe des possibilités dans le domaine de l'enseignement, en particulier de l'anglais, dans les écoles privées d'Argentine. Les personnes qui possèdent un certificat d'enseignement valide peuvent faire de la suppléance dans les écoles anglaises, qui fonctionnent selon les modèles anglais ou américain; il existe aussi une école française. Il est également possible de donner des cours d'anglais et de français à Berlitz, à l'Alliance française ou en privé, ou des cours particuliers de musique, ou encore de faire de la traduction ou de l'interprétation à la pige. Mieux une personne connaît l'espagnol, meilleures sont ses chances de trouver un emploi dans un domaine autre que l'enseignement.

L'équivalence en dollars des salaires dépend du taux de change mais, en termes de pouvoir d'achat dans l'économie locale, les salaires sont bien plus bas qu'au Canada.

### BRÉSIL

Même pour les conjoints qui parlent couramment le portugais et connaissent les coutumes locales, il est pratiquement impossible de trouver un emploi rémunéré au Brésil. Pour travailler sur le marché libre, il faut obtenir un permis, qui n'est pas délivré aux personnes entrant dans le pays avec un visa diplomatique. La plupart des conjoints doivent se contenter de donner des cours particuliers de français ou d'anglais ou de faire du bénévolat.

## Brasilia

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Certains conjoints trouveront un emploi rémunéré dans l'enseignement, dans les écoles française ou américaine, ou encore dans l'enseignement des langues dans d'autres établissements. Pour les personnes qualifiées, il existe parfois des postes de chargé de cours à l'université, quelle que soit la discipline.

Les personnes qui souhaitent exercer des fonctions dans une ambassade n'ont pas besoin d'un permis de travail. Notre ambassade et celles d'autres pays recrutent parfois des employés sur place qui doivent connaître l'anglais ou le français, mais aussi le portugais. A l'occasion, l'ambassade du Canada offre aux termes de contrats, des emplois à temps partiel comme celui de bibliothécaire, outre ceux de coordonnateur communautaire ou d'infirmière.

Les médecins, les infirmières et peut-être les pharmaciens peuvent faire du bénévolat mais ne peuvent avoir un emploi rémunéré. Certaines infirmières ont proposé d'aider des amies et des collègues lors d'un accouchement ou après une intervention chirurgicale, pour compléter les maigres soins donnés par les infirmières locales, dont la formation est limitée.

Les possibilités d'emploi sont certes décevantes, mais de nombreuses personnes ont trouvé une grande source de satisfaction dans le bénévolat. Certains conjoints jouent un rôle de premier plan dans les orphelinats de Brasilia et contribuent donc à l'excellente réputation acquise en ville par les conjoints canadiens dans le domaine du bénévolat.

### Employeurs éventuels

CAS Thomas Jefferson (centre de formation en langue anglaise)

Sao Braz-Casa de Saude (centre de soins de santé)

The American School of Brasilia

École française de Brasilia

Alliance française (Associacao de Cultura Franco-Brasileira)

Independant British Institute

Hospital Santa Helena

## Sao Paulo

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Il est très facile de travailler comme bénévole dans les organismes de bienfaisance; il est aussi possible d'enseigner l'anglais ou le français à titre indépendant.

### CHILI (Santiago)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

On trouve surtout des possibilités d'emploi dans le domaine de l'enseignement, soit à la Nido de Aguilas International School ou dans les nombreuses écoles de langues de Santiago. De plus, il est possible d'enseigner le français ou l'anglais en privé. Les artistes, surtout les musiciens, n'ont guère de difficultés à se joindre à des groupes.

### COLOMBIE (Bogota)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les perspectives d'emploi sont bonnes dans les secteurs des soins de la santé, de l'enseignement et de l'informatique. Néanmoins, depuis la conclusion de l'accord de réciprocité concernant l'emploi, peu de conjoints ont réussi à obtenir un poste. Les facteurs suivants contribuent à cet état de fait: il faut posséder de bonnes connaissances de l'espagnol; le taux de chômage est élevé; la concurrence de la main-d'oeuvre qualifiée colombienne est vive; les salaires sont bas; les conditions de travail locales sont souvent plus difficiles qu'au Canada (par exemple, la semaine de travail compte de 40 à 44 heures).

#### Employeurs éventuels

Banque interaméricaine de développement

Ambassade des États-Unis

Colegio Nueva Granada

Exprinter (agence de voyages)

Fundacion Santa Fee de Bogota (Centro Medico Losardes)

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

UNICEF

Intercol

Banco Royal Colombiano

Hilton International Hotel

## COSTA RICA (San Jose)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

En règle générale, il est très difficile pour les conjoints d'employés canadiens de trouver un emploi à San Jose. Les entreprises costariciennes peuvent faire leur choix parmi de nombreux candidats locaux compétents, alors que les organismes internationaux tendent à recruter en dehors du pays ou ont besoin de longs délais.

Aux termes de la loi, le candidat à un emploi doit posséder un permis de travail, mais la plupart des employeurs semblent disposés à l'ignorer en raison de la paperasserie liée à son obtention.

Très peu de conjoints d'employés d'ambassade, de mission internationale ou d'organisme non-gouvernemental réussissent à trouver un emploi. Seules les écoles internationales, qui embauchent des enseignants certifiés et quelques employés d'administration choisissent régulièrement des étrangers. Il est parfois aussi possible d'enseigner l'anglais dans les universités privées, quoique celles-ci exigent généralement de l'expérience ou une solide formation. Pour exercer une profession libérale (infirmière, médecin, avocat, architecte, journaliste, etc.), il faut posséder une licence locale.

La plupart des entreprises et des écoles paient un salaire costaricien moyen en colones. Pour un travail à plein temps, la rémunération sera de 130 à 200 S par semaine. Un montant sera retenu au titre du régime national de santé sur le salaire des personnes qui détiennent un permis de travail. Un accord fiscal a été signé par les gouvernements costaricien et canadien, qui autorise les Canadiens rémunérés au Costa Rica à choisir leur pays d'imposition.

Les employés recrutés sur place par l'ambassade sont très compétents et gagneront donc vraisemblablement la plupart des concours internes auxquels pourraient s'intéresser les conjoints. A l'heure actuelle, l'ambassade a très peu de contrats avec des experts-conseils de l'extérieur.

Bien qu'il soit difficile de trouver un emploi rémunéré à San Jose, il est relativement aisé de trouver ou de créer un travail bénévole, en particulier dans le domaine des services sociaux.

## GUATEMALA (Guatemala)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

En vertu de la loi guatémaltèque, les conjoints et les personnes à la charge des diplomates ne sont pas autorisés à travailler ailleurs que dans les ambassades étrangères, les organismes internationaux et les établissements comme la American School. Dans la plupart des cas, il faut connaître l'espagnol. En outre, les perspectives d'emploi sont quelque peu limitées pour des raisons de sécurité: ainsi, le lieu de travail devra se trouver dans un quartier "sûr" de la ville.

De temps à autre, la mission canadienne a besoin d'employés temporaires. D'autres ambassades engagent fréquemment des conjoints mais donnent en général la préférence à leurs propres ressortissants. Cette situation n'exclut pas nécessairement les Canadiens. Trois des quatre ambassades contactées (celles de France, de Grande-Bretagne et de Belgique) ont répondu favorablement et ont rempli le formulaire sur les employeurs éventuels. Les candidats devraient dans une certaine mesure être bilingues (anglais/espagnol, français/espagnol).

Il existe au Guatemala un certain nombre d'organismes des Nations Unies (PNUD, PAM, UNICEF, etc.) et au moins un conjoint, qui possédait de l'expérience dans le domaine du développement, a travaillé à l'UNICEF. Trois organismes internationaux sur sept seulement ont répondu favorablement aux demandes de renseignements concernant les possibilités d'emploi. Ils engagent néanmoins des professionnels hautement qualifiés.

Les possibilités d'emploi sont meilleures dans les quatre écoles et instituts de langues. Les professeurs d'anglais et de français sont toujours recherchés.

#### MEXIQUE (Mexico)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Eu égard aux graves problèmes de chômage et de sous-emploi que connaît le Mexique, les conjoints des membres du personnel canadien de l'ambassade ont peu de possibilités d'emploi en dépit de l'existence d'un accord de réciprocité concernant l'emploi. Seuls font exception les emplois pour lesquels il n'y a pas de candidats mexicains qualifiés, comme l'enseignement de l'anglais ou les emplois dans les écoles internationales.

#### PÉROU (Lima)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Malgré la conclusion d'un accord de réciprocité concernant l'emploi entre le Canada et le Pérou, les possibilités d'emploi pour les conjoints du personnel sont peu nombreuses et dépendent généralement de l'aptitude du candidat à parler l'espagnol. Et même si le conjoint ou la personne à charge parle raisonnablement bien la langue, il devra rivaliser avec des Péruviens très compétents, et ce dans presque tous les domaines.

Pour certains postes au sein d'organismes multilatéraux, qui doivent être comblés par des anglophones ou des francophones possédant une expérience internationale, les conjoints et personnes à charge pourront s'avérer être des candidats plus valables que les candidats péruviens.

On peut trouver un emploi de bénévole aux échelons inférieurs du marché du travail, ou à d'autres échelons, mais les postes les plus intéressants demandent souvent une expérience préalable comme bénévole et une aptitude à parler l'espagnol.

### Employeurs éventuels

CARE Peru  
Clinica Anglo-Americana  
Centro de Idiomas de Lima  
International Potato Centre  
U.S. A.L.D.  
Colegio Franklin Delano Roosevelt  
PMA (Programa Mundial de Alimentos)  
Alliance française  
Le Collège franco-péruvien  
B.G. Cheko  
CP Air

### VENEZUELA (Caracas)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les non-nationaux ont de la difficulté à trouver un emploi dans les entreprises vénézuéliennes ou étrangères, car la loi interdit aux sociétés de recruter plus de 25 pour cent d'employés étrangers. Qui plus est, la plupart des postes exigent la connaissance de l'espagnol.

A l'occasion, il est possible d'enseigner comme professeur suppléant dans les écoles et maternelles anglaises ou françaises, en vertu d'un contrat ou contre espèces, ou de donner des cours de français et(ou) d'anglais à temps partiel. Il existe aussi quelques rares possibilités d'emploi dans les entreprises privées, mais les salaires sont bas.

Le Venezuela possède de nombreux organismes de bénévolat de grande valeur, qui utilisent les compétences et les talents des étrangères en leur demandant de contribuer à des activités culturelles et de bienfaisance. Il est possible de donner des cours de musique, de littérature, d'épanouissement personnel, de cuisine, de danse, d'exercice, d'art et d'artisanat. La Venezuelan-American Association of University Women remet aux femmes qui ont fait du bénévolat auprès de cet organisme une lettre attestant de leur expérience, qu'elles pourront éventuellement faire valoir par la suite sur le marché du travail.

## ANTILLES: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI

Bien que quatre des cinq missions des Antilles qui ont répondu aux demandes de renseignements sur les possibilités d'emploi à l'étranger pour les conjoints des employés du service extérieur aient un accord de réciprocité concernant l'emploi avec le Canada, le chômage, la paperasserie et la faiblesse des salaires limitent sérieusement les possibilités d'emploi rémunéré.

### BARBADE (Bridgetown)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Dans l'ensemble, les possibilités d'emploi sont très rares pour les conjoints des employés et pratiquement inexistantes pour les adolescents à leur charge. La mission ainsi que la communauté canadienne s'efforcent d'engager des conjoints et des personnes à charge si des occasions se présentent, dans les limites imposées.

Les personnes qui ne sont pas incluses dans l'accord de réciprocité ont très peu de chances d'obtenir un permis de travail. En mars 1983, le gouvernement de la Barbade a mis en oeuvre des mesures destinées à réserver les emplois disponibles à ses ressortissants par filiation. A cette fin, il a dressé une "liste des emplois réservés" dont se sert le Service de l'immigration lorsqu'il étudie les demandes de permis de travail. Le bénévolat demande aussi un permis et est assujéti aux mêmes critères. La "liste des emplois réservés" réunit environ 500 titres d'emplois pour lesquels la Barbade juge posséder une réserve de main-d'oeuvre suffisante. Le Centre des services à l'affectation possède un exemplaire de cette liste.

Les employeurs de la Barbade connaissent bien l'existence de la liste mais ignorent celle de l'accord de réciprocité. Ils sont très peu disposés à étudier les candidatures de non-nationaux.



## CUBA (La Havane)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: non

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

A La Havane, les possibilités d'emploi sont très limitées. Certains conjoints possédant les compétences requises ont fourni des services à temps partiel à la Foreign Students School for English-speaking Children. Ces services seraient également les bienvenus à l'école locale pour enfants francophones. Il existe un poste d'infirmière à temps partiel à l'ambassade du Canada et aussi quelques postes d'agent d'administration à temps partiel à la U.S. Interests Section de l'ambassade des États-Unis.

### Employeurs éventuels

Alliance française

Foreign Students' School

Ambassade des États-Unis (U.S. Interests Section)

## GUYANA (Georgetown)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 3

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: oui

Vu le manque de possibilités d'emploi approprié exigeant l'accord du pays hôte, la mission n'a pas recouru aux dispositions de l'accord de réciprocité concernant l'emploi. A l'heure actuelle, deux personnes à la charge d'employés font partie de l'effectif du Haut-Commissariat, l'une comme comptable et l'autre comme administrateur des locaux de la mission; une autre travaille à la American School; et une dernière enfin exerce à temps partiel les fonctions de chef de bureau dans une entreprise locale. Seul ce dernier poste devrait être approuvé par le gouvernement de la Guyana en vertu de l'accord, mais comme il s'agit d'un emploi à temps partiel faisant l'objet d'un contrat spécial, aucune démarche n'a été accomplie en ce sens auprès du ministère des Affaires étrangères.

La situation de l'emploi est mauvaise à Georgetown, dans le meilleur des cas. La American School a besoin d'enseignants en raison de la politique gouvernementale qui réserve les postes aux expatriés. Il est possible de trouver un emploi dans un organisme international ou une autre mission, mais les chances des conjoints sont minimes. Dans le secteur local des affaires, les perspectives d'emploi sont pratiquement inexistantes en raison du taux élevé de chômage.

Des postes peuvent se libérer, mais il est très difficile pour la mission de se prononcer sur l'emploi en termes généraux. Elle peut, au cas par cas, utiliser ses contacts pour aider les intéressés à trouver des postes vacants.

## HAÏTI

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

## JAMAÏQUE (Kingston)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

En règle générale, il existe des perspectives d'emploi, quoique peu nombreuses, pour la plupart des conjoints qui possèdent des compétences professionnelles comme enseignant, infirmière ou travailleur social notamment. Les possibilités sont moindres dans les domaines du travail de bureau, du secrétariat ou de la vente. Il est facile de faire du bénévolat dans les hôpitaux et dans quelques autres secteurs.

L'accord de réciprocité concernant l'emploi fonctionne bien, et les conjoints qui demandent l'autorisation de travailler au ministère des Affaires étrangères l'obtiennent sans délais.

La personne qui cherche un emploi en Jamaïque se souviendra que les salaires sont d'ordinaire bien inférieurs au niveau attendu au Canada et ce, dans toutes les professions, bien qu'à des degrés divers. En règle générale, on considère que les salaires jamaïcains sont équivalents au quart des salaires canadiens.

En vertu de l'accord de réciprocité, les conjoints sont tenus de payer des impôts sur le revenu à l'État jamaïcain. Actuellement, le taux général d'imposition est de 33,33 pour cent sur tous les revenus supérieurs à 8 000 \$J par an (2 000 \$CAN). D'autres montants sont prélevés au titre du régime national d'assurance, de l'éducation et du trust national du logement.

### Employeurs éventuels

Bank of Commerce Jamaica Ltd.

University of the West Indies

Bank of Nova Scotia Jamaica Ltd.

IBM World Trade Commission

British High Commission

Hillel Academy

Allied Insurance Brokers Ltd.

Dyoll Insurance Co. Ltd.

Priory School and Trust Society Ltd.

## TRINITÉ ET TOBAGO (Port of Spain)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui

Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0

Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui

Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Le pays traverse une période de récession économique, et le taux de chômage est élevé. Par conséquent, les perspectives d'emploi sont limitées. A l'occasion, des possibilités se présentent dans les organisations internationales comme les Nations Unies et les organismes affiliés, la CEE et les autres missions diplomatiques.

## ÉTATS-UNIS: SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPLOI

En 1980, un accord de réciprocité a été conclu entre les États-Unis et le Canada en vue d'exempter les conjoints des diplomates et des agents consulaires des règlements habituels concernant les permis de travail. Tout conjoint qui souhaite accepter un emploi a néanmoins besoin à cette fin de l'autorisation du Département d'État, sauf s'il s'agit d'un poste dans une mission diplomatique, un consulat étranger ou un organisme international. Le terme "organisme international" désigne un organisme international public dont font partie les États-Unis en vertu d'un traité ou d'une loi du Congrès autorisant leur affiliation audit organisme.

Les personnes à la charge des employés canadiens des consulats et qui détiennent un visa A-1 ou A-2 peuvent demander l'autorisation de travailler, à condition d'avoir reçu au préalable une offre d'emploi. Les documents pertinents doivent être soumis au Département d'État, par les soins de l'ambassade du Canada à Washington. Les formalités de demande d'autorisation de travailler durent de six à huit semaines. Pour travailler, il faut posséder un numéro de sécurité sociale, utile aussi à d'autres fins. Celui-ci s'obtient à Ottawa avant le départ à la mission ou au bureau local des services de santé (Health and Human Services) une fois sur place. Notons que c'est au candidat à un emploi qu'il incombe de demander un numéro d'assurance sociale dès réception de l'autorisation de travailler du Département d'État, et que celui-ci est également tenu d'acquitter tous les impôts sur le revenu et impôts de l'État qui lui sont réclamés.

Le conjoint d'un diplomate ne perdra pas son immunité diplomatique s'il accepte un emploi, mais le conjoint d'un agent consulaire du service extérieur perdra son immunité consulaire. Le Département d'État n'autorisera ce dernier à travailler qu'à la condition qu'il signe une déclaration selon laquelle, en recevant la permission d'accepter un emploi, il renonce à l'immunité consulaire et s'assujettit à tous les arrêtés municipaux, lois de l'État et lois fédérales, à l'exception des lois de l'impôt sur le revenu et des lois fiscales des États.

En vertu d'une entente spéciale avec les États-Unis, les conjoints qui accompagnent les employés dans une mission des États-Unis peuvent bénéficier

des prestations de l'assurance-chômage comme s'ils demeuraient encore au Canada. Les personnes qui désirent des renseignements à cet égard peuvent s'adresser au Bureau de la Commission de l'assurance-chômage de Belleville, qui traite ce type de prestations. En voici l'adresse: 228, rue Dundas, Belleville (Ontario), K8N 5C1, tél.: (613) 969-3550.

Les possibilités d'emploi aux États-Unis sont assez semblables à celles qui existent au Canada. Elles dépendent essentiellement des compétences et de l'expérience des intéressés, ainsi que de leur aptitude à rechercher un emploi. Les adolescents ne devraient pas avoir beaucoup de difficultés, voire aucune, à trouver un emploi à temps partiel dans les secteurs de la restauration-minute ou de la vente.

Les rubriques ci-après ne concernent que les grands consulats et l'ambassade de Washington. Il existe aussi d'autres consulats et bureaux canadiens à Orlando, San Juan, Miami, St. Louis, Cincinnati, Dayton, Pittsburg, Houston, Warren, El Segundo, San Diego, Princeton, Denver, Santa Clara et Philadelphie. Les mêmes règlements et exigences s'appliquent dans tous les États-Unis.

### Atlanta

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Il existe des possibilités d'emploi pour les adolescents dans le secteur des services. Le salaire minimum s'élève à 3,39 \$US de l'heure.

### Boston

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

A Boston et dans la banlieue, les possibilités d'emploi sont meilleures qu'au Canada. Le choix des employeurs dépendra des compétences et de l'expérience des candidats. L'accord de réciprocité n'a donné lieu à aucun problème sauf, comme c'est souvent le cas, en ce qui concerne les délais.

### Buffalo

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: non  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Au début des années 80, le chômage était élevé dans la région de Buffalo en raison de la perte d'emplois dans le secteur de la fabrication. Depuis, l'économie locale s'est stabilisée au point que les taux de chômage correspondent aux moyennes nationales. Les meilleures possibilités d'emploi se situent dans le secteur des services.

### Chicago

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Le marché du travail local est semblable à celui du Canada. Les adolescents et les étudiants peuvent assez facilement trouver un emploi à temps partiel ou un emploi d'été.

### Cleveland

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les salaires sont de 15 à 20 pour cent plus bas qu'au Canada.

### Dallas

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les adolescents estiment qu'il est relativement facile de trouver un emploi à temps partiel.

### Detroit

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Vu la proximité de Detroit et de Windsor, il est possible de travailler au Canada. Toutefois, on ne peut utiliser un passeport diplomatique canadien pour

traverser tous les jours la frontière. De plus, depuis quelques années, les possibilités d'emploi sont très limitées à Windsor.

### Los Angeles

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Dans une ville de 10 millions d'habitants, il n'y a pas d'obstacle à l'obtention d'un emploi, sous réserve des critères appliqués habituellement lors de la recherche d'un emploi au Canada. On se souviendra néanmoins que les employeurs éventuels, très informés de la question des immigrants dépourvus des papiers nécessaires, peuvent être initialement peu disposés à engager des conjoints en l'absence de documents établissant clairement leur admissibilité à l'emploi.

### Minneapolis

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Les délais pour l'obtention de l'autorisation de travailler ont jusqu'ici été très courts. Les possibilités d'emploi sont nombreuses, en particulier pour les adolescents à la charge des employés, dans les secteurs de la restauration-minute et de la vente.

### New York (Consulat et Nations Unies)

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 2  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

A New York, les conjoints ont généralement très peu de difficultés à trouver un emploi. On considère que les possibilités sont meilleures que partout ailleurs aux États-Unis en raison du grand nombre de missions diplomatiques, de consulats étrangers et d'organismes internationaux qui s'y trouvent.

Les conjoints des diplomates étrangers peuvent obtenir l'autorisation de travailler par l'entremise de la mission des États-Unis auprès des Nations Unies, alors que les conjoints des agents consulaires doivent adresser leur demande à l'ambassade du Canada à Washington, qui la transmettra au Département d'État. Dans les deux cas, la demande doit être présentée par écrit et être accompagnée d'une lettre de l'employeur éventuel précisant que le candidat répond à tous les

critères d'emploi en vigueur dans la profession en cause. La Section de l'administration du consulat aidera le conjoint à obtenir l'autorisation requise. S'il s'agit d'un emploi dans une mission diplomatique, un consulat étranger ou un organisme international, cette procédure n'est pas nécessaire.

### San Francisco

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 0  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

### Seattle

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 1  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

A l'heure actuelle, la situation de l'emploi est très concurrentielle à Seattle et dans les environs, car le taux de chômage y est plus élevé que dans les autres régions des États-Unis. Il existe néanmoins des milliers de possibilités d'emploi pour les personnes qualifiées. Il est impossible de donner une liste des employeurs éventuels car chacun des conjoints a une expérience, des attentes et des titres et qualités différents.

### Washington

Accord de réciprocité concernant l'emploi: oui  
Nombre approximatif de conjoints travaillant à titre d'employés recrutés sur place: 25  
Poste de coordonnateur communautaire à contrat: oui  
Poste d'infirmière diplômée à la mission: non

Il faut accorder une attention particulière aux adolescents qui souhaitent obtenir un emploi d'été, car les démarches en vue d'obtenir l'autorisation de travailler peuvent prendre du temps. Les personnes à charge qui ignorent si elles sont en mesure de trouver un emploi peuvent s'adresser à la Section de l'administration, à l'ambassade.

Il n'est pas difficile de trouver du travail dans la région métropolitaine du district de Columbia. Les personnes qui le souhaitent ont de bonnes chances d'obtenir un emploi de bureau à l'ambassade. Il semble aussi aisé de trouver divers types d'emploi dans les bureaux et les commerces de détail de la ville, à plein temps ou à temps partiel. D'ordinaire, la rémunération pour un travail à temps partiel correspond au salaire minimum.

De l'avis général, il semble que les emplois qui nécessitent un grade supérieur, une formation spécialisée ou un enregistrement et(ou) une licence sont plus difficiles, mais pas impossibles, à trouver. Les intéressés se souviendront néanmoins qu'ils rivalisent avec des Américains possédant des compétences professionnelles. Il leur faudra peut-être attendre ou accepter provisoirement un emploi à un échelon inférieur.

Une personne qui cherche un emploi a intérêt à recourir aux services d'une agence de placement professionnelle et à utiliser ses relations dans les milieux diplomatiques et autres.

Lors d'une entrevue d'emploi, il faut s'attendre à ce que l'éventuel employeur comprenne assez mal les dispositions de l'accord de réciprocité. Il est conseillé de demander une lettre d'introduction au Service du personnel, qui permettra souvent d'élucider tout malentendu. Si cette solution ne donne pas satisfaction, il ne faut pas s'énerver mais rappeler le Service du personnel, qui pourra apporter son aide.



CA1  
EA165  
90R22

DOCS

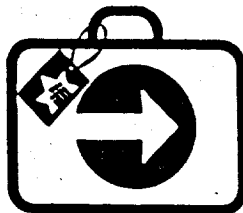
.62539779 (E)

.62539810 (F)

External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

# REPORT ON EMPLOYMENT OPPORTUNITIES ABROAD FOR FOREIGN SERVICE SPOUSES AND DEPENDANTS



**POSTING SERVICES CENTRE (ABC)**

**EXTERNAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE  
CANADA**

**REPORT ON EMPLOYMENT  
OPPORTUNITIES ABROAD FOR  
FOREIGN SERVICE SPOUSES AND  
DEPENDANTS**

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

MAR 10 1994

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

**POSTING SERVICES CENTRE (ABC)**

**EXTERNAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE  
CANADA**

**MARCH 1990**

43-267-232 (e)  
43-267-233 (f) b 2539810

# TABLE OF CONTENTS

1. PURPOSE OF THIS REPORT .....	1
2. BACKGROUND INFORMATION .....	1
3. RECIPROCAL EMPLOYMENT AGREEMENTS AS OF JANUARY 1990	4
4. EMPLOYMENT OPPORTUNITIES FOR SPOUSES: GEOGRAPHICAL REGIONS .....	5
<b>AFRICA: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION .....</b>	<b>5</b>
Algeria .....	5
Cameroon .....	6
Côte d'Ivoire .....	7
Egypt .....	8
Ethiopia .....	8
Gabon .....	9
Ghana .....	9
Kenya .....	10
Mali .....	10
Morocco .....	11
Nigeria .....	11
Senegal .....	12
South Africa .....	12
Tanzania .....	13
Tunisia .....	15
Zaire .....	15
Zambia .....	16
Zimbabwe .....	17
<b>MIDDLE EAST: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION .....</b>	<b>18</b>
Iraq .....	18
Israel .....	19
Jordan .....	19
Kuwait .....	19
Saudi Arabia .....	20
Syria .....	20
<b>ASIA AND PACIFIC: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION .....</b>	<b>21</b>
Australia .....	21
Canberra .....	22
Sydney .....	22
Bangladesh .....	23
China .....	23
Beijing .....	23
Shanghai .....	24
Hong Kong .....	25
India .....	26

Indonesia .....	27
Japan .....	28
Osaka .....	29
Tokyo .....	29
Korea .....	30
New Zealand .....	30
Pakistan .....	31
Philippines .....	32
Sri Lanka .....	33
Thailand .....	33
<b>EASTERN EUROPE: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION .....</b>	<b>33</b>
Czechoslovakia .....	34
Hungary .....	34
Poland .....	34
Romania .....	35
USSR .....	35
Yugoslavia .....	36
<b>WESTERN EUROPE: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION .....</b>	<b>37</b>
Austria .....	37
Belgium .....	37
Britain .....	38
Denmark .....	39
Finland .....	40
France .....	40
Germany .....	40
Berlin .....	42
Bonn .....	42
Frankfurt .....	43
Munich .....	44
Greece .....	44
Ireland .....	44
Italy .....	45
Milan .....	45
Rome .....	46
The Netherlands .....	47
Norway .....	47
Portugal .....	48
Spain .....	49
Sweden .....	49
Switzerland .....	50
Berne .....	51
Geneva .....	52
Turkey .....	53
<b>LATIN AMERICA: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION .....</b>	<b>54</b>
Argentina .....	54
Brazil .....	55
Brasilia .....	55

Sao Paulo .....	56
Chile .....	56
Colombia .....	56
Costa Rica .....	57
Guatemala .....	58
Mexico .....	58
Peru .....	58
Venezuela .....	59
<b>CARIBBEAN: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION .....</b>	<b>60</b>
Barbados .....	60
Cuba .....	60
Guyana .....	61
Haiti .....	61
Jamaica .....	61
Trinidad and Tobago .....	62
<b>UNITED STATES: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION .....</b>	<b>62</b>
Atlanta .....	63
Boston .....	64
Buffalo .....	64
Chicago .....	64
Cleveland .....	64
Dallas .....	64
Detroit .....	65
Los Angeles .....	65
Minneapolis .....	65
New York .....	65
San Francisco .....	66
Seattle .....	66
Washington .....	66

# **REPORT ON EMPLOYMENT OPPORTUNITIES ABROAD FOR FOREIGN SERVICE SPOUSES AND DEPENDANTS**

## **1. PURPOSE OF THIS REPORT**

This report is a compilation of information on employment opportunities for foreign service spouses and dependants provided by Canadian Missions abroad. The workability of the Reciprocal Employment Agreements, where applicable, is discussed. A guide is given as to work generally available within the Mission for spouses, including Community Coordinator and Registered Nurse contracts. The approximate number of spouses employed in a year at a mission as locally engaged staff (LES) is also indicated. Laws and regulations governing local employment are provided and recommendations as to language training, qualifications, etc. are given. Whenever possible, lists of potential employers are included.

## **2. BACKGROUND INFORMATION**

While neither Headquarters nor missions can act as an employment agency, the Department will offer encouragement and whatever assistance is possible to spouses and dependants seeking employment. Unfortunately, appropriately paid work abroad, particularly at a professional level, is not easy to find. In many countries of the world there are linguistic, legal, and economic restrictions on employment of non-nationals. As a consequence, only a portion of those who seek work while abroad are able to find jobs compatible with their expectations. Many seek a compromise in volunteer or study activities related to career interests. If members of your family are interested in employment while abroad, they may find the following information and suggestions helpful

### **- The Spousal Employment Counsellor at the Posting Services Centre**

At the Posting Services Centre (ABC) in the Lester B. Pearson building, you may consult with the Spousal Employment Counsellor on employment opportunities at various mission, or request help in drawing up an employment resume. Reference material is available: sample resumes, typical interview questions, useful addresses and books and pamphlets on employment at home and abroad. Once your posting is confirmed, the Spousal Employment Counsellor can send a telegram to the mission to inform them of your employment interests, and to give your background and experience. If there is a good chance of your obtaining work at the mission, and a security clearance is required, you should request a set of the necessary forms from the Employment Counsellor. You will then be ready to submit them to the mission when requested to do so.

The Posting Services Centre also offers workshops for spouses on topics such as resume writing and job interview skills, career/life planning, job search techniques, portable careers, volunteer work, entrepreneurship, and introduction to passport application processing and consular services.

The Posting Services Centre also offers workshops for spouses on topics such as resume writing and job interview skills, career/life planning, job search techniques, portable careers, volunteer work, entrepreneurship, and introduction to passport application processing and consular services.

It is wise to hand carry to the place of assignment professional credentials, transcripts of marks, letters of reference, work samples, and a good resume to the post.

Upon return to Headquarters, you may wish to participate in some of the workshops at the Posting Services Centre which focus on employment in Canada. You could also work out a job search strategy with the Employment Officer. You may leave an up to date resume on file, and fill out a spousal employment form so that your employment history can be entered in the Data Bank. Occasionally, requests are received for applicants from our files. For the most part, however, it is up to the individual to look for specific job openings. The Employment Counsellor can help with suggestions on resume format, appropriate places to apply, and liaising with the Public Service Commission, for those who would like to work in the public service.

Whether abroad or in Ottawa, be sure to send your current address to The Posting Services Centre so that you continue to receive "Direct Communication With Spouses" mailings, and the magazine, Liaison.

#### - Spouses Presently Working: Leave Without Pay

Those employed with the Public service should look into the possibility of obtaining work abroad at the mission, or else a leave of absence from their present position, to facilitate re-employment once they return. Under the agreement between the Treasury Board and the Public Service Alliance of Canada, at the request of an employee, leave without pay for a period of up to five years shall be granted to an employee whose spouse is temporarily relocated. Superannuation contributions must be paid for periods of leave without pay. Contributions are compulsory, and are double the amount the contributor would have paid if he or she had not been absent. They are paid at the double rate since the employee has to pay both his or her own share and the government's share of contributions.

Upon the employee's return to duty they may be paid either:

- a) in a lump sum payment within thirty days of the employee's return to work, or

- b) by deducting from salary in equal instalments beginning from his or her return to duty and extending over a period equal to the period of leave without pay.

If desired, spouses employed outside the public service should try to make arrangements to return to their work at the end of the posting, though this is often difficult.

Military personnel should consult with their own personnel officer regarding internal regulations on leave.

It is interesting to note that through a special arrangement with the United States, spouses accompanying an employee posted there can claim unemployment insurance benefits as if they were in Canada. Unfortunately, this is the only country with whom we have such an agreement.

#### **- Countries where there is no Reciprocal Employment Agreement**

In the case of countries where there is no REA, it may still be possible to find employment at the mission as locally engaged staff, replacing staff on holiday, teaching English or French to Canada-based staff, or as Community Coordinator. (About 50 of our missions hire a Community Coordinator on local contract to welcome newcomers, run an information centre, organize community activities and publish a community newbulletin. Candidates for the work must submit a proposal to the mission and should have been living at the mission for at least six months.) One may also work with international organizations or other embassies (although they would probably give preference to their own spouses.)

#### **- Foreign Service Directive 17**

Spouses on posting who were employed in their profession up until six months prior to their departure should consult Foreign Service Directive 17 regarding reimbursement of dues to professional associations while abroad, and retraining on return to Canada. This directive is administered by the Posting Services Centre. For reimbursement, proof of employment in the relevant profession to within six months of being posted, proof of prior membership in the association, a letter from the professional association certifying the requirement of such dues, and the original receipt for payment of the dues should be submitted to the Posting Services Centre. In subsequent years on the same posting, one need only submit the receipt. Only original receipts are accepted.

#### **- Once you arrive at the Mission**

At the mission, you could ask the Community Coordinator or Administrative Officer for employment suggestions, and comments on restrictions and legal formalities. You should also investigate possibilities through new contacts, working colleagues, and information interviews with local organizations. Self employment is another possibility for those with a transportable skill such as tutoring, photography, writing, word processing, catering, etc.



### 3. RECIPROCAL EMPLOYMENT AGREEMENTS AS OF JANUARY 1990

Reciprocal Employment agreement (REA's) now exist with 26 countries, and are "deemed to exist" in several others, covering 52 missions and 47% of the spouses of Canada-based staff.

REA's allow, on a reciprocal basis, spouses and children at Canadian missions to enter the local labour market on a basis of equality with the local population. They remove all restrictions on employment except in those cases where there is a requirement for a security clearance, or for specific qualifications in certain professions. Spouses and/or dependants obtaining employment under the terms of an REA normally lose all immunity from civil and administrative jurisdiction with respect to all matters arising out of such employment. They are also liable for Canadian income tax for any earnings from employment. (Tax paid abroad may be credited towards tax owed in Canada. This question should be raised with Revenue Canada when submitting an income tax return.)

<b>ARRANGEMENTS/ AGREEMENTS</b>	<b>ARRANGEMENTS/ AGREEMENTS DEEMED TO EXIST</b>
Australia	Hong Kong
Barbados	Ireland
Brazil	Ivory Coast
Britain	
Colombia	
Denmark	
Finland	
France	
Germany	
Ghana	
Guyana	
Haiti	
India	
Israel	
Jamaica	
Mexico	
Morocco	
New Zealand	
Norway	
Peru	
Philippines	
Spain	
Sweden	
Trinidad and Tobago	
United States	
Zambia	

## 4. EMPLOYMENT OPPORTUNITIES FOR SPOUSES: GEOGRAPHICAL REGIONS

### AFRICA: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION

Job opportunities exist at most of the posts in Africa, especially in the fields of teaching and medicine. As is often the case, preference is given to locals when hiring. In some countries there is a huge labour market of highly-qualified unemployed nationals; in others, expatriates are needed to fill specialized positions. Salaries are low and often in a local currency which is not readily convertible to hard currency.

Unlike Europe, the potential employee who speaks only English and/or French has a good chance of being hired. The ability to work in the local language is necessary in only a few countries.

Persons with professional qualifications are urged to take all of their documentation, including originals, with them. The usual licensing requirements do not appear to be in force in many countries as the need for qualified people, especially medical personnel, is so great.

Secretaries and clerks have a good chance of finding employment with other missions, with international organizations such as the UN, or with multinational companies as, in most posts, these employers do not fall under the local regulations.

There are many opportunities and a great need for unpaid volunteer work in the fields of medicine, teaching, nutrition, etc. In several countries, one can study various languages and learn new skills.

#### ALGERIA (Algiers)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The many foreigners who work in Algeria are brought in under international contracts concluded by the government or one its nationalized companies. For a person already in the country the opportunities for employment are extremely limited. The chances of finding employment are further reduced by the vastness of the government sector and its Algerians-only hiring policies. This virtually eliminates any chance of practising a profession or specialized trade in fields such as education, medicine, or management.

The only possibility of finding employment locally is in our own or a friendly embassy, or in a secretarial, translation or interpretation capacity with a Canadian company. However, these opportunities are quite limited. There is also

the possibility that the authorities will require a work permit which is very difficult to obtain.

The only opportunity in the teaching field is at the American School of Algiers where teachers of English and French are occasionally employed.

### **Potential Employers**

United Nations Development Programs  
American Embassy  
Comstock-Fitzpatrick-Howe  
Vereinigte-Edelstahl-Werk (V.E.K.)  
Standard Electrica SA. (S.E.S.A.)  
ITT-AME ITT Africa Middle East  
Australian Embassy  
American School  
Lavalin International Inc.  
Northern Telecom Algeria

### **CAMEROON (Yaounde)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Employment opportunities for spouses are limited as the Cameroonian government encourages the hiring of Cameroonians where possible in all sectors of the economy. In spite of this, most spouses who wish to work outside the home will not have great difficulty in finding a job.

Embassies, international organizations, hospitals, some foreign companies, and schools are generally exempt from these regulations and thus there are some opportunities for office employment in secretarial, administrative and accounting capacities. Jobs are usually available in areas where local skills are lacking such as professors, engineers, scientists, nurses, doctors, etc.

### **Potential Employers**

American Embassy  
De Havilland Air Craft  
Bombardier Locomotive  
Boston Bank Cameroon. S.A.  
Bombardier Logistique  
Camron Pipe Division  
SCAC Transport Canada Inc.  
The International School of Yaounde  
Collavino Inc.  
Ecole Internationale le Procy

## CÔTE D'IVOIRE (Abidjan)

Reciprocal Employment Agreement: Deemed to exist  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

There are few openings for paid employment. In theory, a work permit is required from the Ministry of Labour and, at present, there is no agreement between Ivory Coast and Canada for such permits. That means the schools, hospitals, government departments and other public services are definitely closed to Canadians. On the other hand, there is more flexibility in the private sector. "Local contracts" are awarded and the candidates are selected by the agencies or services.

Whatever your interests and aptitudes, let it be known that you are seeking employment since personal contact is the most effective way of finding an opening.

Most possibilities are in the secretarial field. Contact the embassies, the multinational corporations and travel agencies, especially in September and October when most people leave. Temporary replacements are required on a year-round basis. The French Mission for Permanent Cooperation has a bulletin board where secretarial jobs are regularly posted.

At present four of the Canadian spouses are working: three as secretaries at the Canadian Embassy, the American Embassy, and a travel agency; the fourth represents a firm of Canadian consultants.

It should not be difficult to obtain a teaching position in Abidjan. Leave your curriculum vitae with Mr. Maurel of the Association des écoles et collèges privés, which has offices in the administrative area of the Collège Mermoz. The greatest demand is for science teachers. The minimum requirement for this association is community college graduation.

To teach in the private primary schools in Ivory Coast, one must have the equivalent of at least grade 12. Experience is not compulsory. Teachers often resign just before school begins in September and October. One should contact the school principal directly at these times.

For social service, medicine, etc., the only openings are as volunteers. Contact the Catholic parishes and missions if you are interested in doing volunteer work. One need not be a Catholic. The missions are well-informed as to what is needed in areas such as literacy, dispensaries, social assistance for young mothers, etc.

Once in Abidjan you can contact CARITAS International which is located in private quarters above the Peyrissac hardware store in the Plateau. Volunteer workers prepare material for distribution to LDCs and dispensaries and make handicraft items to sell.

## Potential Employers

Ambassade de France/Centre Culturel Francais  
Ambassade d'États Unis  
International Community School Abidjan  
Programmes Nations Unies Développement  
Fond Nations Unies L'Enfance (UNICEF, ESCWA, UNDP)  
Délégation Communautés Européennes  
Banque Africaine Développement (B.A.D.)  
Cegir  
Polyclinique Int'l. Sainte Anne Marie  
Compagnie Radio Maritime (C.R.M.)  
Benevolant Centre Medical

## EGYPT (Cairo)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

There are limited employment opportunities for spouses outside of the international community. International companies frequently have positions for ex-patriate professionals such as engineers, geologists, etc. Qualified teachers, especially of English as a Second Language, and nurses are in high demand with expatriate schools and companies. The Embassy should be contacted as soon as possible regarding employment.

## ETHIOPIA (Addis Ababa)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Employment opportunities for spouses are limited to international organizations, embassies, or schools for foreign children. Unless a spouse is hired as expatriate staff (with the UN for example), a work permit is required. In general, work permits will be issued only if the Ethiopian Government accepts that an Ethiopian cannot fill the position. This is not usually a difficulty for local hirings by expatriate schools or international organizations but virtually excludes hiring by private firms or government agencies.

Local salary scales range from C\$400 per month for secretaries to C\$800 for professional positions such as teachers. Ethiopian income tax, in the range of 10% to 25% (plus an 8% surcharge in the first year only), must be paid.

## GABON (Libreville)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Unemployment has risen sharply in recent years and thus employment is difficult to find. A secretary earns between \$1200 and \$1600 per month at the current exchange rate.

A few diplomatic missions such as the French and American Embassies, and international organizations such as the EEC and the UN, can be considered potential employers. There are a few multinational banks, airline and oil companies. With luck, one might find full or part-time employment in the medical or educational sectors.

## GHANA (Accra)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

*[Note: One should arrive in Ghana with at least 10 copies of testimonials--copies of degrees, employer's statements, etc.-- and up-to-date letters of reference. In addition, at least 40 "passport type photos" are required for various forms and visas.]*

The High Commission will assist any spouse in obtaining employment and Canadian nationals have preference for High Commission openings. On the local market, Ghana has an interest in hiring its own citizens first.

There are openings in certain areas, particularly in the teaching and nursing professions, such as teaching all ages, child care, library work, and services in private clinics. Teachers are in great demand by the international schools. Other diplomatic missions tend to hire their own nationals first. One can also do private tutoring in English, piano, and dance.

Advertising for expatriate openings is by word of mouth. All companies are subject to quotas on the number of expatriates they may employ. Raising the quotas is very difficult if not impossible; the trend has been to reduce them. Even within their quotas, companies must apply to fill the vacancies and give evidence that the job could not be filled by a Ghanaian. Successful candidates are typically very highly qualified.

Applications must be made by the hiring company to the Immigration Quota office in the Ministry of Internal Affairs. For dependants of High Commission staff, whose visas do not permit them to work, clearance must also be obtained from the Ministry of Foreign Affairs and a regular passport must be issued.

Unless one works for expatriate institutions, payment is in Cedis which are not convertible to hard currency. Salaries are very low by Canadian standards and are readily spent in helping to defray the high costs of living in Accra.

Dependants who wish to may enrol in university courses or attend courses which some qualified women have set up to teach skills in ceramics, macrame, needle-point, painting, etc.

### **KENYA (Nairobi)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Job opportunities for foreigners are restricted due to the government's policy of "Kenyanization". The policy has been in effect for some time but the government does accept that there remain requirements for foreigners in certain job categories. This is particularly so in various professional and technical fields. Fully qualified teachers are able to obtain work permits for teaching in private schools, including the International School of Kenya, which operates under the auspices of the American Embassy and the High Commission.

For individuals with training and experience in general administration, secretarial and clerical work, employment opportunities are more restricted as jobs are only available with diplomatic missions and international organizations.

#### **Potential Employers**

Canadian High Commission  
United Nations Development Programme  
United Nations Centre for Human Settlements  
Australian High Commission  
International School of Kenya  
UNICEF  
British High Commission  
United Nations Environmental Program  
École Française de Nairobi  
American Embassy

### **MALI (Bamako)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

With luck one can find paid employment such as temporary secretarial work, principally in the American Embassy. Salaries range from \$4,000 to \$10,000 per year for a secretary.

Volunteer work is welcome everywhere. The Institut Marchoux, for example, readily accepts help from foreigners.

### Potential Employers

Programme des Nations Unies pour le Développement  
Institut National des Arts  
Fonds des Nations-Unies pour L'Enfance  
Programme Alimentaire Mondiale  
Organisation Mondiale de la Santé  
Unité de Santé Ambassade Americaine  
Pièces Imports Express  
Centre d'Études et de Coop. Int'l.  
MONITEC (Consultants internationaux)  
Les Pichoums (Garderies)

### MOROCCO (Rabat)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

There are very few opportunities for spouses to engage in gainful employment in Rabat.

In addition to the positions of nurse and Community Co-ordinator, CIDA occasionally offers contracts to spouses with the requisite qualifications.

It is possible to find employment as a teacher or substitute teacher at the American school, and at the schools of the French mission as a supervisor or substitute. Some spouses give private language lessons at home, or instruction in calligraphy, sewing, etc.

Despite the recent Reciprocal Employment Agreement, good jobs are still hard to find.

### NIGERIA (Lagos)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes



As it is extremely expensive to hire and equip expatriate staff in Lagos, spouses who are already covered through their husband's/wife's social benefits are usually able to find work.

Potential employers are from a wide spectrum and, therefore, a list would not give an accurate picture of the Lagos job market. A few opportunities, principally secretarial and clerical, are available in diplomatic missions including our own. The international schools often employ qualified teachers in part-time and substitute teaching positions.

### **SENEGAL (Dakar)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

A permit is required to obtain employment in Senegal. Employment opportunities are limited to those in categories such as physician, teacher, nurse, etc. At one time it was possible to obtain secretarial work with international organizations, embassies, or business offices although the salaries were less than in Canada. This is becoming increasingly difficult however.

#### **Potential Employers**

Cegir Inc.  
UNESCO  
International School of Dakar  
International Nursery School of Dakar  
Institut Sénégal-Britannique  
U.S. A.I.D.  
C.R.D.I. (Centre de Recherches pour le Dev. Int'l.)  
Bureau C.A.T. Coopération Canadien

### **SOUTH AFRICA (Pretoria)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Employment opportunities for spouses in South Africa are practically non-existent even for those who possess professional or technical skills which are in high demand such as some fields of medicine. Further, if the spouse is not bilingual in English and Afrikaans, the position would not likely be available.

Only in the most exceptional cases will the Department of Foreign Affairs recommend that a necessary work permit be issued. In those rare cases when a permit is granted, the employee is required to waive diplomatic immunity in all matters relating to his/her employment. Such a situation would not be acceptable

to our mission. A work permit is not required for employment with embassies but such opportunities are rare.

When vacancies occur in our Embassy, preference is given to hiring permanent members of the locally-engaged staff, followed by qualified spouses.

There are any number of volunteer activities available, particularly in the non-white sector.

### TANZANIA (Dar-es-Salaam)

Reciprocal Employment Agreement: No

Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: Yes

Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Opportunities for employment, while limited because of the preference for hiring Tanzanians, do exist. There are more choices for persons willing to accept Tanzanian wages or, at least, salaries which are lower than those they might expect in Canada.

Work permits are required by expatriates working in Tanzania. The employer usually assists in securing it. Spouses should bring a good supply of curriculum vitae and passport photos for the lengthy administrative procedures which precede the actual employment.

Qualified teachers at both primary and secondary levels stand a good chance of getting a full-time or supplementary position at the International School. One should write well in advance to: The Headmaster, International School, P.O. Box 265, Dar-es-Salaam. Another English-speaking possibility is the Adult Education Centre (Lumumba Street) which occasionally needs part-time teachers in various fields. If interested, contact the Resident Tutor or the Public Relations Officer.

Those who speak French fluently may find teaching jobs at the École Française de Dar-es-Salaam. Write to : Directeur de l'École Française, P.O. Box 2183, Dar-es-Salaam. There might also be openings at the Alliance Française.

Anyone interested in tutoring privately might contact the above schools.

Teachers of musical instruments, and especially of voice, are always needed at the Music Conservatoire of Tanzania. The Conservatoire prepares for the examinations of the Associate Board of the Royal School of Music, London, England.

Occasionally there are teaching positions open at the university, especially in scientific fields and English writing skills. For political reasons expatriate teachers are generally not hired to teach social sciences. Getting oneself hired can be very time-consuming. Even if the department needs a teacher it may not have funds to cover the salary. If the department does pay the salary, it will be

very low by Canadian standards. The salary, and chances of getting a position, will be better if the position is sponsored by a foreign government or agency. Carleton University has, in theory, a teacher exchange programme with the University of Dar-es-Salaam. This could be one way to arrange a teaching position at the University in Dar. For information, contact the Director of the Paterson Centre, Carleton University.

Medical personnel such as physiotherapists and nurses might find employment at the Muhimbili and Aga Khan Hospitals. Working conditions are difficult and the pay is low. Nurses might find openings at schools and with international organizations. The best person to consult for openings in the health care sector is the public health nurse at the Canadian High Commission.

Secretarial and clerical positions are occasionally available in embassies and international organizations. A second language is an asset. A knowledge of Swahili is usually required to work for one of the international companies. The salaries are very low.

Qualified librarians should check with the Chief Librarian at the Public Library, the International School, and the Gymkhana Club.

Tanzanian self-reliance makes it difficult to do volunteer work in the sense in which it is usually understood in Canada although certain avenues can be explored. Teachers can check out the possibility of teaching English or crafts to handicapped children at the Mgulani Salvation Army School. Occasionally, helpers are needed for the private nursery schools which spring up in the homes of expatriate women.

Useful volunteer work can be done in health-related areas. One can work with handicapped children at the Muhimbili Rehabilitation Centre: at the moment, a small number of persons take the children swimming at the yacht club once a week. Other suggestions are: working for the Family Planning Clinic, the Red Cross Well Baby Clinic which can use non-medical as well as qualified personnel, and other clinics such as prenatal.

Many spouses do indirect volunteer work through participation in the many women's groups which raise money for needy causes.

For those spouses who might wish to study, the Adult Education Centre offers evening classes in various subjects such as Personnel Management, Production Management, Bookkeeping, Marketing Economics, Shorthand, English, Swahili, French, Arabic, Drawing and Painting, Reading and Writing, Music, Law, and Mathematics. These are open to anyone. The language of instruction is English.

The Alliance Francaise and the Goethe Institute also offer language courses and Swahili instruction is given both privately and in several institutions.

## Potential Employers

T.I.S.C.O. (Tanzania Industrial Studies & Consulting Organization)  
International School of Tanzania  
American Embassy  
Caltex Oil Tanzania Ltd.  
G.T.Z. (Deutsche Gesellschaft fur Technische Zusammenarbeit)  
The Beauty Clinic  
United Nations Development Program  
University of Dar-es-Salaam  
British High Commission  
Cooper & Lybrand

## TUNISIA (Tunis)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

It is very difficult, if not impossible, for spouses to find paid work since it is Tunisian policy to give preference to Tunisian citizens. There are no longer openings for teachers in primary and secondary schools as Tunisia can now meet its own needs and even sends teachers to other countries. Wages are much lower than in Canada.

Canadians might find employment with international organizations such as WHO, the UN, CARE, HOPE, and the FAO but they must comply with Tunisian administrative formalities in order to work legally for such bodies.

## Potential Employers

American Embassy  
Equipol (Export-Import Firm)  
SNC (Barrage El Houareb Project)  
General Motors  
ESSO  
Banco du Brasil  
Tunis Hilton Hotel  
Polyclinique Taoufik  
Lycée Français  
American Cooperative School of Tunis  
United Nations Development Programme  
U.S. A.I.D.

## ZAIRE (Kinshasa)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 3

Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

It is strongly recommended that spouses plan to look for work even if it is only part-time or volunteer. There are various employment opportunities, especially in the embassies or in foreign companies where many foreigners are hired. There are also a few openings for teachers, secretaries and accountants. Payment is in foreign or local currency, or both.

Zaire has undertaken a campaign against the hiring of expatriates which reduces the number of jobs available. On hiring an expatriate, each employer is obliged to train a Zairean replacement.

### Potential Employers

U.T.A.  
Swiss Air  
American School of Kinshasa  
Zaire Travel Service  
The World Bank

### ZAMBIA (Lusaka)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Opportunities for employment are limited but it is possible to find work. Under Zambian regulations, spouses and dependants are allowed to work for other missions, including the UN, but only in a local position if there is no Zambian to fill it.

It is necessary to bring original documents (birth certificate, marriage certificate to prove that you are married to a High Commission employee, other certificates, diplomas, degrees, etc.). Certified copies are not accepted. These documents are required for teachers, nurses, and anyone else who has professional qualifications.

Qualified teachers are usually in short supply. Positions as school psychologists or guidance counsellors are also occasionally available. The International School of Lusaka offers the best salary and benefits at approximately K10,000 annually with the opportunity to remit a portion into foreign exchange. It is a primary and secondary school with both local and foreign students. Lake Road School and Nkhwazi School often need teachers as well but the salaries and benefits they offer are lower. Each school guarantees a place to the children of its teachers. Contracts are usually for two years. Applicants should have a degree and/or teaching qualifications.

CUSO occasionally funds salaries for locally-engaged cooperants in a governmental or non-governmental organization such as the YWCA. However, the salaries are low.

The Food and Nutrition Council sometimes requires food economists or persons with a background in nutrition, food sciences, or public health. Some travel may be involved. The salary is low but an agency such as CUSO might top it up.

The MinBank and Care For Business Clinics hire nurses from time to time. All applicants must be registered with the General Nursing Council, one reason why original documents must be provided.

The occasional secretarial, administrative or editing job may be found at organizations such as UNICEF or the World Bank, or with embassies and High Commissions but these openings are rare.

Opportunities are also available for volunteer work especially as teachers. Volunteers are needed at the YWCA, the Child Care and Adoption Society, the Girl Guides, the Cheshire Home for Handicapped Children, and Planned Parenthood.

### Potential Employers

CUSO, P.O. Box 36812

American Embassy

British High Commission

Nkhwazi School (Headmistress, P.O. Box 30721)

Lake Road School (Principal, P.O. Box 320042)

International School of Lusaka (Mr. Ambrosio Elio, Superintendent)

Care for Business Clinic (Chadwick House, P.O. Box 32119)

MinBank Medical Services

MinBank Clinic (P.O. Box 30209)

Food and Nutrition Council (Mr. A.P. Vamoer, Executive Director, P.O. Box 32669)

The World Bank

### ZIMBABWE (Harare)

Reciprocal Employment Agreement: No

Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1

Community Coordinator contract work exists: Yes

Registered Nurse position exists at the mission: No

The Ministry of Foreign Affairs has informed all missions that spouses of foreign-based personnel may not take up any form of employment in Zimbabwe without permission of the Ministry. In practice, it is extremely difficult to obtain a special authorization. Since the Government of Zimbabwe has declined to enter into a bilateral agreement to permit the employment of spouses on a reciprocal basis, this situation will probably continue.

## MIDDLE EAST: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION

The employment situation in the Middle East varies considerably from one country to another. There are employment opportunities for some professionals, especially teachers. Others, such as engineers and economists may also find work, particularly with multinational companies. Secretaries and clerks may find employment in the Canadian or other embassies, or with multinational companies but frequently the local culture mitigates against this. A knowledge of Arabic, or Hebrew in Israel, would be a definite asset in job hunting.

### IRAQ (Baghdad)

Reciprocal Employment Agreement: No

Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: Yes

Registered Nurse position exists at the mission: Yes

The possibilities for spousal employment remain reasonably good for specialized, qualified candidates, and somewhat less so for generalists. The Embassy endeavours to employ spouses of Canada-based staff in two positions, commercial secretary and consular/visa assistant. These positions are held for spouses before being filled from outside the Embassy.

Candidates who possess keyboard skills will find employment opportunities as secretaries, clerks, and "Persons Friday" in several diplomatic missions and foreign-based companies. There are also limited clerical vacancies such as consular/visa clerks, supply clerks, material maintenance clerks, etc. These positions are fewer in number and, consequently, there is much more competition.

There is a continuing need for qualified teachers of kindergarten to grade 12 at the Baghdad International, French, and Italian schools. The likelihood of qualified spouses and dependants acquiring these positions is extremely good.

The possibilities of obtaining positions in professional categories other than teaching are more limited: economists, statisticians, researchers, and personnel specialists can only hope for employment with agencies such as ESCWA, UNDP or UNICEF.

The ongoing Iraq/Iran war has had an effect on the number of positions available as many foreign companies and some diplomatic missions have reduced their office staffs considerably. Salaries remain reasonably good: for example, a fully-qualified secretary could expect to receive approximately Iraqi dinars 400-450 (C\$1600-1800) per month. Some embassies and foreign companies have arrangements for off-shore salary payments for non-Iraqi nationals in either US dollars or pounds sterling. Other positions are paid in Iraqi dinars, of which 50% can be remitted through the Iraqi National Bank for US dollar travellers cheques. The remittance procedure through the Iraqi bureaucracy is not one of life's greatest joys but can be accomplished.

## ISRAEL (Tel Aviv)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Employment opportunities for the spouses of Canada-based staff are limited. A prerequisite for most positions in Israel is a knowledge of Hebrew. This can be acquired by attending a five-month Hebrew language course upon arrival.

### Potential Employers

Tabetha School  
Sightseeing Travel and Tours  
Australian Embassy  
Multinational Force and Observers  
British Embassy  
Hilton Hotel  
American International School  
Herzliya Medical Centre  
American Embassy  
CP Air

## JORDAN (Amman)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The Ministry of Labour has refused the Canadian request for reciprocal work privileges which reduces prospects for employment on the open market. There are possibilities in special situations such as foreign enterprises where competence in Arabic is not obligatory. There are also possibilities in certain fields at the three universities or for specific research projects. Teaching posts are sometimes available for qualified persons in local private schools. Those with media experience can occasionally find employment.

The Jordanian work week is six days, Saturday to Thursday.

## KUWAIT (Kuwait)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No



Kuwaiti authorities require that spouses or dependants who undertake work outside the embassy lose their diplomatic status. Thus, the only possibilities for employment would be those which may arise through staffing locally-engaged positions.

### **SAUDI ARABIA (Riyadh)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

In the conservative society of Riyadh, stringent restrictions on women working are increasing and thus there are a limited number of opportunities, (and great competition among expatriate spouses) for well-paid positions in the hospitals, embassies and international schools which are allowed to employ them.

Private companies also (illegally) employ women because of the great demand for people with office skills. There is always the possibility of raids by the religious police, however, which usually results in a fine for the employer and perhaps some harassment of the female employee.

Those interested in employment should contact the Embassy as soon as their posting to Riyadh is confirmed.

#### **Potential Employers**

Saudi Arabia International School

### **SYRIA (Damascus)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Employment opportunities are limited for spouses who do not have Arabic. The only spouse currently employed is a former Australian communicator who has obtained occasional temporary employment with that Embassy. There does not appear to be any prospect of improvement in this area although it is always possible there might be an opening for bilingual (French/English) professional or secretarial/clerical help in one of the UN agency offices.

There are some openings for teachers of conversational English in the ESL program sponsored by the USIS. Some professional ESL teachers are contract employees sent from the United States but other positions are filled by people hired locally. Training is made available through seminars, videos, and on the job. The French Cultural Centre hires qualified French teachers if sufficient French nationals are not available. The Damascus French School recruits the majority of its teachers locally.

## ASIA AND PACIFIC: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION

Employment opportunities lie principally within the embassies, including our own, the international organizations, with CIDA, and in teaching in one of the international schools. A knowledge of the local language, while useful in obtaining employment, is not always mandatory.

Volunteer work is available for everyone who has something to contribute.

### AUSTRALIA

At the present time dependants of Canada-based personnel resident in Australia are not prevented from seeking and holding gainful employment provided that: formal Department of Foreign Affairs (DFA) concurrence is sought and obtained prior to the dependant's accepting an offer of paid employment; the individual in question, if a diplomatic dependant agrees to a waiver of diplomatic immunity "should the occasion arise"; and Australian income tax is paid on the Australian income earned. Normally the DFA will not withhold approval, except for positions in the Australian public service which has been ruled "off-limits" to diplomatic dependants. Formal DFA approval need only be sought in cases involving full-time employment and "permanent (i.e. more than six months duration) continuing part-time employment". Approval is not required for "casual employment", i.e., employment on a part-time or irregular basis, of less than six months duration, such as grass-cutting, baby-sitting, etc.

Full-time working dependants of Canada-based personnel are obliged to file an Australian tax return (the taxation year is 1 July to 30 June). Under the terms of Revenue Canada regulations, such individuals are also required to file a Canadian tax return on their Australian earnings, inasmuch as any Canadian public servant or member of the Armed Forces posted abroad, and their dependants are, for purposes of taxation "deemed to be resident in Canada regardless of where they live". (Revenue Canada Interpretation Bulletin IT-221, 26 May 1975). When filing the Canadian tax return, documentary evidence indicating the total Australian income earned and substantiating the amount of Australian tax paid must be attached. If the Australian tax payable is less than the amount which would have been paid in Canada in similar circumstances, the difference must be paid to Revenue Canada. Experience has shown that the Australian taxation rate on the types of full-time employment generally available to dependants in Australia usually exceeds the Canadian tax rate and therefore no tax is payable to the Canadian government. Further details on the double taxation question can be obtained from Revenue Canada Interpretation Bulletins which are available at the mission.

The Administration Office of the High Commission must prepare a formal request for permission for Canadian spouses and dependant children to work in Australia.

## Canberra

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The restriction on non-public service employment in a city such as Canberra, which is largely a "government town", narrows the job opportunity field considerably. The current unemployment rate in Canberra is 6.4%. Provided the prospective job-seeker possesses relevant job experience and skills, and is prepared to persevere in the job hunt, positions can be found.

In recent years, spouses of Canada-based officers at the mission have found part-time employment as teachers, laboratory assistants and research assistants. Qualified persons will easily find clerical and keyboard work. Dependant children have found casual employment as babysitters, waitresses, garden maintenance workers, etc.

Salaries for full-time employment in the lower wage scales are generally similar to, or better than, Canadian equivalents. In the upper scales they are apt to be lower. Annual leave provisions are usually more generous than those in Canada for comparable positions.

### Potential Employers

Canberra College of Advanced Education  
David Jones (Aust.) Pty Ltd.  
Transaustralia Airlines  
Westpac Banking Corporation  
Canberra International Motor Inn  
Royal Canberra Hospital  
A.C.T. School Authority  
Australian National Gallery  
Woden Valley Hospital  
Hewlett Packard

## Sydney

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

While employment opportunities are scarce, and would depend on the special capabilities of the diplomatic dependant, opportunities can be found. Interested individuals should write to the Post for further information about vacancies in specific vocations since preference is usually given to Australians. Current unemployment is about 9%.

## BANGLADESH (Dhaka)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Job opportunities for spouses are very limited unless the person concerned is fluent in Bengali. Even then, there are restrictions on the employment of foreigners with other than diplomatic missions and international agencies where there are occasional openings for secretarial or clerical positions. Every so often openings arise in a number of job categories within international agencies, sometimes at good expatriate salary levels. For those fortunate enough to find work with a mission, the highest salary that can be expected is about \$700 per month although salaries are generally lower.

Qualified teachers may be able to work at the American International School. There are also some dependants who find work as contract researchers for large development organizations.

Doctors and nurses can usually find some type of employment.

There are some opportunities for volunteer work, either with international NGO's, or with Bengali groups although these depend on changing circumstances.

## CHINA

### Beijing

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 4  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

China has no reciprocal agreement with Canada on spousal employment. Therefore, the Chinese have declared that spouses of diplomats, holding diplomatic passports, cannot work for any Chinese unit or foreign business operating in Beijing. There is no visible enforcement of this regulation at the present time but the threat of the loss of their diplomatic immunity discourages spouses from seeking employment in the private sector. The Embassy also discourages spouses from "testing" the resolve of the Chinese to enforce their own regulations. However, the general opinion is that spouses can continue to work, with diplomatic immunity, in embassies of other countries.

The Canadian Embassy has a modest "spousal work programme" consisting of one person-year on the Embassy establishment which can be divided into various segments to provide full or part-time employment in secretarial or other capacities. The Embassy is also able to offer casual part-time employment to greet visitors at the airport or assist in other administrative capacities. Teenage

children can sometimes earn pocket money by writing out invitation cards for large receptions, etc.

Outside the Embassy there are limited job opportunities for spouses in Beijing. Teaching is one: either at the International School or at one of the schools run by individual embassies. Very occasionally, spouses have been able to obtain positions teaching English in Chinese institutions.

The western business offices which began to burgeon in Beijing during 1979/80 sometimes look for girl/man Fridays to assist in running the office, answering telexes, mailing, typing, arranging programmes for overseas visitors, etc. These jobs pay well but can be rather taxing and frustrating. Increasingly, they require an adequate knowledge of Chinese.

The western embassies usually employ a number of locally-engaged expatriates, generally in clerical or secretarial positions. At present (but this was not the case a year or two ago), there is a great shortage of good secretaries and PA's and such skills are, accordingly, in great demand.

Other opportunities which occur from time to time include nursing or para-medical work, either assisting one of the few foreign doctors in the diplomatic community or working for an embassy, tutoring some of the limited number of secondary school aged children in Beijing, or assisting in the operation of one of the commissaries. Another possibility is to set up as a painter or handyman and, provided the quality of work is high enough, many embassies will be only too pleased to use your services in preference to that of the DSB.

In April 1987, the Chinese authorities announced that embassy spouses working for schools, companies and Chinese institutions would be required to pay local taxes and surrender their diplomatic privileges and immunities. They appear also to be seeking to apply the same restrictions to employment in other embassies. The issue has not yet been resolved but it is

### **Potential Employers**

Australian Embassy  
New Zealand Embassy  
American Embassy  
British Airways  
Bank of Montreal  
Canadian Broadcasting Corporation  
International School of Beijing  
Hill and Knownton  
World University Service of Canada  
Canadian Imperial Bank of Commerce

### **Shanghai**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

## HONG KONG

Reciprocal Employment Agreement: Deemed to exist  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

There are no legal restrictions on taking employment in Hong Kong as dependants of Canada-based employees are given a non-conditional entry on arrival. Local income tax is payable, at an average rate of 15%. Opportunities exist in both business and professional fields depending upon skills, academic qualifications, and experience.

In general, salaries are lower than would be paid for the same job in Canada even after taking into account the difference in income tax rates. Two factors tend to limit the scope of employment opportunities: the propensity for businesses and government to fill positions with expatriate employees from their home country or with Hong Kong "belongers"; and the number of jobs which require fluency in both English and Cantonese. One field where bilingualism is not required is that of education where many dependants have found work either teaching English or working in the administrative offices of schools.

The same skills which apply to job hunting in other places apply in Hong Kong. The South China Morning Post classified advertisements is the best source for locating potential employers. A knowledge of Cantonese is helpful but a lack of it has not been unduly restrictive in gaining employment.

A useful booklet, Educational and Employment Opportunities in Hong Kong for Expatriate Women is available as a reference at the Posting Services Centre.

At present, spouses and dependents in Hong Kong are engaged in a wide range of jobs:

Hong Kong International School  
Brigade of Gurkas (British Army)  
Starters School  
Mitel  
Price Waterhouse  
Boyden Associates  
Egyptian Consulate  
Egyptian News  
Oxford University Press  
German Consulting Company

United Nations High Commission for  
Refugees (UNHCR)  
Primary and Second Teachers  
Secretary  
Teacher of ESL  
Pre-school assistant  
Manager, Technical Support Group  
(Engineer)  
Manager, Executive Search  
Translator  
Freelance correspondent  
Editor

Trade Fair Coordinator and Fashion  
Buyer

Programme Assistant (Accounting  
Technician)  
Four locally-engaged staff  
Part-time French language teachers

### Potential Employers

The following possibilities, in addition to those listed above, are given:

Carl Zeiss Far East Ltd.  
Hong Kong Adventist Hospital  
Royal Bank of Canada  
Aberdeen Marina Club Ltd.  
Citibank, N.A.

Hong Kong Hilton Hotel  
Canadian Pacific Airlines Ltd.  
Hong Kong Polytechnic  
Northwest Airlines Inc.

### INDIA (New Delhi)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 3  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

There are many problems in obtaining satisfactory remunerative employment in Delhi. A number of embassies and organizations such as WHO and the Ford Foundation have requirements under which they may hire only Indian nationals. Salaries are very low: a secretary might be paid no more than Rs. 2500 per month. Almost all employment in both the public and private sector requires capability in Hindi. In Delhi there is a vast supply of local labour, all fluent in an Indian language, who are prepared to work for wages that are not likely to be acceptable from a Canadian viewpoint. In the professions, India, like most other countries, has regulatory bodies which establish standards and require qualification to practice (law, medicine, nursing, etc.) Anyone obtaining employment locally is subject to Indian income tax.

Spouses who are Canadian citizens do not require a work permit to work in India. If the spouse is of another nationality, a work permit is required and is difficult to obtain.

Unfortunately, it has become increasingly difficult for spouses to find meaningful and financially rewarding work. Most clerical positions are filled by Indian nationals, whereas professional positions are filled from head offices outside India. Professionals are strongly recommended to apply to head offices before leaving for the post.

From time to time there are a few jobs, on short-term contract, at the High Commission. These are usually as a chowkidar (guard or sentry duty), part-time secretary for Canada-based staff, Community Coordinator, or Cabana Manager. Some spouses have worked at other embassies, the American Embassy School, the British School, and UN organizations.

Those without professions might wish to master a hobby which they could teach or further explore. Some suggestions are taking up, or teaching art, aerobic classes, swimming for all ages, bridge groups, language classes, French and music.

The opportunity to do voluntary, unpaid social work exists at all times for those who are interested.

### Potential Employers

New Zealand High Commission  
UNDP/UN Technical Assistance Program  
UNICEF  
U.S. A.I.D.  
The World Bank  
WHO  
International Development Research Centre  
American Embassy School  
Ford Foundation  
The British School

### INDONESIA (Jakarta)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Although opportunities for spouses to continue in a professional career path are rather limited, experience over the last few years has proven that there are many opportunities for more general types of employment for Embassy spouses. On the whole, with a little perseverance, spouses have been able to locate employment in a fairly wide range of areas.

CIDA has been the most significant employer in terms of numbers of spouses hired. Embassy spouses have been able to find employment either on a short term contract basis or through longer term contracts. Several Embassy spouses currently work as mission coordinators or program assistants to support the CIDA staff working at the Embassy. Opportunities also exist, although more infrequently, for spouses to be hired by CIDA projects. Depending on the requirements of the position, CIDA jobs can be either locally or Canada-hired. Qualifications for CIDA-related positions vary, depending on the requirements of the job. Spouses with particular qualifications who wish to enquire about CIDA work in Indonesia are encouraged to contact the CIDA Indonesia desk in Hull well before departure for the Post.

In the past, some spouses have found employment at the Jakarta International School. For regular teaching positions, the school demands good qualifications.



There are a limited number of teaching assistant positions available which do not require the same level of qualifications.

There are limited employment opportunities with other embassies. The jobs available tend to be primarily secretarial or clerical in nature.

There is a high demand for English language instruction in Jakarta and thus there are good prospects for any spouse with certification in Teaching English as a Foreign Language (TEFL or ESL). Until now, most of the employment opportunities in TEFL have been with the British Council or Australian Language Council. However, there may be increasing possibilities for qualified TEFL teachers to work in association with the CIDA program which will be expanding its involvement in human resource development considerably over the next few years.

### **Potential Employers**

Jakarta International School  
P.O. Box 79/JKS

Food and Agriculture Organization (FAO)  
Jalan H. Thamrin No. 14, 3rd Floor

United Nations Development Program (UNDP)  
Administration Section  
Jalan H. Thamrin No. 14, 3rd Floor

United Nations Children's Fund  
Jalan Jend. Sudirman, Kav. 31  
Wisma Metropolitan II, 10th Floor

Food and Agriculture Organization (FAO)  
Jalan H. Thamrin No. 14, 3rd Floor

World Health Organization (WHO)  
Jalan H. Thamrin No. 14

L'École internationale française de Jakarta  
Australian Language Centre  
Hilton Hotel  
American Embassy  
Australian Embassy  
Mobil Oil Indonesia Ltd.  
Hudbay Oil (Malacca Strait) Ltd.  
International Community Activity Centre

### **JAPAN**

Embassy and Consulate General dependants in Japan are not allowed, in principle, to engage in any activities other than those authorized under their

status of residence. However, any dependant wishing to engage in a part-time activity beyond that scope may seek authorization from the Ministry of Justice. The current procedure is for the Embassy in Tokyo to submit a note verbale through the Japanese Ministry of Foreign Affairs.

Those engaging in an activity outside the scope of the status of residence may be subject to some curtailment of the privileges and immunities which are accorded diplomatic representatives.

Canadian citizens, aged 18 to 25, who are not resident in Japan are eligible to apply for a working holiday visa. This visa has an initial validity of six months and can be extended upon application to the immigration authorities for a further six months only. The initial visa can only be applied for at a Japanese mission in Canada and, when granted, permits the holder to accept full-time employment in Japan.

### **Osaka**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Opportunities for spousal employment are quite limited in the Kansai region and are largely confined to teaching classes or individuals in conversational English or a few other European languages.

### **Tokyo**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

### **Potential Employers**

American School in Japan  
The Japan Times  
St. Mary's International School  
Sophia University  
Merrill Lynch Securities Co. Ltd.  
New Zealand Embassy  
Canadian Pacific Airlines  
Toronto Dominion Bank  
Bank of Montreal  
Dupont Japan

## KOREA (Seoul)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

The categories in which diplomatic spouses are allowed to work in Korea are limited to education, mass media, research, and culture but employment is limited as Korean companies favour Korean nationals over foreigners. Language is a major barrier to employment. However, there are openings where being a foreigner, particularly when English is the first language, is an advantage.

The foreign schools are probably the best employers. There are a number of kindergartens which may be approached. Visas have been obtained in the past for particular teaching positions so this should present no difficulties.

There are some private foreign language institutes which can arrange visas for diplomatic spouses. It is usually necessary to hold a university degree in order to work in these in these institutes. The local English newspapers, *The Korea Times* and *The Korea Herald*, occasionally carry advertisements for such positions. Each newspaper also hires four persons to do proof-reading and editing. These positions are usually filled by English-speaking foreign spouses.

There are openings in Korean advertising agencies which are listed in the English version of the Seoul "Yellow Pages". Some are reluctant to go on record by filling out questionnaires as there are no vacancies currently available or in the foreseeable future, and difficulties have been encountered in obtaining working visas for foreigners. The Korean government has been uncooperative in many instances by making unnecessary delays, ignoring requests for visas, etc. It is to be hoped that the situation will be easier for those with diplomatic status, provided that they are working in the approved areas of employment.

The large international hotels sometimes hire foreign nationals to do the public relations for them. At present a Canadian spouse, married to an American diplomat, is working in that field at the Sheraton Walker Hill Hotel. All the other hotels have American spouses working in that field at the Sheraton Walker Hill Hotel. All the other hotels have American friends when they leave Korea. Advertising is therefore largely by work of mouth.

## NEW ZEALAND (Wellington)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

The reciprocal Employment Agreement seems to be working quite satisfactorily from the Canadian point of view when one takes into account the few occasions on which approval has been sought from the New Zealand Foreign

Ministry for spouses and dependants to work. Approval has always been granted promptly and without any conditions.

### PAKISTAN (Islamabad)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Spouses are not officially allowed to work in local organizations, companies or institutions. In any case, working conditions are not up to Canadian standards and local salaries are very low (approximately \$150 to \$250 per month).

There are more employment opportunities open to teachers and secretaries than to any other professions. Occasionally there are openings for secretarial positions at some embassies and international organizations. These are occasionally full time but usually on a contract or part-time basis. The annual salary for these positions is normally in the Rs. 72,000 to Rs. 75,000 range. The Canadian Embassy, where possible, hires Canadian spouses as secretaries or on special short term contracts such as Community Coordinator or French and English tutors for local employees and Canadian dependants.

At the International School of Islamabad openings can often be found for teachers, supply teachers, teaching assistants and secretaries. The salaries for these positions, while not quite as high as Canadian or U.S. salaries (but paid in U.S. currency) are generally attractive and several Canadian spouses have recently worked at the school. Let ISI know your interest and qualifications as early as possible.

The British School also has openings from time to time but the pay scale is lower than that of the International School (Rs. 105 per hour). There are also occasional openings at l'École Française d'Islamabad for qualified francophones. Private tutoring of foreigners in English is another possibility. One must bring all teaching materials for private teaching. There is always a need for a good playgroup to be organized and taught by an expatriate. Medical personnel may sometimes find some private duty nursing.

In lieu of remunerative employment, there are numerous organizations in Islamabad which are always searching for workers. There is a very active amateur theatre group and the Asian Study Group as well as F.R.E.D. (the embassy staff club), the Meena Bazaar, Friends of the All Pakistani Women's Association, St. Joseph's Hospice and numerous other organizations which require workers and organizers. Volunteers for work at charity clinics and hospices are always welcome.

#### Potential Employers

Challenger Limited  
British Embassy

American Embassy  
International School of Islamabad  
The British School  
École Française d'Islamabad  
Belgian Embassy

### **PHILIPPINES (Manila)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The Philippines has a relatively good educational system which graduates annually more professionally and technically well-qualified persons than the economy can absorb. As a result, there is a labour surplus in most occupational areas and competition for every opening is intense.

Although work experience and qualifications obtained in North America are generally recognized, local working conditions and salaries are not likely to be attractive to a Canadian spouse. Teaching and library work are about the only reasonable possibilities for employment. The expatriate schools pay anywhere from C\$500-\$1,000 per month, depending on the school. Another alternative would be to qualify in advance for a job with one of the international organizations located in Manila such as ADB, UNDP, UNICEF, and WHO.

At present there are no positions available at the Canadian Embassy; however, there may be some positions available with CIDA due to decentralization. These positions will be advertised as soon as they become known and all qualified Canadians will be given the opportunity to compete for them.

Most positions available with private companies are filled by locally trained Philipinos although the occasional consultant or business management position does become available to well-trained/qualified foreigners.

A reciprocal employment agreement exists but does not mean much in practical terms.

#### **Potential Employers**

A. Soriano Corporation  
WHO  
Australian Embassy  
International School  
Peninsular Hotel  
Ayala Corporation  
Asian Development Bank  
The Bank of Nova Scotia  
Makati Medial Centre  
The British School

## **SRI LANKA (Colombo)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

As no reciprocal agreement exists, spouses and dependants of Canada-based staff can only find paid employment in the diplomatic service and with CIDA.

There is a limited possibility of employment as a qualified teacher at the Overseas Children's School. This affords an occupation while not offering a very significant income. Apart from this possibility, there is virtually no opportunity for paid employment for spouses although there is scope for work with charitable organizations on a voluntary basis.

## **THAILAND (Bangkok)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Although the Canadian government is currently engaged in discussions with Thai officials, no reciprocal employment agreement exists. The difficulty of Thai, especially in its written form, prohibits future job opportunities.

There are some jobs available as teachers in expatriate schools, with CIDA, and in the Embassy environment.

## **EASTERN EUROPE: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION**

While Canada has no reciprocal employment agreements with the countries of Eastern Europe and the opportunities for working on the local economy are non-existent, nonetheless, the possibility of obtaining employment is as high, if not higher, than in Western Europe. All of the Eastern European posts have a Community Coordinator; four (Czechoslovakia, Hungary, Romania and Yugoslavia) have Registered Nurses on contract at the Canadian Embassy and several have openings for Registered Nurses within the foreign embassy community; all of the posts indicate that teaching and non-teaching positions in the international schools are often available. Foreign embassies sometimes hire clerical and secretarial staff and there are occasional openings with international business firms. In addition, there are many opportunities to establish one's self in an independent field such as teaching English or French in the international community. Fluency in the local language enhances the prospects for employment but is not necessary for most of the positions listed above.

## **CZECHOSLOVAKIA (Prague)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Employment opportunities for spouses in Prague are extremely limited. Spouses are not allowed to work for Czech enterprises and, because of the nature of the society and the difficulty of the language, employment in Czechoslovak enterprises would not be feasible even if permitted. The principal area of employment, either full or part-time, is at the International School of Prague when there are vacancies. Registered Nurses are also employed at the American and British Embassies. These positions are open to Canadians if there are no British or American nurses available.

Some spouses have found opportunities to give private lessons in English or French to diplomats and their children. Other talents such as teaching piano, dance, pottery, etc., might be in demand within the international community.

### **Potential Employers**

École Française de Prague  
International School of Prague  
Embassy of the United States ( U.S. security clearance required)  
Nigerian Embassy  
British Embassy  
Canadian Embassy  
ICI (Export) Ltd.  
British Airways  
ICL International Computers Ltd.

## **HUNGARY (Budapest)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

## **POLAND (Warsaw)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Part-time teaching, teaching assistant, nursing and secretarial jobs are available in the Canadian and other friendly embassies, and in the international schools in Warsaw. However, demand for jobs almost always exceeds supply.

## ROMANIA (Bucharest)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

There is no possibility of employment for diplomatic spouses within the Romanian economy. There are, however, occasional opportunities in embassies or foreign firms operating in Romania. Teaching positions sometimes become vacant at the French, American, or Japanese schools; several Canadian spouses have taken advantage of such openings. Other opportunities exist for part-time nurses (Canadian and American Embassies), and for those who want to work privately (Embassy kitchen, hairdresser, language teacher, nursery school teacher, etc.)

Volunteer work is available and appreciated by the International Women's Association, an organization which initiates and coordinates courses, hobby activities, trips and group social festivities for the foreign community.

### Potential Employers

Phillip Brothers  
Manufacturers Hannover Trust Co.  
Société Générale (bank)  
British Aerospace  
Japanese School of Bucharest  
L'École Française de Bucharest  
American Library  
American Embassy  
American School of Bucharest

## USSR (Moscow)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

One cannot predict with any degree of certainty what the job opportunities for spouses will be over any given period of time. Obviously, positions will be more readily available for those with appropriate qualifications, for example, in the teaching and nursing professions. As a general rule, however, if a spouse wishes to work and is not overly concerned with the type of employment available, he or she could reasonably expect to find something to do, occasionally on a full time, but most often on a part-time basis.

The range of employers in Moscow is restricted to embassies, the international schools, airline/travel companies, and less frequently, foreign firms. For example: two embassy spouses are employed with one of the international



schools; another is a ground hostess for an international airline; a fourth, who is a qualified nurse, works in the medical clinic of one of the embassies.

Sometimes jobs are available for spouses on a temporary basis in the Canadian Embassy. In the last year all Canadian spouses and teen-age children who wanted to work have been able to find jobs at the American Embassy and the Anglo-American School. Changes in the personnel policy at the American Embassy have occurred recently and it is not possible at this time to say whether jobs will be available in the future. Occasionally other embassies might employ foreign spouses but it is difficult to say how many jobs there might be at any given time. Most of the jobs available are in the secretarial/clerical fields.

The Anglo-American School hires spouses from time to time for both teaching and non-teaching positions. The job opportunities at the school are good for those with teaching or clerical experience. Substitute teaching for those who want to work part-time is also possible. Applications should be made early in the year since hiring takes place in February and March. Enquiries can be sent through the Administrative Officer of the Canadian Embassy. Sometimes positions will become open during the school year so it is best, once in Moscow, to keep in touch with the school authorities.

There are occasional opportunities for at least part-time work in certain specialized areas such as nursing, dental technician and librarian.

#### YUGOSLAVIA (Belgrade)

Reciprocal Employment Agreement: No

Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: Yes

Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Under Yugoslav law, relatives of foreigners having diplomatic privileges are not allowed to work. Very limited opportunities exist in areas outside Yugoslav jurisdiction such as the International School, Embassies, and foreign firms. Working with foreign firms would require fluency in Serbo-Croatian. One might consider giving instruction in English/French on an independent basis.

Positions for both teachers and office staff at various international schools in Belgrade are advertised on rare occasions. However, when vacancies at these institutions exist, preference is normally given to citizens of the countries sponsoring the schools.

Spousal employment opportunities at post are exceptionally rare and are in most cases limited to contracts awarded by the Embassy such the Community Coordinator and Registered Nurse positions. The former position is normally opened to competition annually with the contract running on a fiscal year basis. The latter is open for competition only when the incumbent vacates it.

An arriving spouse interested in employment in Belgrade should forward his/her résumé and employment interests to the Embassy in advance.

## **WESTERN EUROPE: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION**

Opportunities for employment in western Europe depend upon a number of factors, chief of which is a common requirement that locals be given priority in hiring, followed by nationals of EEC countries if the host country is a member of the EEC. In addition, fluency in the local language is generally mandatory and many positions which would be of interest to Canadian spouses require mastery of several languages. In some countries, such as Ireland, opportunities are limited by the high rate of unemployment which effectively bars foreigners from the marketplace unless they have exceptional skills.

Work permits for local employment are required even when a Reciprocal Employment Agreement exists. The time involved varies from as little as three weeks (Sweden) to two years (Italy). In some cases, work permits are also required to work within the international community-embassies, consulates, and international organizations.

### **AUSTRIA (Vienna)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Work opportunities are generally limited to organizations which do not require work permits such as the United Nations, international schools or other embassies. However, diplomatic missions including the our own, generally require the applicant to be able to work in German.

#### **Potential Employers**

American Embassy  
American International School

### **BELGIUM (Brussels)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 5  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Employment opportunities for spouses and dependants are scarce in Brussels. One of the obstacles is the language barrier. Jobs involving contact with the public normally require knowledge of the official languages, French and Flemish.

Spouses of Canadian employees (diplomatic or non-diplomatic) at our missions in Belgium may apply for civilian positions within the International Secretariat of NATO or SHAPE (Mons-Casteau) if they are citizens of one of

the Alliance members. There are few positions, however, in either Grade A (officers) or B and C (support) categories and these are often specialized positions requiring specific expertise and abilities related to the defence needs of the Alliance. Generally, applicants for Grade A positions are sponsored by their national governments and competition is fierce among the sixteen nations. Individual applicants without governmental support will also be considered but do not carry the same weight.

The positions at the International Secretariat of NATO require a security clearance. It would be advisable for spouses seeking employment at NATO Headquarters to obtain their security clearance before arriving at the post. The security officer at the Canadian delegation to NATO will assist the spouse in obtaining this security clearance.

Applications for positions within the Commission of the European Community are only considered if they originate from a national, or a person holding the citizenship of one of the ten member states of the Community. Employment with other organizations in Belgium depends on the status of the employer, the terms of the bilateral or multilateral agreement reached with the host country, and the measures of control exercised by the Belgian authorities over the organizations staff. As a rule, the prospective employer must prove that the position being offered to a Canadian cannot be filled by a Belgian or by a national of one of the Community members. The same rule applies to employment with private concerns. There are consultant offices related to the work of the EEC that act as lobbies on various issues and Canadian expertise is at times required by such offices on specific matters. There are a few Canadian companies based in Brussels but the employment situation is tight and job opportunities remain scarce.

### **BRITAIN (London)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 17  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

No restrictions (work permits, quota limitations, etc.) are placed by the United Kingdom Government on the employment of members of the family forming part of the household of any category of overseas-based members of diplomatic missions. Such persons are afforded the same facilities as a person resident in the U.K.

Dependants employed outside the mission continue to enjoy the privileges and immunities of their spouse/father/mother except in respect to any action relating to or coming from their employment. From the Mission's point of view, spouses and dependants must respect the good reputation and security of the Mission in their choice of work.

Dependants and spouses may experience difficulty in finding employment in the United Kingdom because of the high level of unemployment.

## Potential Employers

A.E.S. Data (UK) Ltd.  
Stikeman Elliott & Associates  
Royal Bank of Canada  
Lévesque Beaubien Inc.  
Ranger Oil (UK)  
Canadian Pacific Bulkshop Services Ltd.

## DENMARK (Copenhagen)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

As a Reciprocal Employment Agreement exists, spouses are permitted to seek employment in Denmark. Once a firm offer is obtained, the Embassy requests official permission from the Protocol Division of the Ministry of Foreign Affairs. The only restrictions are those of having Danish professional qualifications and state security.

However, permission to seek a job does not mean success at obtaining one. In fact, employment opportunities for Canadian spouses are severely limited because most jobs require a fluency in Danish. The pressure to hire only Danes is strong in Copenhagen businesses and organizations because of the high unemployment rate and other factors. Salaries are good should one be fortunate enough to find a job.

Over the last few years the mission has provided employment to security-cleared Canadian spouses as registry clerks on a part-time basis. It is also possible to work as a secretary or preventative healthcare specialist in the European Regional Office of the World Health Organization, provided the prospective employee speaks two of the four WHO languages (English, French, German, and Russian). Shorthand skills are required for secretarial jobs.

Occasionally one can find a foreign language secretarial position or specialist function in a large Danish corporation or bank. There is a small turnover of teaching staff at the Copenhagen International Junior School but very little opportunity elsewhere in the international school system.

## Potential Employers

Chase-Manhattan Bank  
Rygaards School  
F.L. Smidth & Co. A/S Inc.  
Novo Industri A/S  
Peat-Marwick Mitchell & Co.  
Danish Red Cross

A.P Moller Rederi  
Copenhagen International Junior School  
World Health Organization

#### FINLAND (Helsinki)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The availability of employment for spouses of foreigners in Finland is currently limited by a variety of factors including a relatively high rate of unemployment (6%), and the difficulty of mastering the Finnish language. Net salaries are less than the Canadian equivalent because of the extremely high rate of income tax.

The Ministry of the Interior may issue a work permit on the basis of special skills not held by Finnish unemployed. For Canadians these would be positions where the use of English or French is necessary such as export-import, journalism, academic, etc. However, spouses who obtain work permits may be required to surrender their diplomatic immunities and privileges in addition to paying income tax at Finnish rates.

#### FRANCE (Paris)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 11  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

#### Potential Employers

American College  
American Hospital  
Banque de l'union occidentale Française/Cda  
CBS Disques  
Librairie de Tourisme de Paris  
O.I.P.C. - Interpol  
The Royal Bank of Canada  
Total Compagnie Françaises de Pétroles  
L'O.C.D.E.

#### GERMANY (FEDERAL REPUBLIC)

[Please Note: *These general remarks do not apply to Berlin. See below.*]

Employment opportunities for dependants in Germany are not great unless one has a good working knowledge of the German language. This language requirement is also stressed by most foreign missions and international busi-

nesses. Should one secure employment, the salaries exceed those for similar positions in Canada.

Dependants of Canada-based embassy staff who wish to take up gainful employment in the FRG must, after having obtained the Head of Post's approval, comply with a number of local laws and regulations. While the FRG has been unable to deal with the Canadian request for a reciprocal agreement, the Foreign Ministry has undertaken to assist Canadian dependants in obtaining the necessary work permits. This offer of assistance has not yet been put to the test.

The current regulations governing employment of Consulate and Embassy personnel and dependants in Germany are as follows:

"Regarding gainful employment of a private nature, the dependants of members of diplomatic and consular missions are treated like any other foreigners.

In the event of private gainful employment of dependants of members of diplomatic or consular missions it is required that those concerned return the Ausweis (Identity Card) issued to them by the Foreign Office or by a State Chancellery. The dependants of members of diplomatic missions who take up gainful employment of a private nature will not enjoy privileges and immunities within the sphere of such employment, the privileges and immunities will, however, continue to exist for the sphere of life related to the status of 'dependant of a member of a diplomatic mission.' Dependants of members of consular missions will cease to enjoy any privileges and immunities when they take up such employment.

Earnings from private gainful employment will be subject to normal deductions, e.g. taxes, etc.

The prohibition to take up gainful employment of a private nature applies only to diplomats and professional consular officers, and not to the remaining members of diplomatic and consular missions or to the dependants of all members of diplomatic and consular officers."

The regulations governing employment, especially in a professional capacity, are complex. Any Canadian wishing to work in the FRG requires a work permit. To date, this permit has not been obtainable before arrival in Germany. A work permit will not be authorized unless a job has been located and the employment office concerned certifies its agreement to having the position filled by a non-EEC citizen. A dependant who is considering working in Germany should contact the nearest Embassy or Consulate of the FRG with regard to the conditions which must be met before it is possible to seek employment.

The Embassy has found that a work authorization can be obtained relatively easily in those areas where there is a dearth of expertise among Germans. An example is expertise in the field of computers. By contrast, a medical doctor would have almost no chance of receiving authorization to work. Those with

professional qualifications must have their qualifications approved by the appropriate association before a work permit is granted.

Employment regulations for nationals of EEC member countries are fairly relaxed and thus, in order to protect the labour market, the rules governing employment of citizens of non-EEC member countries have been made very strict. Canadians who are also EEC nationals do not require a work permit.

### **Berlin**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The regulations governing the employment of mission personnel and dependants in Berlin are not the same as those applying in the FRG. The Military Mission in Berlin is accredited to the Allied Governments and not to the local German authorities. Since members of the Mission and their dependants do not receive any visa or residence permit beyond their Allied Control Authority Identity Card, as far as the Berlin authorities are concerned, we are not here. It therefore becomes a little problematic as to whether a work permit could be issued to an individual who is not registered in the city.

Possibilities may exist for employment with one of the three Allies but these give clear preference to their own nationals. Opportunities for employment of spouses appear to be very slim.

### **Bonn**

Reciprocal Employment Agreement: Deemed to exist  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The American Embassy, one of the largest foreign employers in Bonn, has an extensive requirement for English-speaking persons. However, preference is given to staff dependants and American citizens. With the large number of diplomatic missions in Bonn there are limited employment opportunities for Canadians with specialized clerical skills and a good working knowledge of German. Vacancies for positions which do require a knowledge of German are few and far between.

Persons with teaching qualifications may find it possible to teach at the British school. It is necessary to have American citizenship to even substitute teach at the American Department of Defence school and one is only permitted to work for the first year in Bonn.

It is Embassy policy to maximize employment opportunities for dependants whenever possible. There are a few clerical jobs which have been designated as

spousal positions. In these jobs a knowledge of German is an asset. Submit a resume to the personnel officer.

### Dependants' Employment Experience 1985-1988

U.S. Embassy: 1 lab. technician  
1 person to give word processing training

U.S. Store: 1 clerk, part-time

Telecommunications Company, Dusseldorf: The employee was an expert in telecommunications software, spoke German, and had to promise he would be there indefinitely. He travelled 3 hours by train each day.

Accounting Firm, Cologne: Swiss citizen fluent in German, part-time

American School: 1 paraprofessional ESL teacher at \$6 per hour

Canadian Embassy: 2 clerks, consular section, part-time  
1 secretarial position  
part-time temporary secretarial and clerical work Community Coordinator -- part-time contract

### Potential Employers

American Embassy  
International Union for Conservation of Native and Natural Resources  
Institut fur Sprachvermittlung und Inter-nationulery  
Fulsuvaustrwscr  
Intergovernmental Committee for Immigration (ICM)  
UNHCR  
OECEB--Publications and Information Centre  
Inter Nations E.V.  
Lycée Français  
English Seminars den Universitat Bonn  
Medizinische Einrch (University of Reinischen Friedrich W.)

### Frankfurt

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The American Forces, one of the largest foreign employers in Frankfurt, requires English-speaking employees but preference is given to dependants of their staff and American citizens.



## Munich

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The economy of Munich is currently booming. The unemployment rate is in the range of 5% and companies are looking for additional personnel. Keeping in mind that one must be capable of operating in a German-speaking environment, there are several possibilities. Newspaper advertisements offer employment in: secretarial and typing work; clerical and office support; foreign language skills--principally English, to a lesser extent Italian, Spanish and French; all types of skills in computer and word processing sectors; tourism and hospitality (seasonal and part-time).

One should have no expectations in teaching and other professions which require licenses such as doctor, lawyer, dentist, etc. The Consulate can offer employment only in exceptional circumstances and should not be counted on as a potential employer.

There are a few Canadian companies in Munich: Northern Telecom, Canadian Airlines, Air Canada, AES. None gives special consideration to Canadian citizens.

## GREECE (Athens)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Spouses cannot work in the local economy in Greece. Authority will only be given for work in another diplomatic mission but openings are rare and are usually filled by that mission's nationals. While secretarial vacancies are occasionally available with international organizations, such positions usually require a working knowledge of Greek.

Spouses of diplomatic and non-diplomatic staff must obtain special permission through the Ministry of Foreign Affairs prior to accepting employment. Personnel are advised to contact the Embassy well in advance should they wish to consider employment in Greece.

## IRELAND (Dublin)

Reciprocal Employment Agreement: Deemed to exist  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Given that the unemployment situation in Dublin is in excess of 20%, the likelihood of a Canadian spouse finding employment is all but impossible as the employer is obliged to give priority to local citizens. The only possibility would be for someone with very unusual or specialized qualifications which might be in short supply.

## ITALY

No spouse should go to Italy expecting to find a job. Even if one has the basic requirement of fluency in Italian, employment depends more on luck than anything else. In the domestic labour market unemployment is high in all occupations and there is a particularly large oversupply of well-educated young people seeking white collar jobs. Agencies and institutions of the local government hire only Italian citizens. Private schools [see Milan] and hospitals, particularly the latter, offer poor salaries and working conditions by North American standards. The professions such as medicine, law, architecture, etc., are virtually closed to Canadians by the stringent entry requirements of the professional associations. Licensing problems also make it very difficult for a foreigner to set up a business.

For any position other than one with another mission or an international organization such as FAO, one would require a Ministry of Labour clearance. The system calls for the employer to show that he cannot locate a qualified citizen of Italy or, failing that, of another EEC country. There follows a period when the job remains unfilled to allow the Ministry to refer other applicants. While the mandatory length of the delay is only 30 days, it tends to take longer than advertised. Not many employers can afford such delays. The few jobs approved with any regularity are those such as hotel receptionist, which require fluency in several foreign languages in addition to Italian, and do not pay well.

A work permit is necessary in order to work in Italy. Once a person has found a job he/she must get the prospective employer to make a request to the foreign office of the police (Questura), to the municipality, the placement office, and so on, for permission to hire. The Questura then writes to the Ministero dell'Interno for this permission on behalf of the diplomatic or consular applicant. It is usually a mere formality but the entire procedure tends to be time consuming.

Aside from the difficulties of finding a suitable job, there are other constraints which might preclude working. The Head of Post might not be able to grant permission to accept some positions such as those with other missions. The approval of the Italian Ministry of Foreign Affairs would be necessary in all cases and would be granted reluctantly, if at all. The MFA has advised that diplomatic or other privileges would be cancelled and a status appropriate to the new job assigned. This could prove to be a serious disadvantage.

### Milan

Reciprocal Employment Agreement: No

Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The most likely possibility of employment is teaching English or French in a language school or, if one's knowledge of Italian is very good, working in a secretarial or clerical capacity in an international firm translating and/or interpreting.

A person with teaching qualifications could consider applying to one of the English or French schools in Milan but, we are informed by the Sir James Henderson School, obtaining the necessary permission from the Italian authorities is a long arduous affair for them and in the past has taken as long as two years to complete. This is partly due to the high unemployment rate. The school finds it easier to hire from EEC countries in which case the red tape is at a minimum.

The American Community School advises that most of its staff members are Americans hired in the U.S. and they do all of the unravelling of the red tape which usually takes about six months. Applications for employment should be made around Christmas for the following September but there are occasionally openings even into the summer. Their director goes to the U.S. every February to recruit new teachers.

Salaries in the foreign schools are generally lower than Canadian teachers' salaries but unions now exist in some schools and have brought with them Italian pension benefits, health insurance, separation pay, and other fringe benefits.

Teaching appears to be the easiest field to enter but there are large multi-national firms such as IBM, Honeywell, Dun and Bradstreet, ITT and others which are also equipped to handle the red tape. To date, the mission has no record of spouses of consular personnel being hired by them. Salaries in industry and commerce are often comparable to those in Canada.

## Rome

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The only large international agency in Rome is the Food and Agriculture Organization of the United Nations. From time to time the FAO accepts applications for clerical positions which require only English or French. Salaries and conditions of work approach Canadian standards. Those passing the FAO tests and interview are offered jobs on a short term contract basis. Other embassies and consulates occasionally advertise for secretarial staff although a working knowledge of Italian is usually required.

In short, one's chances of finding employment in Italy are slim. Once found, the job is not likely to be rewarding by Ottawa standards. The loss of special status and the difficulties involved in obtaining the requisite permission could

outweigh the advantages of working. While Rome is a fine post in many respects, it is definitely not the place for a career-minded spouse.

### **THE NETHERLANDS (The Hague)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The Embassy has been trying to negotiate a reciprocal employment agreement with the Dutch Foreign Ministry since 1979. So far, the Dutch have been quite reticent in addressing this question and, at present, only one Canada-based spouse, because of special circumstances, has been granted permission to work. This decision was taken on an ad hoc basis and there is still no general policy governing this aspect of our relations.

The latest information from the Dutch Foreign Ministry is that the whole question is currently being thoroughly examined; it appears that a positive decision may be expected. One of the major problems concerns the waiving of diplomatic immunity for actions taken in relation to the work of the spouse. Furthermore, it is not certain whether the spouse would be considered a resident and therefore subject to the payment of taxes in the Netherlands.

Even should an agreement be reached, employment opportunities in the Netherlands are not abundant. In certain circumstances, and given one's qualifications, it may be possible to obtain employment with foreign companies. However, it is necessary to have full proficiency in the Dutch language. As is the case with most of the rest of Europe, most organizations or firms require proficiency in a number of languages beyond English and/or French. In the past Canadian spouses have occasionally obtained employment, but these instances were the exception rather than the rule.

#### **Potential Employers**

Institute of Social Studies  
British Petroleum Company  
SHAPE Technical Centre  
Far East Trade Office  
The American School of the Hague  
Australian Embassy  
British Embassy  
The International Court of Justice  
American Embassy  
Shell International

### **NORWAY (Oslo)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The process of obtaining a work permit, which is necessary for spouses who wish to work in Norway, can be time consuming and difficult. A special application, accompanied by a medical certificate and Foreign Ministry Identity Card, must be completed prior to commencing work. An application cannot be made until the applicant has actually received a written job offer. It is illegal for the employee to start work while he/she is waiting for the work permit which can take many weeks to be issued. One of the factors which must be considered is whether or not a Norwegian with similar qualifications has applied for the vacant position. If such is the case, the employer is obliged to give the job to the Norwegian.

Once the work permit is obtained, the foreign employee will have the same rights and obligations as a local employee with the exception that he/she will retain diplomatic immunity from any criminal procedure; he/she may be subject, however, to civil suits occurring in connection with the job. The employee will be obliged to pay the normal reduced taxes but no social security contributions.

The local job market for a foreigner is gloomy especially because of the requirement to speak Norwegian in practically every position. This also includes positions at foreign embassies for the most part.

#### **Potential Employers**

Norsk Sykepleierforbund  
SAS Hotel  
Norsk Personal  
Frivndervisningen  
Aftenskolen  
DHL Worldwide Courier Services  
ESSO  
American Embassy  
Kontor Service A/S  
AfNorth (NATO)

#### **PORTUGAL (Lisbon)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

With 8% unemployment in Portugal there is little opportunity for foreigners to obtain employment. A work permit could possibly be obtained should a spouse have specialized training required in Portugal. One of the private schools may possibly provide employment but generally at very low wages.

## SPAIN (Madrid)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

It is possible but somewhat difficult for spouses to find employment in Spain. The unemployment rate is high and preference is always given to Spaniards. The only exceptions are positions requiring a knowledge of foreign languages. Generally, Castilian is a must, and a knowledge of French, English, and one other language is a definite asset, if not an essential requirement.

Check with the administrative officer regarding current procedures to obtain a work permit. The more likely positions for non-Spaniards are multilingual secretarial positions in embassies, multinational corporations, international organizations and the like. The job seekers might obtain teaching positions in language schools or employment in travel agencies or national companies but opportunities of this kind are rare.

In short, employment opportunities for spouses are few and the salaries are not particularly high. At the current rate of exchange, a secretary earns approximately C\$14,000 per year.

### Potential Employers

American School of Madrid  
British American Hospital  
Citibank. N.A.  
American Embassy  
Guide Post Publications  
Institut Francais  
Best School of Languages. S.A.  
Organisation Mondiale du Tourisme  
Price Waterhouse. S.A.  
Royal Bank of Canada

## SWEDEN (Stockholm)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Since 1981, Canada and Sweden have had a reciprocal employment agreement applicable to spouses and dependants of diplomats; the Swedish authorities have extended the application of this agreement to spouses and dependants of all Canada-based staff. This permits dependants to seek employment in the labour market without restrictions except for the usual licensing requirements in the cases of professionals such as physicians, registered nurses, etc.

All Embassy spouses and dependants require a work permit in order to take employment on the labour market but not with other embassies. The work permits, which often take three weeks to obtain, are usually valid for one year and are easily renewable. Dependants receive general work permission.

Jobs available to foreigners are usually linked to teaching and secretarial work. Two possibilities are available in teaching: teaching English/French as a foreign language through the well-organized Swedish adult-education program; and, teaching at the British Primary, the International School, and the French lycée. Knowledge of Swedish is not necessary for these positions. Other jobs, technical or clerical, on the open market or with other embassies, may require a working knowledge of Swedish.

Spouses working on the open labour market in Sweden are subject to taxation. For example, a spouse earning C\$2,000 per year will pay 30-35% in taxes. Limited deductions are permitted but the overall tax burden for a spouse earning an average yearly Swedish salary (approximately C\$15,000 in 1985) is 50-55%.

The Swedish social security system pays all medical and hospital expenses for everyone in Sweden. It also pays the salary while the employee is on sick leave. However, the spouse or dependant working under the reciprocal agreement, while he/she pays full taxation, is not eligible for Swedish social security benefits. Medical/hospital benefits are not that important in that the spouse/dependant is covered through the Canadian system but there is no provision for sick pay. In addition, recent experience has had one dependant paying the employer the costs of hiring the replacement as well as forfeiting her own salary while sick. The American Embassy has also encountered the same problem and a joint demarche is being considered on this matter.

### Potential Employers

Medborgarskolan  
ABF Stockholm  
Studieframjandet  
TBV  
Kursverksamheten  
International School of Stockholm  
British Primary School  
SAS "Scanarama"  
Stockholm Skolforvalning

### SWITZERLAND

Swiss regulations on employment of foreigners are very strict. In most cases, potential employers will not consider a qualified candidate without a valid Swiss work permit. However, when an individual offers special qualifications an employer may be prepared to assist that potential employee in obtaining the work permit. There have been cases where the candidate was allowed to start work

before approval was received from the "Controle de l'Habitant" with the understanding that if the request was turned down, the relationship would be terminated.

In other cases, the potential employee may not commence work until approval comes through and the permit is issued. This can cause a delay of three to six months while the authorities assure themselves that a suitable Swiss candidate cannot fill the position.

Permits are tied to specific positions and cannot be transferred to other positions.

### Berne

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

It is very difficult, if not impossible, for a spouse to obtain employment in Berne in spite of the fact that it is fairly easy for diplomatic spouses to obtain a work permit. The category of work permit granted to diplomats is, in most cases, an obstacle to obtaining work. In Swiss organizations, priority is given to the Swiss. As Berne is situated in the German part of Switzerland, candidates are required to speak Swiss German (or, at least, German) fluently, in addition to the other official languages.

With the exception of cases where a speciality is much sought after, it is impossible to find a job in Berne or the surrounding areas. There are, however a few companies (language schools or Canadian advanced technology firms), and some foreign embassies which have indicated their willingness to accept applications.

There are a number of opportunities open to spouses interested in research and study:

A number of language schools in Berne offer excellent daytime courses in most modern languages from Arabic to Serbo-Croat. The Canadian Government language training programme pays the fairly high fees for German language instruction. Ten week intensive courses for beginners, two hours per day, as well as afternoon courses twice a week, are available. In addition, private tutors can be easily found. The Migros School gives language courses in the evenings at a lower cost than the daytime schools.

There is an excellent Conservatory of Music which is well known for its violin teaching but where most instruments are taught to advanced students. Berne has an almost unlimited supply of highly qualified private teachers and many music shops which stock musical scores and records.



Berne has a very active artists' colony which shows its work either in groups or individually in the numerous private and public galleries in Switzerland. This group includes sculptors, graphists, and painters who work in all styles and media. The quality of graphic art has always been high in Switzerland and opportunities for working in this medium are unlimited. The Berne Museum of Fine Arts (Kunstmuseum) has the most extensive collection of Paul Klee available today and is very obliging about making it available to serious students.

As Berne is in a German-speaking canton, most of the reference material in the libraries is in German. English or French documents do exist but German is essential for research projects.

The National Library of Switzerland has a large collection of books about Switzerland by Swiss authors or on subjects pertaining to the country. It is housed in a modern building with comfortable well-lit reading and reference rooms. There are over one million volumes on Switzerland or related topics, many in French, some in English. The library has the most up-to-date cataloguing systems available and the staff is very helpful in tracing reference works and, through a system of inter-library loans, will locate and borrow the book if it is to be found in a library anywhere in Switzerland. Since the UN library in Geneva lends books through inter-library loans, a vast selection of books in English and French thus becomes available to a researcher working in Berne.

In the Berne Cantonal and University Library most of the books are in German but basic text and research books are available in the original which, in many modern disciplines such as sociology, economics, etc., means English.

A documentation centre on Canada was recently created in Soleure, 40 kilometres from Berne. It receives a yearly supply of books in English and French.

Courses in cooking and handicrafts are given both by the Migros School and the Cantonal Volkshochschule but are in German and frequently, a dialect. The teachers usually speak some French or English and, if the class is not too large, one can follow the course. However, a knowledge of German, at least written German, is almost essential in order to participate in these classes.

For anyone who knows German well, the whole range of university disciplines is open at the University of Berne. Good courses on French literature, modern and classical, are given in French, as are similar courses in English literature in English. These are the only courses not given in German. However, university credit courses can be taken in French in a variety of disciplines at the University of Fribourg, a half-hour drive from Berne. A number of diplomats' spouses have found it possible to attend courses in Fribourg although it may be difficult to adjust one's schedule. It must be remembered that school children in Switzerland return home for lunch.

## Geneva

Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2

The general problems relating to employment in Switzerland apply to Geneva. Multinational companies based in Geneva are allotted a specific number of expatriate work permits; at present, these are being cut back.

Diplomatic missions and United Nations Agencies are exempted from the regulations governing the employment of foreigners. However, due to the financial restraints imposed in 1986 and expected to continue through at least until 1990, there is a hiring freeze in most agencies. Job opportunities are thus largely short-term contracts. The most promising areas are clerical, secretarial, translation and interpretation services.

There have been instances in which candidates, otherwise qualified for a position in an international agency, have been refused employment on grounds of potential conflict of interest--because of their spouse's position as a Canadian representative to that agency.

To work in Geneva, and for locally-engaged positions at the Mission, a working knowledge of French and English is very helpful.

#### TURKEY (Ankara)

Reciprocal Employment Agreement: No

Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: Yes

Registered Nurse position exists at the mission: No

Employment opportunities for spouses of Embassy personnel are scarce in Ankara. With the exception of certain occupations which are unlikely to be of interest to Canadians, there is no legal impediment to foreigners working in Turkey as long as a work permit is obtained before entry. Spouses of diplomatic personnel must, however, surrender their diplomatic immunity in order to qualify for employment in the Turkish labour force. Spouses of non-diplomatic Embassy personnel face a similar problem as they must surrender their special passports in order to obtain employment on the local labour market. In addition, income tax of 55% must be paid. These conditions constitute an effective obstacle to employment in the Turkish labour market.

Some spouses have found employment with the "study groups" (schools) of certain embassies; others have augmented their income by giving piano lessons. Older children have been able to pick up money babysitting.

The American pre-school, for children from two and a half to five years, employs diplomatic spouses and does not revoke the diplomatic passport. The hours are from 8 to 4 daily, except for weekends and holidays. Teaching experience is not necessary although consideration is given to those with previous experience.

## **Potential Employers**

Seismograph Service Corporation  
White and Case (Law Firm)  
General Dynamics Corporation  
Shell Oil  
Australian Embassy  
Ambassade de France  
United Nations Development Program  
American Pre-School  
General Electric  
Turkish American Institute  
L'institut d'études françaises  
British Embassy  
Lukselis Koleji  
British Council  
Turkish Daily News (English Paper)  
Turkish American Association  
British School  
Ankara College  
Turkish British Association  
Middle East Technical University

## **LATIN AMERICA: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION**

Opportunities for paid employment, outside of teaching English and/or French, are limited even if the candidate is fluent in Spanish, or in Brazil, Portuguese. Occasional openings occur in the Canadian and other embassies and qualified people may find contract or other work with some of the international agencies.

All reports stress the great need for volunteer work, particularly in the fields of medicine, social services, and teaching.

### **ARGENTINA (Buenos Aires)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The Argentine Government and the mission are negotiating a reciprocal agreement which at present is in the draft stages. Final approval by both parties is expected within the coming months.

A few embassy spouses have been able to work out ad hoc arrangements and, in spite of seemingly insurmountable obstacles, it is still possible to find remunerative employment. International agencies such as the UN, and other embassies, are not subject to Argentine employment laws. Employment depends, however, upon the skills of the spouse and the prospective employer's need for

them. The Canadian Embassy makes an effort to employ spouses as temporary employees in positions which come open with the embassy.

Opportunities are available in the teaching field, primarily in English in Argentine private schools. One can substitute teach with a valid teaching certificate in the English schools which are run on either the British or American models. There is also a French school. One can also give language lessons in English and French with Berlitz, the Alliance Francaise, or privately. One might also teach music privately. There may be opportunities for freelance translation and interpretation. The greater the fluency in Spanish, the better the chances are for finding employment in areas outside teaching.

The dollar equivalent of wages depends on the exchange rate but, in terms of purchasing power on the local economy, wages are much lower than in Canada.

## BRAZIL

Even for spouses who are fluent in Portuguese and acquainted with local customs, working for a salary is virtually impossible in Brazil. In order to work on the open market, one requires a work permit which is not available to persons entering Brazil on a diplomatic visa. Most spouses have to accept private tutoring in English or French, or volunteer work in place of gainful employment.

### Brasilia

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Some spouses may find salaried work in teaching at the American or French schools or in teaching languages at other institutions. There are occasional opportunities for well-qualified people in any field to lecture at universities.

Work permits are not required for those working in embassies. Our own and other embassies sometimes need English or French-speaking local employees who must, however, be fluent in Portuguese. Occasionally there are part-time contract jobs such as post librarian, in addition to the nurse and Community Coordinator positions at the Embassy.

Doctors, nurses, and perhaps pharmacists can work as volunteers but cannot take paid employment. Some nurses have volunteered to assist colleagues and friends at deliveries and post-operatively, in order to supplement the limited nursing care given by the poorly-trained local nurses.

While the lack of employment opportunities is disappointing, many people have found great rewards in donating their skills. Some spouses play a vital role at orphanages in Brasilia, thus maintaining the high reputation of the Canadian spouses for voluntary service in that community.

## Potential Employers

CAS Thomas Jefferson (English-Language Training Centre)  
Sao Braz-Casa de Saude (Health Centre Hospital)  
The American School of Brasilia  
École Française de Brasilia  
Alliance Française (Associacao de Cultura Franco-Brasileira)  
Independant British Institute  
Hospital Santa Helena

### Sao Paulo

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

There are ample opportunities to do unpaid charitable work. One might also be able to do some freelance English or French language teaching.

### CHILE (Santiago)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Employment opportunities are mainly in the teaching field, either at the Nido de Aguilas International School or in the numerous language schools in Santiago. There is a possibilty of teaching English or French privately. Artists, especially musicians, have little trouble finding groups to join.

### COLOMBIA (Bogota)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

There are good possibilities of employment in the fields of health, teaching and informatics. However, since the completion of the Reciprocal Employment Agreement, few spouses have been successful in obtaining a job. The following factors contribute to this lack of success: one requires a good working knowledge of Spanish; the unemployment rate is high; there is strong competition from a qualified Colombian labour force; wages are low; local working conditions are frequently more difficult than in Canada, e.g., a 40 to 44 hour working week.

## Potential Employers

Inter American Development Bank  
American Embassy  
Colegio Nueva Granada  
Exprinter (Travel Agency)  
Fundacion Santa Fee de Bogota (Centro Medico Losardes)  
IDRC  
UNICEF  
Intercol  
Banco Royal Colombiano  
Hilton International Hotel

### COSTA RICA (San Jose)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

In general terms, it is very difficult for spouses to find employment in San Jose. Costa Rican enterprises can choose between many qualified local candidates while international organizations tend to hire from outside the country, or require a substantial lead time.

Legally, a work permit is required. Most employers, however, appear willing to overlook this because of the bureaucracy involved.

Very few spouses from any embassy, international mission or non-governmental organization are successful in finding employment. The only places known to regularly hire foreigners are the international schools which hire certified teachers and a small number of administrative staff. It may also be possible to find positions teaching English in one of the private universities although experience or formal training is likely to be required. Professionals such as nurses, doctors, lawyers, architects, journalists, etc., are required to be licensed locally in order to practise.

Most companies and schools pay a mid-range Costa Rican salary in colones. For a full-time job, the pay will be \$130 to \$200 per week. If one is working with a work permit, deductions will be made for the national health plan. A taxation agreement has been signed between Costa Rica and Canada which permits locally paid Canadians to choose to which country they will pay taxes.

The locally-engaged staff in the Embassy are very highly-qualified and therefore are likely to win most internal competitions in which spouses might be interested. At present, there are very few contracts for outside consultants with the Embassy.

Although finding paid employment is difficult, it is relatively easy to find or create volunteer work, especially in the social service sector.

## **GUATEMALA (Guatemala)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Under Guatemalan law, spouses and dependants of diplomats are not permitted to work in other than foreign embassies, international organizations, and institutions such as the American School. In most cases, fluency in Spanish would be a requirement. In addition, employment prospects are limited to a certain extent by security considerations: for example, the place of employment should be located in one of the "safer" areas of the city.

The Canadian mission requires temporary staff from time to time. Other embassies often hire spouses but generally give preference to their own nationals. This situation does not necessarily exclude Canadians. Three of the four embassies contacted (French, British, Belgian) responded positively and filled out the Potential Employers form. Candidates would have to be bilingual (English/Spanish, French/Spanish) to some extent.

There are a number of United Nations organizations in Guatemala (UNDP, WFP, UNICEF, etc.) and at least one spouse, with previous experience in development work, has worked at UNICEF. Only three of seven international institutions reacted positively to enquiries about employment possibilities. They do, however, hire highly-qualified professionals.

There are broader employment opportunities in the four schools and language institutes. Language teachers in French and English are always in demand.

## **MEXICO (Mexico)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Opportunities for gainful employment by spouses of Canadian members of the Embassy are very limited in spite of the existence of a Reciprocal Employment Agreement, because of the serious problem of unemployment and underemployment in Mexico. The only exception is work of a kind for which there are no qualified Mexican applicants, such as teaching English, or employment in international schools.

## **PERU (Lima)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Despite the Reciprocal Employment Agreement between Canada and Peru, there are only infrequent opportunities for employment and they usually depend upon the individual's capability in Spanish. Even with a reasonable Spanish fluency, spouses and dependants will find themselves competing for positions with well-qualified Peruvians in almost every field.

Some positions with multilateral agencies require native proficiency in English or French and that, combined with their international experience, may make spouses and dependants more attractive candidates than Peruvians who apply for the same job.

Volunteer work can be found at the grass roots and other levels. Previous volunteer experience and capability in Spanish are valuable in obtaining the more interesting volunteer positions.

### Potential Employers

CARE Peru  
Clinica Anglo-Americana  
Centro de Idiomas de Lima  
International Potato Centre  
U.S. A.I.D.  
Colegio Franklin Delano Roosevelt  
PMA (Programa Mundial de Alimentos)  
Alliance Francaise  
Le Collège Franco-Peruvien  
B.G. Cheko  
CP Air

### VENEZUELA (Caracas)

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Employment with a Venezuelan or foreign firm is difficult for non-nationals to obtain as, by law, companies can employ no more than 25% foreign staff. A further complication is that most positions require Spanish language fluency.

There are occasional opportunities for supply teaching at the English- or French-language schools and kindergartens on a cash or contract basis. Part-time employment as a tutor of English and/or French is also possible. There are a few rare job opportunities with private companies but at a low salary.

There are many worthwhile voluntary organizations in Venezuela which use the talents and resources of foreign women to help contribute to cultural ac-



tivities and charity work. Opportunities exist to lead courses in music, literature, personal development, cuisine, dance, exercise, arts and crafts. The Venezuelan-American Association of University Women will provide women who have done volunteer work with its organization with a letter verifying this experience, for possible future use in the job market.

## **CARIBBEAN: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION**

Despite the fact that four of the five Caribbean posts which responded to enquiries on employment opportunities abroad for foreign service spouses have reciprocal employment agreements with Canada, the opportunities for obtaining gainful employment are severely limited by local unemployment, red tape, and low salaries.

### **BARBADOS (Bridgetown)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

In general, employment opportunities for spouses are very limited and are almost non-existent for teenage dependants. The mission, and the Canadian community, try to employ spouses and dependants within the limitations imposed, should opportunities arise.

Persons not included in the reciprocal employment agreement are unlikely to obtain a work permit. In March 1983, the Barbados government implemented measures to ensure that jobs are reserved for Barbadians by birth by preparing a "List of Reserved Occupations" which is used by the Immigration Department when considering applications for work permits. A work permit is also necessary for voluntary work and is subject to the same criteria. The "List of Reserved Occupations" contains approximately 500 job titles which are considered to be in sufficient supply in Barbados. This list is available at the Posting Services Centre.

Barbadian employers are well aware of the existence of this "List of Reserved Occupations" but not of the reciprocal employment agreement. Employers are very reluctant to consider non-Barbadians for job vacancies.

### **CUBA (Havana)**

Reciprocal Employment Agreement: No  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Opportunities for employment are very limited in Havana. Some spouses with the appropriate qualifications have assisted, on a part-time basis, at the Foreign Students School for English-speaking children. Such assistance would be

welcomed as well at the local school for French-speaking children. There is a position for a part-time nurse at the Canadian Embassy and some part-time administrative positions at the U.S. Interests Section.

### **Potential Employers**

Alliance Française  
Foreign Students' School  
American Embassy (U.S. Interests Section)

### **GUYANA (Georgetown)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 3  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: Yes

Due to the lack of suitable employment opportunities requiring host government approval, the mission has not invoked provisions of the Reciprocal Employment Agreement. At present, two dependants are on strength at the High Commission as accountant and property manager; one works at the American School; and one works part-time as an office manager with a local company. The latter is the only employment which may require Guyanese government approval under the agreement but, as the work is part-time and on an ad hoc contract basis, no representation has been made to the Ministry of Foreign Affairs.

The employment situation in Georgetown is poor at the best of times. Teachers are required at the American school due to the "expatriate only" policy imposed by the government. Employment with international organizations and other missions is feasible but the likelihood of spouses finding employment with them is minimal. Employment within the business community is practically non-existent due to the high unemployment locally.

Jobs might become available but it is very difficult for the mission to provide a general statement on employment. On a case-by-case basis, the mission can use its contacts in locating employment for individuals.

### **HAITI**

Reciprocal Employment Agreement: Yes

### **JAMAICA (Kingston)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

As a general rule, employment opportunities, although not plentiful, exist for most spouses with professional qualifications such as teaching, nursing, or social

work. Fewer positions arise in the clerical, secretarial or sales fields. Volunteer work is readily available in hospitals and a few other areas.

The Reciprocal Employment Agreement has been working effectively and those spouses seeking approval to work from the Ministry of Foreign Affairs have encountered no delays.

In seeking employment in Jamaica it is necessary that the applicant be aware that the prevailing salaries are considerably below the level expected in Canada. This is true for every profession; however, the degree to which it applies varies by occupation. It has been suggested that, as a general guideline, salaries are one-quarter that of Canadian salaries.

Under the Reciprocal Employment Agreement, spouses are expected to pay income taxes to the Jamaican government. The present tax rate is 33 1/3% across the board for all income above \$8,000 Jamaican (C\$2,000) per year. Additional deductions are made for the National Insurance Scheme, Education Tax and the National Housing Trust.

### **Potential Employers**

Bank of Commerce Jamaica Ltd.  
University of the West Indies  
Bank of Nova Scotia Jamaica Ltd.  
IBM World Trade Commission  
British High Commission  
Hillel Academy  
Allied Insurance Brokers Ltd.  
Dyoll Insurance Co. Ltd.  
Priory School and Trust Society Ltd.

### **TRINIDAD AND TOBAGO (Port of Spain)**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Trinidad and Tobago is in the midst of an economic recession and unemployment levels are high. As a consequence, employment opportunities are limited. Employment occasionally is available with the international agencies like the United Nations and its affiliates, the EEC, and other diplomatic missions.

### **UNITED STATES: GENERAL EMPLOYMENT SITUATION**

A reciprocal agreement between Canada and the United States to exempt spouses of diplomatic and consular officials from normal work permit regulations was signed in 1980. The authorization of the State Department is, however, required in order for spouses to accept employment, except where such employment is with a diplomatic mission, foreign consulate, or an international organiza-

tion. The term "international organization" is defined as a public international organization in which the United States participates pursuant to any treaty or under the authority of any Act of Congress authorizing such participation.

Permission to work may be requested for dependants of Canadians employed at the Consulates who hold A-1 or A-2 visas. The proper documentation must be submitted to the State Department through the Canadian Embassy in Washington. An offer of employment is first required. The processing of the request for Permission to Work takes six to eight weeks. A Social Security Number is required for employment and is useful for other purposes as well. It can be obtained in Ottawa before going to the post or at the local office of Health and Human Services upon arrival. It should be noted that it is the responsibility of the applicant to apply for a Social Security Number upon receipt of the State Department's Permission to Work, and to honour all income and state taxes as applicable.

Employment would not mean the loss of diplomatic immunity for the spouse of a diplomat. However, spouses of foreign service consular personnel lose their consular immunity upon accepting employment. The State Department will not authorize employment unless the spouse signs a declaration to the effect that he/she fully understands that, by the granting of authorization to engage in employment, he/she no longer enjoys consular immunity and is thus subject to all municipal, state and federal laws, excluding income tax and local state tax laws.

Through a special arrangement with the United States, spouses accompanying an employee posted there can claim unemployment insurance benefits as if they were still in Canada. Should you wish to enquire about this, contact the Unemployment Insurance Commission Office in Belleville, which deals with such claims. Address: 228 Dundas St., Belleville, Ontario, K8N 5C1. Tel. (613) 969-3550.

The opportunities for employment in the United States are about the same as they are in Canada. They largely depend upon one's qualifications, experience, and job-hunting skills. Dependant teenage children should have little or no difficulty in finding part-time jobs in fast food outlets and sales.

While comments are made only for the larger consulates and the Embassy in Washington, there are also Canadian consular and other offices in Orlando, San Juan, Miami, St. Louis, Cincinnati, Dayton, Pittsburg, Houston, Warren, El Segundo, San Diego, Princeton, Denver, Santa Clara, and Philadelphia. The same regulatory constraints and requirements apply throughout the United States.

#### Atlanta

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Jobs in the service sector are available for teenagers. Minimum wage is US\$3.39.

### **Boston**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The availability of jobs in Boston and its suburbs is greater than in Canada. The selection of employees for positions depends upon the qualifications and experience of the applicant. There have been no problems with the Reciprocal Employment Agreement except for ordinary delays.

### **Buffalo**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: No  
Registered Nurse position exists at the mission: No

While unemployment in the Buffalo area was high in the early 1980s due to the loss of manufacturing jobs, the local economy has stabilized to the point where unemployment is consistent with national averages. The best job opportunities are in the service sector.

### **Chicago**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

The job market is similar to that in Canada. Part-time or summer employment for teenagers and students is quite readily available.

### **Cleveland**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Salaries are 15% to 20% lower than those in Canada.

### **Dallas**

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0

Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Teenagers find it relatively easy to obtain part-time work.

#### Detroit

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Detroit's proximity to Windsor offers the possibility of employment in Canada. However, a Canadian diplomatic passport may not be used for daily crossings of the border. Employment opportunities in Windsor have been very limited in the past few years.

#### Los Angeles

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

In a city of ten million people, there are no obstacles to finding employment, subject to the usual criteria one would encounter in seeking employment in Canada. It should be borne in mind, however, that with the high awareness of the undocumented immigration issue, there may be some initial reluctance on the part of potential employers to engage spouses in the absence of a clear statement of eligibility.

#### Minneapolis

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

There has been little delay in gaining approval for employment. There are ample employment opportunities, especially for dependant children in fast food and sales.

#### New York (Consulate and UN)

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 2  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

In New York City spouses have generally had very little difficulty in finding employment. Opportunities here are considered better than in any other city in the United States, due to the large number of diplomatic missions, foreign consulates, and international organizations.

Spouses of foreign diplomatic personnel may obtain employment authorization from the United States Mission to the United Nations, while spouses of consular personnel must refer such requests to the Canadian Embassy in Washington which will relay the request to the State Department. In both instances, the request should be submitted in writing and should include a letter from the prospective employer stating that the candidate for employment meets all existing criteria for employment in that particular profession or occupation. The Consulate's Administration Section will assist spouses in obtaining the required authority. Where the employment is with a diplomatic mission, foreign consulate, or international organization, this procedure is not required.

### San Francisco

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 0  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

### Seattle

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 1  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

At the present time the employment situation in the Seattle area is very competitive as unemployment is higher than in other areas of the United States. However, there are thousands of employment opportunities for qualified individuals. It is impossible to provide a list of potential employers as each spouse's qualifications, experience, and expectations are different.

### Washington

Reciprocal Employment Agreement: Yes  
Approximate number of spouses working as locally engaged staff: 25  
Community Coordinator contract work exists: Yes  
Registered Nurse position exists at the mission: No

Special thought should be given to teenagers who might seek summer employment because the processing of applications for permission to work tends to be slow. Dependants who are unsure of their employability should seek the advice of the Embassy Administrative Section.

It is not difficult to obtain work in the D.C. metropolitan area. Chances are fairly good for those wishing to obtain an office position at the Embassy. Office

and retail positions of various types, both part-time and full time, appear to be readily available in the community. Compensation for part-time work is normally based on the minimum wage.

The general consensus of opinion appears that those jobs requiring advanced degrees, specialized training, or registration and/or licensing are more difficult to find but they do exist. However, it should be remembered that one will be competing with Americans with professional qualifications. It may be necessary to wait or to take a job at a lower level temporarily.

A job-seeker should utilize the services of a professional placement agency as well as diplomatic and community contacts.

If and when a job interview takes place, one should be prepared for some lack of understanding about the Reciprocal Employment Agreement. It is advisable to obtain a "letter of introduction" from the Personnel Department which will frequently clear up any misunderstanding. If that does not work, do not get frustrated. Call Personnel. They can help.